



**AB FENETRES
GROUPE**

Société Anonyme au capital de 1.322.427 €
Siège social : 33, avenue du Maine – 75 755 PARIS Cedex 15
R.C.S. PARIS B 440 743 425

OFFERING CIRCULAR

ADMISSION SUR ALTERNEXT

2 novembre 2006



LISTING SPONSOR

Avertissement

Cette Offering Circular est réalisée dans le cadre d'une opération réservée à des Investisseurs Qualifiés tels qu'ils sont définis par l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier. Cette opération, préalable à une admission au marché Alternext d'Euronext Paris S.A., a pris la forme d'une augmentation de capital.

Les personnes ou entités mentionnées au 4° du II article L. 411-2 du Code monétaire et financier ne peuvent participer à cette opération que pour compte propre dans les conditions fixées par les articles D. 411-1, D. 411-2, D. 734-1, D. 744-1, D. 754-1 et D. 764-1 du Code monétaire et financier.

Cette opération ne donne pas lieu à un prospectus soumis au visa de l'AMF.

La diffusion, directe ou indirecte, dans le public des instruments financiers acquis à l'occasion de cette émission ne peut être réalisée que dans les conditions prévues aux articles L. 411-1, L. 411-2, L. 412-1 et L. 621-8 à L. 621-8-3 du Code monétaire et financier.

Des exemplaires du présent document sont disponibles sans frais auprès de **AB Fenêtres Groupe, 33 avenue du Maine – 75755 PARIS Cedex 15** et de **H. et Associés, Centre d'affaires Paris Trocadéro – 112, avenue Kléber – 75784 PARIS CEDEX 16**, ainsi que sur le site internet d'Alternext (www.alternext.fr).

Rappel : Décret no 2006-557 du 16 mai 2006 modifiant le chapitre Ier du titre Ier du livre IV de la partie réglementaire du code monétaire et financier

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie,

Vu le code des assurances ;

Vu le code monétaire et financier, notamment son article L. 411-2 ;

Vu le code de la mutualité ;

Vu le code de la sécurité sociale ;

Vu l'ordonnance n° 45-2710 du 2 novembre 1945 relative aux sociétés d'investissement ;

Vu l'ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996 relative au remboursement de la dette sociale, notamment son article 1er ;

Vu la loi n° 72-650 du 11 juillet 1972 modifiée portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, notamment son article 4 ;

Vu la loi n° 85-695 du 11 juillet 1985 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, notamment son article 1er ;

Vu la loi n° 2005-842 du 26 juillet 2005 pour la confiance et la modernisation de l'économie,

Décète :

Art. 1er. – Les articles D. 411-1 et D. 411-2 du code monétaire et financier sont remplacés par les articles D. 411-1 à D. 411-4 ainsi rédigés :

« *Art. D. 411-1.* – I. – Ont la qualité d'investisseurs qualifiés au sens de l'article L. 411-2 lorsqu'ils agissent pour compte propre :

« 1° Les établissements de crédit et les compagnies financières mentionnés respectivement à l'article L. 511-9

et à l'article L. 517-1 ;

« 2° Les institutions et services mentionnés à l'article L. 518-1 ;

« 3° Les entreprises d'investissement mentionnées à l'article L. 531-4 ;

« 4° Les sociétés d'investissement mentionnées à l'article 6 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 susvisée ;

« 5° Les organismes de placement collectif mentionnés à l'article L. 214-1 et les sociétés de gestion d'organisme de placement collectif mentionnées à l'article L. 543-1 ;

« 6° Les sociétés d'assurance et les sociétés de réassurance mentionnées, respectivement, au premier alinéa de l'article L. 310-1 et à l'article L. 310-1-1 du code des assurances ;

« 7° Les sociétés de groupe d'assurance mentionnées à l'article L. 322-1-2 du code des assurances ;

« 8° Les institutions de prévoyance mentionnées à l'article L. 931-1 du code de la sécurité sociale ;

« 9° Le fonds de réserve pour les retraites mentionné à l'article L. 135-6 du code de la sécurité sociale ;

« 10° Les mutuelles et unions de mutuelles relevant du livre II du code de la mutualité autres que celles mentionnées à l'article L. 510-2 du même code ;

« 11° Les compagnies financières holdings mixtes mentionnées à l'article L. 517-4 et au 9o de l'article L. 334-2 du code des assurances ;

« 12° Les Etats membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques ;

« 13° La Banque centrale européenne et les banques centrales des Etats membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques ;

« 14° Les organismes financiers internationaux à caractère public auxquels la France ou tout autre Etat membre de l'Organisation de coopération et de développement économiques fait partie ;

« 15° La Caisse d'amortissement de la dette sociale instituée par l'article 1er de l'ordonnance du 24 janvier 1996 susvisée ;

« 16° Les sociétés de capital-risque mentionnées à l'article 1er de la loi du 11 juillet 1985 susvisée ;

« 17° Les sociétés financières d'innovation mentionnées au III de l'article 4 de la loi du 11 juillet 1972 susvisée ;

« 18° Les intermédiaires en marchandises ;

« 19° Les entités remplissant au moins deux des trois critères suivants :

« – effectifs annuels moyens supérieurs à 250 personnes ;

« – total du bilan supérieur à 43 millions d'euros ;

« – chiffre d'affaires ou montant des recettes supérieur à 50 millions d'euros.

« Ces critères sont appréciés au vu des derniers comptes consolidés ou, à défaut, des comptes sociaux, tels que publiés et, le cas échéant, certifiés par les commissaires aux comptes.

« II. – Ont également la qualité d'investisseurs qualifiés, lorsqu'ils agissent pour compte propre et à partir du jour de réception de l'accusé de réception attestant de leur inscription sur le fichier mentionné à l'article D. 411-3 :

« 1° Les entités qui remplissent au moins deux des trois critères suivants :

« – effectifs annuels moyens inférieurs à 250 personnes ;

« – total du bilan inférieur à 43 millions d'euros ;

« – chiffre d'affaires ou montant des recettes inférieur à 50 millions d'euros.

« Ces critères sont appréciés au vu des derniers comptes consolidés ou, à défaut, des comptes sociaux, tels que publiés et, le cas échéant, certifiés par les commissaires aux comptes. La décision d'inscription sur le fichier mentionné à l'article D. 411-3 est prise, selon le cas, par le conseil d'administration, par le directoire, par le ou les gérants, ou par l'organe de gestion de l'entité ;

« 2° Les personnes physiques remplissant au moins deux des trois critères suivants :

« – la détention d'un portefeuille d'instruments financiers d'une valeur supérieure à 500 000 € ;

« – la réalisation d'opérations d'un montant supérieur à 600 € par opération sur des instruments financiers, à raison d'au moins dix par trimestre en moyenne sur les quatre trimestres précédents ;

« – l'occupation pendant au moins un an, dans le secteur financier, d'une position professionnelle exigeant une connaissance de l'investissement en instruments financiers.

« III. – Ont également la qualité d'investisseur qualifié :

« 1° Les entités mentionnées au I lorsqu'elles agissent pour le compte d'un organisme de placement collectif ou d'un investisseur qualifié appartenant à l'une des catégories mentionnées au I ou au II ;

« 2° Les prestataires de services d'investissement lorsqu'ils agissent dans le cadre d'une activité de gestion de portefeuille pour le compte de leur mandant.

« Art. D. 411-2. – Ont également la qualité d'investisseurs qualifiés les personnes physiques ou entités reconnues investisseurs qualifiés dans les Etats parties à l'accord sur l'Espace économique européen, conformément aux dispositions de la directive 2003/71/CE du 4 novembre 2003.

« Art. D. 411-3. – Les personnes ou entités mentionnées au II de l'article D. 411-1 qui en font la demande et déclarent sous leur responsabilité réunir les critères mentionnés au II de l'article D. 411-1 sont inscrites dans un fichier tenu par l'Autorité des marchés financiers selon les modalités fixées par son règlement général. Ces personnes ou entités peuvent renoncer à tout moment à leur qualité d'investisseur qualifié en accomplissant les formalités fixées par le règlement général de l'Autorité des marchés financiers.

« Art. D. 411-4. – Le seuil mentionné au dernier alinéa du II de l'article L. 411-2 est fixé à 100. »

Art. 2. – Le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 16 mai 2006.

Par le Premier ministre :

DOMINIQUE DE VILLEPIN

*Le ministre de l'économie,
des finances et de l'industrie,*
THIERRY BRETON

RESUME DE L'OFFERING CIRCULAR

Préambule :

Les personnes ou entités mentionnées au 4° du II article L. 411-2 du Code monétaire et financier ne peuvent participer à cette opération que pour compte propre dans les conditions fixées par les articles D. 411-1, D. 411-2, D. 734-1, D. 744-1, D. 754-1 et D. 764-1 du Code monétaire et financier.

Cette opération ne donne pas lieu à un prospectus soumis au visa de l'AMF.

La diffusion, directe ou indirecte, dans le public des instruments financiers acquis à l'occasion de cette émission ne peut être réalisée que dans les conditions prévues aux articles L. 411-1, L. 411-2, L. 412-1 et L. 621-8 à L. 621-8-3 du Code monétaire et financier.

Le présent résumé inclut certaines des informations essentielles contenues dans la totalité de l'Offering Circular. Ce résumé doit être lu comme une introduction.

Toute décision d'investir dans les valeurs mobilières concernées doit être fondée sur un examen exhaustif de l'Offering Circular par l'investisseur. Lorsqu'une action concernant l'information contenue dans le présent document est intentée devant un tribunal, l'investisseur plaignant peut, selon la législation nationale des Etats membres de l'Union européenne, avoir à supporter les frais de traduction du prospectus avant le début de la procédure judiciaire. Une responsabilité civile est attribuée aux personnes qui ont présenté le présent résumé, mais uniquement si le contenu du résumé est trompeur, inexact ou contradictoire par rapport aux autres parties de l'Offering Circular.

Dans le présent document, la société AB Fenêtres Groupe sera désignée par la « Société ». La Société et ses filiales seront désignées par le « Groupe ».

1 INFORMATIONS SUR L'EMETTEUR

Activité :

Le Groupe est spécialisé dans la fabrication, la distribution et l'assemblage de menuiseries intérieures et extérieures, des ouvertures et fermetures de bâtiment (volets battants, fenêtres, portes de garages, volets roulants, stores, portes d'entrée, etc.). Les menuiseries sont principalement en matière plastique (PVC). La rénovation des menuiseries extérieures concerne un grand nombre de particuliers soucieux de l'amélioration de leur patrimoine. En effet, motivés le plus souvent par des économies d'énergies liées à l'isolation, l'entretien ou le confort, ces propriétaires font appel à AB Fenêtres Groupe dans le domaine de la menuiserie et de la rénovation de façade.

Le Groupe envisage de continuer son développement via :

- La vente de nouveaux produits :
 - des dispositifs de sécurité de piscines ;
 - l'activité peinture et ravalement.
- De nouveaux canaux de distribution
 - l'ouverture de nouvelles succursales ;
 - l'ouverture de nouvelles franchises ;
 - le secteur du business to business (B to B).

Le Groupe est constitué de quatre entités :

- AB FENETRES GROUPE (anciennement Willy Bernard Finances) est la holding du Groupe ;
- AB INDUSTRIE (ex : BLG Production) spécialisée dans la production ;
- AB FENETRES spécialisée dans la distribution ;
- AB POSE qui assure la pose des fenêtres produites et vendues par le Groupe.

En outre, les clients de la Société ont la possibilité de recourir à des facilités de financement grâce à l'accord entre AB Fenêtres Groupe et SOFINCO. Cet accord permet aux clients du Groupe d'avoir le même intermédiaire pour la rénovation de leur habitat et pour le financement de cet investissement.

Grâce à ses filiales, la Société contrôle toute la chaîne c'est-à-dire de la production des éléments de menuiserie en PVC à leur pose. De plus, le groupe dispose d'un service après vente qui intervient dans un délai de 48 heures après la demande du client.

Chiffres clés :

Compte de résultat simplifié

En €	Exercice 2005/2006	Exercice 2004/2005	Variations
Chiffre d'affaires HT	11.936.479	6.263.541	×1,91
Résultat d'exploitation	1.039.532	270.296	×3,85
En % du CA	8,71%	4,32%	2,02
Résultat courant des entreprises intégrées	1.003.932	232.236	×4,32
Résultat net de l'ensemble consolidé	437.145	56.981	×7,67
Résultat net (part du groupe)	429.932	54.123	×7,94
En % du CA	3,60%	0,86%	×4,17

Bilan simplifié

ACTIF - K€	30-juin-06	30-juin-05	PASSIF - M€	30-juin-06	30-juin-05
Actifs immobilisés	552	567	Capitaux propres	1 477	496
Stocks	495	177	Provisions pour Risques et charges	81	15
Créances clients	5 624	1 766	Emprunts et dettes financières	1 304	802
Autres actifs circulants	563	225	Fournisseurs et comptes rattachés	1 959	881
Disponibilités	260	150	Autres dettes et comptes de régul.	2 675	691
Actifs circulants	6 942	2 318	Passifs circulants	6 019	2 389
Total actif	7 495	2 885	Total passif	7 495	2 885

Résumé des principaux facteurs de risques :

Avant de prendre toute décision d'investissement, les risques ci-dessous doivent être analysés en détail :

- Les risques liés aux actions (et notamment le fait que les titres faisant l'objet de la présente opération ne seront pas admis sur un marché réglementé, et ne bénéficieront pas des garanties correspondantes). Ces risques sont décrits dans le chapitre 5 du présent document.
- Les risques liés à la société, décrits au chapitre 5 du présent document (notamment les risques liés à l'activité de la Société et les risques liés à son environnement, aussi bien concurrentiels que juridiques).

Ces risques, ou l'un de ces risques ou d'autres risques, non encore actuellement identifiés ou considérés comme non significatifs par la Société, pourraient avoir un effet négatif sur les activités, la situation financière ou les résultats de la Société, ou le cours de ses actions.

Pour les exercices futurs, la politique de distribution de dividendes dépendra des résultats et de l'appréciation des moyens nécessaires pour assurer son développement.

Composition du Conseil d'Administration :

Willy BERNARD	Président
Jonathan BERNARD	Administrateur
Olivier PICKEU	Administrateur
Jacques PUTZEYS	Administrateur
Jean-Marie SANTANDER	Administrateur

Commissaires aux comptes :

Titulaire : Monsieur Jacques FREY
Suppléant : Cabinet SOCOMO

Actionnariat :

Répartition du capital (avant augmentation de capital)

Actionnaires	Nombre de titres	% de détention	Nombre de droits de vote	% de droits de vote
SASU WRD (*)	420 800	59,84%	420 800	59,84%
Willy BERNARD	93 040	13,23%	93 040	13,23%
<i>Sous total WB</i>	513 840	73,08%	513 840	73,08%
Autres Investisseurs	189 320	26,92%	189 320	26,92%
Total	703 160	100,00%	703 160	173,08%

(*) La société SASU WRD est détenue à 100 % par Willy BERNARD

Répartition du capital (après augmentation de capital)

Actionnaires	Nombre de titres	% de détention	Nombre de droits de vote	% de droit de vote
SASU WRD (*)	420 800	31,82%	420 800	31,82%
M. Willy BERNARD	93 040	7,04%	93 040	7,04%
<i>Sous total WB</i>	513 840	38,86%	513 840	38,86%
Investisseurs qualifiés	808 587	61,14%	808 587	61,14%
Total	1 322 427	100,00%	1 322 427	100,00%

(*) La société SASU WRD est détenue à 100 % par M. Willy BERNARD

2 CARACTERISTIQUES DE L'OPERATION

Préalablement à l'introduction des titres de la Société sur le marché Alternext, une opération de placement privé a été réalisée auprès d'investisseurs qualifiés durant le mois d'octobre 2006, opération portant sur 619.267 actions nouvelles émises par la Société.

L'ensemble de ces actions représentent 88,07 % du capital et 88,07 % des droits de vote de la Société avant augmentation de capital, et 46,82 % du capital et 46,82 % des droits de vote après augmentation de capital.

Le placement privé des titres a été réalisé sur la base des intentions exprimées par les investisseurs qualifiés durant une période de sensibilisation. Le prix retenu pour la réalisation effective de l'opération a été fixé à 8.54 € par action. Le produit brut de l'émission s'élève donc à 5.288.540,18 €.

L'admission sur le marché Alternext a lieu par cotation directe, selon les dispositions de l'article 6.3 des règles Alternext.

Objectifs de l'opération :

Cette opération d'admission sur Alternext d'Euronext Paris par cotation directe va permettre à la Société :

- de renforcer sa notoriété et sa crédibilité vis-à-vis de ses clients, de ses fournisseurs et de ses partenaires, en France comme à l'étranger,
- de faire bénéficier ses actionnaires actuels et futurs des protections et garanties offertes par le marché Alternext,
- de se laisser l'opportunité de profiter d'éventuelles opérations de croissance externe pouvant s'offrir à elle.

Service titres :

Société Générale
Securities Services
Global Issuer Services / Services aux Emetteurs
Fax : 02 51 85 57 80
32, rue du Champ de Tir - BP 81236
44312 Nantes

3 RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Capital social :

Le capital social est fixé après l'augmentation de capital à la somme de 1.322.427 €.

Il était divisé en un million trois cent vingt deux mille quatre cent vingt sept actions de un (1) € chacune, de même catégorie, toutes souscrites et entièrement libérées en numéraire.

Statuts :

Les derniers statuts à jour ont été déposés au greffe du Tribunal de commerce de PARIS.

Mise à disposition de l'Offering Circular :

Des exemplaires du présent document sont disponibles sans frais :

- Dans les locaux de AB Fenêtres Groupe : 33, avenue du Maine – 75 755 PARIS Cedex 15
- auprès de H et Associés : Centre d'Affaires Paris Trocadéro – 112, avenue Kléber – 75784 Paris Cedex 16

Le présent document peut également être consulté sur le site Internet d'Alternext (www.alternext.fr).

Responsable de l'information financière

Monsieur Willy BERNARD
Président Directeur Général
AB Fenêtres Groupe
33 avenue de Maine
75 755 PARIS Cedex 15
Tel : 02.43.75.16.31
Fax : 02.43.72.32.41
www.abfenetres.fr

1	INFORMATIONS SUR L'EMETTEUR.....	4
1	PERSONNES RESPONSABLES.....	15
1.1	RESPONSABLE DE L'OFFERING CIRCULAR	15
1.2	ATTESTATION DU RESPONSABLE DE L'OFFERING CIRCULAR	15
1.3	ATTESTATION DU LISTING SPONSOR – PRESTATAIRE DE SERVICES D'INVESTISSEMENTS.....	16
1.4	ENGAGEMENTS DE LA SOCIETE	17
1.5	CALENDRIER INDICATIF DE LA COMMUNICATION FINANCIERE	17
2	RESPONSABLES DU CONTROLE DES COMPTES.....	18
3	RENSEIGNEMENTS RELATIFS A L'OPERATION.....	19
4	INFORMATIONS FINANCIERES SELECTIONNEES.....	20
5	FACTEURS DE RISQUES	21
5.1	RISQUES LIES A L'ACTIVITE DE LA SOCIETE	21
5.1.1	RISQUES LIES A L'EVOLUTION DU MARCHE	21
5.1.2	RISQUES LIES A L'ENVIRONNEMENT CONCURRENTIEL	21
5.1.3	RISQUES LIES AUX PARTENARIATS (SCHÜCO INTERNATIONAL) – RISQUES FOURNISSEURS	22
5.1.4	RISQUES CLIENTS	22
5.1.5	GESTION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	23
5.1.6	RISQUES SUR MATIERES PREMIERES.....	23
5.1.7	RISQUES TECHNOLOGIQUES	24
5.1.8	RISQUES LIES A LA CROISSANCE	24
5.1.9	RISQUES LIES A LA STRATEGIE DE DEVELOPPEMENT D'AB FENETRES GROUPE	24
5.2	RISQUES LIES A L'ORGANISATION DE LA SOCIETE	25
5.2.1	RISQUES HUMAINS	25
5.2.2	DEPENDANCE A L'EGARD DES HOMMES CLES.....	25
5.2.3	RISQUES SOCIAUX.....	25
5.2.4	RISQUES LIES A LA SOUS-TRAITANCE.....	26
5.3	RISQUES LIES A LA REGLEMENTATION.....	26
5.3.1	REGLEMENTATION GENERALE APPLICABLE AU DEMARCHAGE A DOMICILE	26
5.3.2	REGLEMENTATION APPLICABLE AUX DISPOSITIFS DE SECURITE DES PISCINES.....	27
5.3.3	REGLEMENTATION APPLICABLE AUX PORTES AUTOMATIQUES DE GARAGE.....	28
5.4	ASSURANCES ET COUVERTURE DE RISQUES.....	29
5.4.1	AB FENETRES GROUPE :	29
5.4.2	AB POSE :	29
5.4.3	AB INDUSTRIE :	29
5.4.4	AB FENETRES :	30
5.5	RISQUES FINANCIERS	30
5.5.1	RISQUE DE TAUX	30
5.5.2	RISQUE DE CHANGE	32
5.5.3	RISQUE DE LIQUIDITE.....	32
5.5.4	RISQUE ACTION.....	32
5.6	FAITS EXCEPTIONNELS ET LITIGES	32
5.6.1	LITIGES PRUD'HOMAIUX.....	32
5.6.2	LES AUTRES LITIGES	32

5.7	RISQUES ENVIRONNEMENTAUX	33
5.8	RISQUES DE MARCHÉ INFLUANT SUR LES VALEURS MOBILIÈRES	33
6	INFORMATIONS CONCERNANT L'ÉMETTEUR.....	35
6.1	HISTOIRE ET ÉVOLUTION DE LA SOCIÉTÉ.....	35
6.1.1	RAISON SOCIALE (ARTICLE 3 DES STATUTS).....	35
6.1.2	REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIÉTÉS.....	35
6.1.3	DURÉE DE LA SOCIÉTÉ (ARTICLE 5 DES STATUTS)	35
6.1.4	SIÈGE SOCIAL (ARTICLE 4 DES STATUTS), FORME JURIDIQUE (ARTICLE 1 DES STATUTS)	35
6.1.5	EXERCICE SOCIAL (ARTICLE 6 DES STATUTS)	36
6.1.6	HISTORIQUE	36
6.1.7	LA DIRECTION DE AB FENÊTRES GROUPE :	37
6.2	INVESTISSEMENTS	37
6.2.1	PRINCIPAUX INVESTISSEMENTS RÉALISÉS PAR L'ÉMETTEUR AU COURS DE L'EXERCICE 2005/2006	37
6.2.2	PRINCIPAUX INVESTISSEMENTS RÉALISÉS PAR L'ÉMETTEUR DEPUIS LE 30 JUIN 2006	37
6.2.3	INVESTISSEMENTS POTENTIELS À COURT ET MOYEN TERME	38
6.2.4	PRINCIPALES CESSIONS RÉALISÉES PAR L'ÉMETTEUR SUR LES TROIS DERNIERS EXERCICES	38
6.3	LES ENGAGEMENTS HORS BILAN.....	38
6.3.1	LES CAUTIONS	38
6.3.2	LES CONTRATS DE CRÉDIT-BAIL.....	39
7	APERÇU DES ACTIVITÉS DE LA SOCIÉTÉ	40
7.1	DESCRIPTION DE L'ACTIVITÉ DE AB FENÊTRES GROUPE	40
7.2	LES PRODUITS DU GROUPE :	41
7.2.1	LES FENÊTRES	41
7.2.2	LES VOILETS	43
7.2.3	LES PORTAILS.....	45
7.2.4	LES PORTES DE GARAGE	45
7.2.5	LES STORES	46
7.2.6	LES PORTES D'ENTRÉE.....	46
7.3	LA COMMERCIALISATION DES PRODUITS.....	47
7.4	LE RÉSEAU AB FENÊTRES GROUPE.....	48
7.5	L'ORGANISATION D'AB FENÊTRES.....	48
7.5.1	LES SUCCURSALES :	49
7.5.2	LES FRANCHISES :	50
7.6	L'ENVIRONNEMENT DE AB FENÊTRES GROUPE :	51
7.6.1	LE MARCHÉ DE LA CONSTRUCTION :	51
7.6.2	LE SEGMENT DE L'ENTRETIEN ET DE LA RÉNOVATION	52
7.6.3	LE MARCHÉ DE LA FENÊTRE :	56
7.6.4	UN MARCHÉ CONCURRENTIEL MAIS PEU STRUCTURÉ.....	57
7.7	LES PERSPECTIVES DE DÉVELOPPEMENTS	60
7.7.1	LE DÉVELOPPEMENT DES CANAUX DE DISTRIBUTION	60
7.7.2	LE DÉVELOPPEMENT DE NOUVEAUX PRODUITS	61
7.7.3	UNE CROISSANCE EXTERNE SÉLECTIVE.....	67
8	ORGANIGRAMME	68

8.1	DESCRIPTION DU GROUPE	68
8.2	PRINCIPALES FILIALES DE L'EMETTEUR	68
9	PROPRIETES IMMOBILIERES, USINES ET EQUIPEMENTS	70
10	EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIERE ET DU RESULTAT	72
10.1	EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIERE ET DU RESULTAT DES EXERCICES CLOS AU 31 JUIN 2005 ET AU 31 JUIN 2006.....	72
10.1.1	CHIFFRE D'AFFAIRES.....	72
10.1.2	CHARGES D'EXPLOITATION	72
10.1.3	RESULTAT D'EXPLOITATION.....	73
10.1.4	RESULTAT NET	73
10.2	FACTEURS DE NATURE GOUVERNEMENTALE, ECONOMIQUE, BUDGETAIRE, MONETAIRE OU POLITIQUE POUVANT INFLUENCER SENSIBLEMENT LES OPERATIONS DE LA SOCIETE	73
11	TRESORERIE ET CAPITAUX.....	74
11.1	CAPITAUX PROPRES DE L'EMETTEUR	74
11.2	ENDETTEMENT ET LIQUIDITE DE L'EMETTEUR.....	74
11.3	CONDITIONS D'EMPRUNTS	74
11.4	RESTRICTIONS EVENTUELLES A L'UTILISATION DES CAPITAUX.....	74
11.5	SOURCES DE FINANCEMENT ATTENDUES, NECESSAIRES POUR HONORER SES ENGAGEMENTS.....	74
12	RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT, BREVETS ET LICENCES	75
13	INFORMATIONS SUR LES TENDANCES	76
13.1	BILAN DE L'EXERCICE 2005/2006	76
13.2	PERSPECTIVES DE L'EXERCICE 2006/2007	76
13.3	STRATEGIE DE DEVELOPPEMENT A MOYEN TERME	76
13.4	ELEMENTS SUSCEPTIBLES D'INFLUER LES PERSPECTIVES DE L'EMETTEUR.....	76
14	PREVISIONS OU ESTIMATIONS DU BENEFICE.....	77
15	ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION, ET DE SURVEILLANCE ET DE DIRECTION GENERALE	78
15.1	INFORMATIONS GENERALES RELATIVES AUX DIRIGEANTS ET ADMINISTRATEURS...	78
15.2	AUTRES MANDATS SOCIAUX ET AUTRES FONCTIONS EXERCEES	79
15.3	BIOGRAPHIE DES DIRIGEANTS ET ADMINISTRATEURS	80
15.4	CONFLITS D'INTERETS AU NIVEAU DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION	80
16	REMUNERATION ET AVANTAGES.....	81
16.1	REMUNERATION DES ADMINISTRATEURS ET DIRIGEANTS.....	81
16.2	OPTIONS DE SOUSCRIPTIONS OU D'ACHAT D'ACTIONS CONSENTIES AUX MANDATAIRES SOCIAUX ET OPTIONS LEVEES PAR CES DERNIERS	81

16.3	PRETS ET GARANTIES ACCORDES OU CONSTITUES EN FAVEUR DES MEMBRES DES ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION OU DE SURVEILLANCE DE LA SOCIETE	81
16.4	MONTANT TOTAL DES SOMMES PROVISIONNEES OU CONSTATEES PAR LA SOCIETE AUX FINS DE VERSEMENT DE PENSIONS, DE RETRAITES OU D'AUTRES AVANTAGES	81
17	FONCTIONNEMENT DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION	82
17.1	DATE D'EXPIRATION DES MANDATS DES MEMBRES DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE CONTROLE	82
17.2	INFORMATIONS SUR LES CONTRATS DE SERVICE LIANT LES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION A LA SOCIETE OU A L'UNE DE SES FILIALES ET PREVOYANT L'OCTROI D'AVANTAGES	82
17.3	GOVERNEMENT D'ENTREPRISES / COMITES	82
17.4	RAPPORT SUR LE CONTROLE INTERNE	82
18	SALARIES	83
18.1	EVOLUTION DES EFFECTIFS D'AB FENETRES GROUPE (FIN D'EXERCICE 2005/2006)	83
18.2	EFFECTIF MOYEN DU GROUPE	83
18.3	ORGANIGRAMME FONCTIONNEL	83
18.3.1	PRESIDENCE ET DIRECTION	83
18.3.2	DIRECTION COMMERCIALE	83
18.3.3	DIRECTION DES OPERATIONS	84
18.3.4	DIRECTION ADMINISTRATIVE FINANCIERE ET JURIDIQUE.....	84
18.4	PARTICIPATIONS, STOCKS OPTIONS, BONS DE SOUSCRIPTION D'ACTIONS, OBLIGATIONS CONVERTIBLES DES ADMINISTRATEURS ET DIRIGEANTS.....	85
18.5	PARTICIPATION DES SALARIES DANS LE CAPITAL DE LA SOCIETE.....	85
18.5.1	ACTIONS DETENUES PAR LES SALARIES.....	85
18.5.2	BONS DE SOUSCRIPTION DE PARTS DE CREATEURS D'ENTREPRISE (BSPCE)	85
18.5.3	STOCK OPTIONS	85
18.5.4	BONS DE SOUSCRIPTION D'ACTIONS	85
18.6	ACTIONS GRATUITES ET CONTRATS D'INTERESSEMENT ET DE PARTICIPATION	86
19	PRINCIPAUX ACTIONNAIRES.....	87
19.1	REPARTITION DU CAPITAL.....	87
19.2	PACTE D'ACTIONNAIRES	88
19.3	CONTROLE DE LA SOCIETE	88
19.4	ACCORDS SUSCEPTIBLES D'ENTRAINER UN CHANGEMENT DE CONTROLE.....	89
20	OPERATIONS AVEC DES APPARENTES	90
20.1	LES CONVENTIONS INTRA-GROUPE FORMALISEES PAR DES ECRITS SONT :.....	90
20.2	LES CONVENTIONS INTRA-GROUPE NON FORMALISEES S'AGISSANT DE RELATIONS COMMERCIALES NORMALES, SONT :.....	90
21	INFORMATIONS FINANCIERES CONCERNANT LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS DE L'EMETTEUR.....	91
21.1	COMPTES CONSOLIDES INTERMEDIAIRES AU 30 JUIN 2006	91
21.1.1	COMPTES CONSOLIDES AU 30 JUIN 2005	119

21.2	COMPTES SOCIAUX AU 30 SEPTEMBRE 2005.....	127
21.2.1	RAPPORT GENERAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES.....	127
21.2.2	RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES.....	129
21.2.3	COMPTES SOCIAUX AU 30/09/2005	131
22	INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES.....	143
22.1	CAPITAL SOCIAL.....	143
22.1.1	MONTANT DU CAPITAL SOCIAL (ARTICLE 8 DES STATUTS).....	143
22.1.2	CAPITAL SOCIAL AUTORISE NON EMIS	143
22.1.3	STOCKS OPTIONS, BSPCE, BSA ET OBLIGATIONS CONVERTIBLES.....	145
22.1.4	TITRES NON REPRESENTATIFS DU CAPITAL	148
22.1.5	AUTOCONTROLE	148
22.1.6	VALEURS MOBILIERES COMPLEXES.....	148
22.1.7	EVOLUTION DU CAPITAL SOCIAL DEPUIS LA CREATION DE LA SOCIETE	148
22.1.8	EVOLUTION DU CAPITAL AU COURS DES TROIS DERNIERES ANNEES	149
22.2	ACTES CONSTITUTIFS ET STATUTS	149
22.2.1	DENOMINATION SOCIALE (ARTICLE 3 DES STATUTS).....	149
22.2.2	OBJET SOCIAL (ARTICLE 2 DES STATUTS)	149
22.2.3	EXERCICE SOCIAL (ARTICLE 6 DES STATUTS)	149
22.2.4	DISPOSITIONS RELATIVES AUX ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION (ARTICLES 14 A 18 DES STATUTS).....	150
22.2.5	DROITS, PRIVILEGES ET RESTRICTIONS ATTACHEES AUX ACTIONS (ARTICLE 13 DES STATUTS)	153
22.2.6	RACHAT PAR LA SOCIETE DE SES PROPRES ACTIONS	154
22.2.7	MODIFICATION DES DROITS DES ACTIONNAIRES (ARTICLES 9 A 11 DES STATUTS)	154
22.2.8	ASSEMBLEES GENERALES (ARTICLE 20 A 28 DES STATUTS)	154
22.2.9	DISPOSITIFS PERMETTANT DE RETARDER, DIFFERER OU EMPECHER UN CHANGEMENT DE CONTROLE	158
22.2.10	TRANSMISSION DES ACTIONS, DECLARATIONS DE FRANCHISSEMENT DE SEUIL (ARTICLE 12 DES STATUTS)	158
22.2.11	STIPULATIONS PARTICULIERES REGISSANT LES MODIFICATIONS DU CAPITAL SOCIAL	158
24	INFORMATIONS PROVENANT DE TIERS, DECLARATIONS D'EXPERTS ET DECLARATIONS D'INTERETS.....	159
25	DOCUMENTS ACESSIBLES AU PUBLIC	159
26	INFORMATIONS SUR LES PARTICIPATIONS	159

1 PERSONNES RESPONSABLES

1.1 Responsable de l'Offering Circular

Monsieur Willy BERNARD, Président Directeur Général

1.2 Attestation du Responsable de l'Offering Circular

« A ma connaissance, et après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, les données du présent Offering Circular sont conformes à la réalité ; elles comprennent toutes les informations nécessaires aux investisseurs pour fonder leur jugement sur le patrimoine, l'activité, la situation financière, les résultats et les perspectives de l'émetteur ainsi que sur les droits attachés aux instruments financiers qui ont fait l'objet d'un placement privé préalablement à l'admission sur Alternext ; elles ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée. »

Monsieur Willy BERNARD
Président Directeur Général

1.3 Attestation du Listing Sponsor – Prestataire de Services d'Investissements

H. et Associés, Entreprise d'Investissement, Listing Sponsor de la Société, confirme avoir effectué, en vue de l'inscription sur le marché Alternext d'Euronext Paris des actions de la société AB Fenêtres Groupe, les diligences professionnelles d'usage.

Ces diligences ont notamment pris la forme de la vérification des documents produits par AB Fenêtres Groupe ainsi que d'entretiens avec des membres de la direction et du personnel de la Société, conformément au schéma type d'Alternext. H. et Associés atteste, conformément aux règles d'Alternext, que les diligences ainsi accomplies n'ont révélé dans le contenu du document aucune inexactitude ni aucune omission significative de nature à induire l'investisseur en erreur ou à fausser son jugement.

Cette attestation est délivrée sur la base des documents et renseignements fournis par AB Fenêtres Groupe à H. et Associés, ce dernier les ayant présumés exhaustifs, véridiques et sincères.

Cette attestation ne constitue pas une recommandation de H. et Associés de souscrire aux titres de AB Fenêtres Groupe, ni ne saurait se substituer aux autres attestations ou documents délivrés par AB Fenêtres Groupe et/ou ses Commissaires aux Comptes.

H. et Associés atteste que les informations contenues dans le présent document sont, à sa connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

H. et Associés
Monsieur Pierre PERRINE
Président Directeur Général

1.4 Engagements de la société

Conformément aux règles d'Alternext, la Société s'engage à assurer :

- La diffusion sur son site Internet et sur le site d'Alternext en français ou en anglais le cas échéant, les informations suivantes :
 - dans les quatre mois qui suivent la clôture de l'exercice un rapport de gestion comprenant ses états financiers dûment certifiés (article 4.2 des Règles d'Alternext),
 - dans les quatre mois après la fin du 2ème trimestre, un rapport semestriel (article 4.2 des Règles d'Alternext),
 - la convocation aux Assemblées Générales et tout document transmis aux actionnaires et cela dans le même délai que pour ces derniers (article 4.4 des Règles d'Alternext),
 - toute information susceptible d'avoir une influence sensible sur le cours de ses titres conformément aux dispositions de l'article 4.3 des Règles d'Alternext sans préjudice des obligations du Règlement Général de l'Autorité des Marchés Financiers et de tout autre texte de niveau supérieur concernant l'appel public à l'épargne,
 - tout franchissement à la hausse ou à la baisse par toute personne agissant seule ou de concert de seuils de participations représentant 50 % ou 95 % du capital ou des droits de vote. Cette publication est faite dans un délai de 5 jours de bourse suivant celui où il en a connaissance,
 - les déclarations des dirigeants et administrateurs concernant leurs cessions de titres.
- Sans frais pour les porteurs, le service des titres, le paiement des dividendes ou toute distribution à laquelle elle procédera.

1.5 Calendrier indicatif de la communication financière

Au plus tard :

le 28 février 2007	Publication du chiffre d'affaires trimestriel consolidés au 31 décembre 2006
le 31 juillet 2007	Publication des comptes annuels consolidés au 31 Mars 2007

2 RESPONSABLES DU CONTROLE DES COMPTES

Commissaire aux comptes titulaire

Monsieur Jacques FREY, domicilié 78, rue Coeffort – 72000 Le Mans, nommé lors de l'Assemblée Générale Mixte en date du 30 janvier 2003 pour la durée de 6 exercices, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 30 décembre 2008.

Commissaire aux comptes suppléant

Le cabinet SOCOMO, domicilié 116, avenue Chanzy – 53 000 Laval, nommé lors de l'Assemblée Générale Mixte en date du 30 janvier 2003 pour la durée de 6 exercices, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 30 décembre 2008.

3 RENSEIGNEMENTS RELATIFS A L'OPERATION

Société

Dénomination sociale : AB Fenêtres Groupe
Libellé des actions : AB Fenêtres Groupe
Mnémonique : ALABF
Nationalité de la Société : française
Code ISIN : FR0010385690

Actions dont l'admission sur Alternext sera demandée :

1.322.427 actions (dont 619.267 provenant de l'augmentation de capital), intégralement souscrites, entièrement libérées et toutes de même catégorie, de 1 euro de valeur nominale, représentant la totalité des actions composant le capital d'AB Fenêtres Groupe à la date de leur admission sur Alternext.

Nombre d'actions mises à disposition du marché :

Néant. L'admission sur Alternext a lieu par cotation directe, selon les dispositions du chapitre 3 des règles d'Alternext.

Placement privé préalable à l'admission :

Préalablement à l'admission, il a été procédé à un placement privé auprès d'Investisseurs Qualifiés d'un montant de 5.288.540,18 euros, soit 619.267 actions nouvelles sur la base d'un prix indicatif de 8,54 euros.

Conformément aux dispositions de l'article L.411-2, II, 4°, b du Code Monétaire et Financier, l'Investisseur Qualifié est « une personne ou une entité disposant des compétences et des moyens nécessaires pour appréhender les risques inhérents aux opérations sur instruments financiers. »

Le placement privé des titres a été réalisé dans le cadre d'un programme d'augmentation de capital conclu le 20 mai 2006, entre AMESTERDAM EFFECTENKANTOORS (AEK) et AB FENETRES GROUPE. Les modalités de ce programme sont reprises dans le chapitre 22 du présent document.

AEK, courtier hollandais, est une société admise à la cote d'Euronext, ayant des bureaux au Herengracht 208-214, 1016 BS, Amsterdam (Pays-Bas). AEK est également membre de l'International Securities Market Association (ISMA) et est régie par l'autorité des marchés financiers des Pays-Bas. AEK agit en qualité d'intermédiaire dans le cadre d'opérations sur actions, obligations, actions immobilières et instruments dérivés destinés à des investisseurs institutionnels nationaux et étrangers. En tant que groupe, AEK gère 250 millions d'Euros au nom de ses clients.

4 INFORMATIONS FINANCIERES SELECTIONNEES

Les informations financières sélectionnées proviennent des comptes consolidés pour les exercices clos au 30 juin 2005 et 2006.

Ces données comptables doivent être lues en parallèle avec le chapitre 21 « Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats » du présent document.

Principales données financières

Compte de résultat simplifié

<i>En €</i>	Exercice 2005/2006	Exercice 2004/2005	Multiples
Chiffre d'affaires HT	11.936.479	6.263.541	1,91
Résultat d'exploitation	1.039.532	270.296	3,85
En % du CA	8,71%	4,32%	2,02
Résultat courant des entreprises intégrées	1.003.932	232.236	4,32
Résultat net de l'ensemble consolidé	437.145	56.981	7,67
Résultat net (part du groupe)	429.932	54.123	7,94
En % du CA	3,60%	0,86%	4,17

Bilan simplifié

ACTIF - K€	30-juin-06	30-juin-05	PASSIF - M€	30-juin-06	30-juin-05
Actifs immobilisés	552	567	Capitaux propres	1 477	496
Stocks	495	177	Provisions pour Risques et charges	81	15
Créances clients	5 624	1 766	Emprunts et dettes financières	1 304	802
Autres actifs circulants	563	225	Fournisseurs et comptes rattachés	1 959	881
Disponibilités	260	150	Autres dettes et comptes de régul.	2 675	691
Actifs circulants	6 942	2 318	Passifs circulants	6 019	2 389
Total actif	7 495	2 885	Total passif	7 495	2 885

5 FACTEURS DE RISQUES

Les investisseurs, avant de procéder à l'acquisition d'actions de la société, sont invités à examiner l'ensemble des informations contenues dans ce document, y compris les risques décrits ci-dessous.

Ces risques sont à la date de cet Offering Circular, ceux dont la réalisation est susceptible d'avoir un effet défavorable significatif sur la Société, son activité, sa situation financière ou ses résultats et qui sont importants pour la prise de décision d'investissement.

L'attention des investisseurs est toutefois attirée sur le fait que la liste des risques présentée au présent chapitre 5 n'est pas exhaustive et que d'autres risques, inconnus ou dont la réalisation n'est pas considérée, à la date de l'Offering Circular, comme susceptible d'avoir un effet défavorable sur la société, sa situation financière ou ses résultats, peuvent exister.

5.1 Risques liés à l'activité de la Société

5.1.1 Risques liés à l'évolution du marché

La majeure partie de l'activité de la Société est constituée par la fabrication et la vente de menuiserie plastique auprès des particuliers. Son activité est donc dépendante notamment du niveau de la construction française. Néanmoins, un grand nombre de foyers est équipé de menuiseries de moindres qualités installées avant 1980. Par conséquent, le marché du renouvellement pourrait s'additionner et devenir équivalent au marché du premier équipement.

AB Fenêtres Groupe peut être exposé à une baisse des prix de vente dans le secteur. Cependant, le positionnement haut de gamme du Groupe écarte en partie les risques de pression sur les prix.

On peut estimer qu'une chute du niveau de consommation en France, et qu'une dégradation générale de l'économie française, impacterait négativement le niveau d'activité de la Société.

5.1.2 Risques liés à l'environnement concurrentiel

Sur ce marché, aucun leader ne se démarque réellement. En effet, 83 % du marché est adressé par une multitude d'entreprises artisanales (source Confédération de l'Artisanat et des Petites Entreprises du Bâtiment). La Société a atteint une taille lui permettant de s'imposer face à des éventuels nouveaux entrants. L'ouverture de nouvelles succursales et franchise permettra à la Société de conforter sa présence sur le marché. De plus, le Groupe est l'un des seuls de ce marché à maîtriser en interne l'ensemble de la chaîne (fabrication, distribution, pose, service après vente).

AB Fenêtres Groupe estime ainsi disposer des compétences nécessaires pour conserver et développer sa position tout en étant capable de s'adapter aux diverses évolutions de la demande de la clientèle.

5.1.3 Risques liés aux partenariats (SCHÜCO International) – Risques fournisseurs

Les fournisseurs significatifs sont ceux de l'entité BLG qui produit, et d'AB Fenêtres qui commercialise. Seul un fournisseur est suffisamment important pour présenter un risque. Ce fournisseur livre à la Société les profilés PVC. Un contrat cadre entre AB Fenêtres Groupe et SCHÜCO International a été conclu, ce qui permet de relativiser ce risque. SCHÜCO est un des leaders européens sur le marché de l'extrusion du PVC.

Le contrat avec SCHÜCO International a été renouvelé en mai 2006 pour une période d'un an renouvelable.

Dès lors, SCHÜCO est plus un partenaire qu'un simple fournisseur. A ce titre, AB Fenêtres Groupe a travaillé en collaboration avec SCHÜCO, afin de mettre au point de nouveaux profilés.

Dans le cadre de ces relations, la Société n'a jamais rencontré la moindre difficulté avec ce fournisseur.

Principaux fournisseurs de AB Industrie (au-delà de 100 000 euros par an) :

- SCHÜCO :	492 000 €
- SIMU :	253 000 €
- DAVID MIROITERIE :	181 000 €
- EURADIF :	156 000 €
- BOSCHAT QUINCAILLERIE :	148 000 €
- BUILDING PLASTICS France :	135 000 €

Principaux fournisseurs d'AB Fenêtres (au-delà de 100 000 euros par an) :

- CORREZE FERMETURES :	345 000 €
- FRANCE FERMETURES :	250 000 €
- CLOHEAC :	210 000 €
- JOCKS :	185 000 €
- ALUDOOOR :	105 000 €
- BATISTORE :	100 000 €
- FUTUROL :	100 000 €

La société a conclu récemment des contrats cadres avec plusieurs de ses fournisseurs de matières. Ils ont permis une réduction d'environ 15 % du coût d'achat des matières utilisées par AB Industrie dans l'assemblage des menuiseries PVC. Ce pouvoir de négociation d'AB Fenêtres Groupe contrebalancerait les effets d'une hausse sectorielle des prix.

AB Fenêtres Groupe s'efforce d'entretenir d'excellentes relations avec ses principaux fournisseurs. Cependant, si la Société est dans l'incapacité de conclure de nouveaux partenariats dans le futur ou si celle-ci voit certains de ses accords de partenariat résiliés ou non renouvelés, l'activité et les résultats de la Société pourrait en être affectée de façon significative.

5.1.4 Risques clients

Le plus gros volume de chiffre d'affaires du Groupe est engendré par des particuliers, âgés en majeure partie d'environ 45 ans et plus, propriétaires de leur maison. Par conséquent, aucun client pèse un poids suffisamment significatif pour constituer un risque quelconque.

Néanmoins, le Groupe soucieux de son image, a mis en place un service après vente afin de répondre au mieux aux attentes de ses clients. Une personne dans chacune des agences est dédiée à la gestion des litiges après vente. Dès l'identification d'un problème, les poseurs se rendent sur place afin de répondre au plus vite aux exigences du client.

La réalisation de la découpe et de l'assemblage dans sa propre usine permet au Groupe d'optimiser les délais de livraison : AB Fenêtres assure à ses clients la pose des fenêtres sous trois semaines, alors que le délai moyen d'attente se situe habituellement entre six et huit semaines chez les concurrents du Groupe. Pour la pose, contrairement à de nombreux succursalistes, AB Fenêtres dispose de sa propre filiale et fait peu appel à des sous traitants. La Société a ainsi un meilleur contrôle sur la qualité de la pose et renforce son image haut de gamme.

5.1.5 Gestion du Besoin en Fonds de Roulement

La Société est exposée à un risque de sur-stockage. Néanmoins, l'état des stocks est régulièrement évalué et leur niveau reste structurellement faible, tant en ce qui concerne les profilés PVC que pour les marchandises stockées par AB Fenêtres. En effet, la mise en production n'est effectuée qu'une fois la commande enregistrée. Néanmoins, le Groupe dispose d'un stock minimal de sécurité correspondant à deux semaines de production afin de pallier temporairement un risque d'approvisionnement.

Le besoin en fonds de roulement du Groupe est impacté par la saisonnalité des ventes. En effet, durant les mois de juillet, août et septembre, le Groupe réalise un nombre de ventes moins important que le restant de l'année. Ceci s'explique par les vacances estivales des clients du Groupe et par l'arrêt de l'usine AB Industrie. Cette diminution des ventes engendre un pic du besoin en trésorerie de la Société, à cette période de l'année.

Une dégradation de la cote Banque de France ou de la garantie du syndicat français des assureurs conseils (SFAC) pourrait entraîner une diminution des encours accordés par les fournisseurs et par conséquent une hausse du BFR. La direction du Groupe organise des entretiens réguliers avec ces organismes.

Environ 75 % du chiffre d'affaires d'AB Fenêtres Groupe est réalisé au travers d'établissements spécialisés dans le crédit à la consommation. Lors de ces opérations, le risque d'impayés est supporté par les établissements de crédit.

5.1.6 Risques sur matières premières

Le Groupe fabrique ses menuiseries avec des matériaux sensibles à l'évolution de certaines matières premières : le pétrole pour les profilés PVC par exemple.

La Société pourrait ainsi pâtir de la hausse du cours du pétrole, à partir duquel le PVC est fabriqué. Le PVC est constitué à 43 % de pétrole. Elle s'efforce de limiter ce risque en concluant des contrats cadres avec les fournisseurs du Groupe qui comprennent des clauses fixant le prix des matières utilisées par BLG, lors de la production des menuiseries PVC. Par exemple, la Société a conclu pour une période d'un an renouvelable, un contrat cadre avec SCHÜCO qui fixe le prix d'achat des profilés PVC. L'autre composante du PVC est le sel de Gemme. La profusion de cette matière première explique l'absence de tension actuelle sur le prix de cette composante.

Malgré ces mesures, des augmentations ou des variations significatives des prix des matières premières pourraient avoir des incidences sur les futurs résultats du Groupe.

5.1.7 Risques technologiques

La société est exposée au risque d'une arrivée sur le marché d'un produit de substitution. Néanmoins, la Société est soucieuse d'être à la pointe de la technologie sur de nouveaux produits. Par exemple, la Société lance, en partenariat avec SHCÜCO, un nouvel alliage d'aluminium et de PVC.

En outre, le PVC est un produit encore récent, en phase avec l'actualité technologique.

5.1.8 Risques liés à la croissance

Le développement à venir de la Société nécessitera des embauches, inclus dans un plan de recrutements établi par la Société. Ils concernent notamment le renforcement de l'équipe finance-comptabilité, et le recrutement d'un responsable logistique.

Afin d'adapter la structure au développement du réseau, la Société a mis en place une plateforme logistique capable de faire face à une forte croissance du niveau d'activité.

En outre, la Société est susceptible de réaliser des opérations de croissance externe en vue d'élargir son offre et sa base de clientèle. Ces acquisitions sont susceptibles d'influer directement sur l'activité, les résultats, la situation financière ou le patrimoine de la Société.

Par conséquent, le maintien de ce niveau de croissance dépend de la capacité de la Société à la gérer, à faire les investissements nécessaires, à recruter efficacement, afin de faire toujours plus de ventes en développant sa valeur ajoutée et ses résultats. Dans le cas contraire, la situation du groupe pourrait être affectée de façon significative.

5.1.9 Risques liés à la stratégie de développement d'AB Fenêtres Groupe

En ligne avec sa stratégie de forte croissance, le Groupe est amené régulièrement à mettre en place des projets d'investissement. Ces projets d'investissement portent notamment sur l'ouverture d'un grand nombre de franchises et de succursales.

Ces investissements comportent de façon inhérente des aléas sur leur date de réalisation ou même des risques de non réalisation qui peuvent s'expliquer de différentes manières.

En outre, des contextes concurrentiels ou macro-économiques défavorables pourraient freiner le développement du Groupe. Ainsi, une baisse significative du marché de l'entretien-rénovation aurait des conséquences négatives sur les résultats du Groupe. A l'inverse, une hausse significative du marché de l'entretien-rénovation entraînerait une hausse des revenus du Groupe.

Une hausse des taux d'intérêt entraînerait pour les clients du Groupe ayant recours au financement (soit une grande majorité), une hausse de la charge des frais financiers dus au titre de leurs emprunts, ce qui aurait des conséquences négatives possibles sur les ventes du Groupe.

Enfin, une baisse des incitations fiscales (crédit d'impôt et TVA à 5.5%) aurait un impact négatif sur les résultats et le développement du Groupe.

5.2 Risques liés à l'organisation de la société

5.2.1 Risques humains

Le capital humain de la Société est un élément essentiel de sa pérennité et de son développement. La fidélisation des collaborateurs est un enjeu primordial pour le Groupe.

En outre, afin d'assurer sa croissance, la Société devra être capable d'attirer, de former, d'intégrer et de conserver de nouveaux collaborateurs qualifiés.

Dans la perspective de fidélisation de ses collaborateurs actuels, mais également afin d'attirer et de motiver de nouveaux talents, la Société a mis en place un plan de d'attribution de bons de souscription d'actions, un plan d'épargne entreprise, et un véritable système de formation et de promotion interne (le plan d'attribution de bons de souscription est décrit au paragraphe 18.5.4 du présent document).

5.2.2 Dépendance à l'égard des hommes clés

Le succès de la Société dépend de manière significative du maintien de ses relations avec ses collaborateurs clés et avec son actionnaire fondateur, Monsieur Willy BERNARD. Leur départ ou leur indisponibilité prolongée, pour quelque raison que ce soit, pourrait affecter la Société. Afin de couvrir ce risque, la Société va souscrire une assurance « homme clé » sur la personne de M. Willy BERNARD dans les mois qui suivront son introduction.

Le succès futur de la Société dépendra également de sa capacité à attirer, former, retenir et motiver des collaborateurs disposant de fortes compétences techniques et managériales. La concurrence pour attirer de tels profils de collaborateurs expérimentés étant intense, la Société entend continuer à l'avenir à avoir recours à certains outils de fidélisation sans que cela ne puisse constituer une garantie totale de non départ d'un collaborateur clé.

La perte d'un ou plusieurs collaborateurs ou dirigeants clés de la Société ou son incapacité à attirer de nouveaux collaborateurs de haut niveau pourrait avoir un effet négatif important sur le chiffre d'affaires de la Société, ses résultats et sur sa situation financière.

5.2.3 Risques sociaux

La suppression des abattements de charges sociales concernant les poseurs ou les commerciaux présente un risque d'augmentation des coûts de personnel pour la Société. Néanmoins, ces abattements profitent non seulement aux entreprises mais aussi aux salariés concernés.

AB Fenêtres, AB Pose et AB Industrie doivent organiser des élections de délégués du personnel. AB Fenêtres doit en outre procéder à l'élection d'un comité d'entreprise. Cependant, le poids de ces représentations ne devrait pas être très important, si l'on se fie à la moyenne d'âge peu élevée, à l'ancienneté réduite du personnel et au profil des commerciaux.

La société n'a connu aucun jour de grève depuis sa création.

5.2.4 Risques liés à la sous-traitance

La Société est exposée aux risques liés à l'intervention de prestataires, de fournisseurs et de sous-traitants pour la réalisation de son activité.

Bien que la Société prenne un soin particulier dans le choix de ses sous-traitants, elle n'est pas en mesure de garantir la réalisation et la qualité des prestations effectuées par ces sociétés extérieures ni le respect de la réglementation par ces dernières.

La Société travaillant avec un nombre important de sous traitants, les difficultés financières ou la cessation de paiements de certains d'entre eux pourraient occasionner des retards d'exécution de chantiers mais auraient des conséquences peu significatives sur l'activité et les résultats de la Société.

5.3 Risques liés à la réglementation

5.3.1 Réglementation générale applicable au démarchage à domicile

La Société est soumise aux lois relatives au démarchage à domicile puisque la Société a recours à cette pratique commerciale.

Les démarcheurs et les entreprises qui font pratiquer le démarchage en vue de la vente à domicile sont tenus de respecter les obligations réglementaires définies par le Code de la consommation.

Les infractions constituent un délit exposant le responsable à des poursuites pénales (amende de 3 750 euros et/ou peine d'emprisonnement d'un an).

Application de la loi

Règle générale :

la loi s'applique lorsque le démarchage est effectué, même à la demande du client, sur les lieux non destinés à la commercialisation du bien ou du service, c'est-à-dire au domicile de la personne, sur son lieu de travail, à l'occasion d'une réunion, d'une excursion.

Selon la jurisprudence actuelle, elle s'applique également lorsque le client a été attiré en magasin par une sollicitation téléphonique ou un courrier personnalisé.

Exclusions prévues à l'article L. 121-22.

Ne sont pas concernées :

- les ventes de produits courants lors de tournées habituelles du commerçant ;
- les ventes entre professionnels.

Si l'objet du démarchage est sans rapport avec l'activité professionnelle de l'acheteur, la loi s'applique. Un professionnel a droit à la même protection qu'un particulier pour les offres sortant du cadre spécifique de son activité.

Dans certains secteurs, il existe une réglementation spécifique sur le démarchage (assurances, placements) ou une interdiction (enseignement).

Le contrat

Le contrat doit comporter :

- toutes les mentions prévues à l'article L. 121-23
- le texte intégral des articles L. 121-23 à L. 121-26
- un formulaire de rétractation faisant partie intégrante du contrat et imprimé conformément aux dispositions des articles R. 121.3 à R. 121.6 du code de la consommation (cf. "bordereau de rétractation")

Le client a toujours la possibilité de résilier le contrat pendant 7 jours. La vente est alors annulée sans frais. Le délai de 7 jours part du lendemain du jour de la signature du contrat.

Le 7ème jour est reporté au 1er jour ouvrable suivant s'il tombe un samedi, un dimanche ou un jour férié.

En cas de paiement à l'aide d'un crédit supérieur à 3 mois, toutes les informations relatives aux modalités du crédit doivent être fournies au client.

Il est conseillé d'utiliser un contrat différent pour les ventes en magasin, sur les marchés et foires.

La responsabilité du démarcheur

Il doit remettre un exemplaire du contrat au client, et porter l'adresse du lieu de vente. Le client doit signer et dater de sa main tous les exemplaires du contrat.

Le démarcheur ne peut exiger ni obtenir aucune contrepartie, c'est-à-dire chèque, ordre de virement, espèces, pendant un délai de 7 jours suivant la signature du contrat. L'abus de faiblesse est réprimé très sévèrement.

La responsabilité de l'entreprise

L'entreprise doit veiller au respect de la loi par ses démarcheurs : remise d'un contrat correctement rempli, interdiction de percevoir un paiement.

L'entreprise ne doit pas entreprendre ou laisser effectuer des travaux avant la fin du délai de 7 jours.

Dans tous les cas, l'entreprise est civilement responsable des démarcheurs qui agissent pour son compte. En cas d'infraction, sa responsabilité pénale peut également être retenue.

Bordereau de rétractation

Articles R. 121-3 à R. 121-6 du code de la consommation, fixant les mentions devant figurer sur le formulaire détachable destiné à faciliter l'exercice de la faculté de renonciation prévue à l'article L. 121-25 : la loi a prévu un formalisme précis pour le bordereau de rétractation du contrat de démarchage à domicile.

La Société se conforme à la réglementation en vigueur, et se conformera à toutes les évolutions réglementaires.

Afin de sensibiliser les commerciaux aux dispositions réglementaires, AB Fenêtres Groupe a mis en place un système de formation et de charte éthique. Dans ce cadre, les vendeurs ayant réalisé une vente supérieure à 23 000 euros doivent obtenir l'autorisation d'un comité interne pour que celle-ci soit validée. Ainsi, la Société souhaite éviter toutes les dérives liées au démarchage à domicile.

5.3.2 Réglementation applicable aux dispositifs de sécurité des piscines

La Société a commencé à commercialiser des dispositifs de sécurité des piscines. Ce marché constitue une perspective de développement de la Société, telle que décrite au chapitre 7.7 du présent document.

Depuis le 1er janvier 2004, les piscines privées nouvellement construites, à usage individuel ou collectif, doivent être pourvues d'un dispositif de sécurité. Depuis le 1er mai 2004, les piscines existantes des habitations données en location saisonnière sont également soumises à cette obligation. Le 1er janvier 2006, toutes les autres piscines existantes devront être équipées. Sont concernées les piscines privées à usage individuel ou collectif de plein air, dont le bassin est enterré ou semi enterré.

Ne sont pas concernés :

- les piscines situées dans un bâtiment
- les piscines posées sur le sol, gonflables ou démontables
- les "établissements de natation" (piscines visées par la loi du 24 mai 1951), qui sont d'accès payant et qui font l'objet d'une surveillance par un maître nageur.

Le 7 juin 2004 (parution au journal officiel du 8 juin), le décret d'application de cette loi (décret n° 2003.1389 du 31 décembre 2003) a été modifié par décret (n° 2004-449).

Les exigences de sécurité auxquelles les quatre types de dispositifs prévus par le décret doivent se conformer sont les suivantes :

- les barrières de protection doivent être réalisées, construites ou installées de manière à empêcher le passage d'enfants de moins de cinq ans sans l'aide d'un adulte, à résister aux actions d'un enfant de moins de cinq ans, notamment en ce qui concerne le système de verrouillage de l'accès, et à ne pas provoquer de blessure ;
- les couvertures doivent être réalisées, construites ou installées de façon à empêcher l'immersion involontaire d'enfants de moins de cinq ans, à résister au franchissement d'une personne adulte, et à ne pas provoquer de blessure ;
- les abris doivent être réalisés, construits ou installés de manière à ne pas provoquer de blessure et être tel que le bassin de la piscine, lorsqu'il est fermé, soit inaccessible aux enfants de moins de cinq ans ;
- les alarmes doivent être réalisées, construites ou installées de manière à ce que toutes les commandes d'activation et de désactivation ne puissent pas être utilisées par des enfants de moins de cinq ans. Les systèmes de détection doivent disposer d'une sirène et ne pas se déclencher de façon intempestive.

Un des moyens pour les propriétaires de s'assurer que les matériels qu'ils vont vouloir acquérir ou faire installer respectent ces exigences est de vérifier qu'ils sont conformes aux normes homologuées.

Les normes qui avaient été homologuées en décembre dernier viennent de faire l'objet d'une révision initiée par la commission de normalisation (fabricants, associations de consommateurs, organismes techniques), les expérimentations ayant révélé l'opportunité de préciser ou compléter certaines dispositions. Le ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie a fait paraître au journal officiel du 2 mai 2004 (NOR INDI0410046V) un avis relatif à l'homologation de quatre normes révisées suivantes :

- barrières (norme NF P90-306)
- alarmes (norme NF P90-307)
- couvertures (norme NF P90-308)
- abris (norme NF P 90-309)

Les dispositifs installés depuis le 1er janvier 2004 et conformes aux normes parues en décembre dernier respectent les exigences de sécurité et n'ont pas besoin d'être modifiés.

En cas de non respect des obligations relatives aux dispositifs de sécurité des piscines le propriétaire de l'équipement est passible d'une amende de 45 000 euros.

La Société commercialise des produits qui sont conformes à cette réglementation.

5.3.3 Réglementation applicable aux portes automatiques de garage

La Société est soumise au décret n° 2006-750 du 27 juin 2006 relatif à la sécurité des portes automatiques de garage.

Toute installation nouvelle de porte automatique de garage dans les bâtiments et groupes de bâtiments d'habitation doit satisfaire aux prescriptions suivantes :

- la porte doit rester solidaire de son support ;
- un système de sécurité doit interrompre immédiatement tout mouvement d'ouverture ou de fermeture de la porte lorsque ce mouvement peut causer un dommage à une personne ;
- lorsque ce système de sécurité est défectueux, le fonctionnement automatique de la porte doit être interrompu ;
- le système de commande de la porte doit être volontaire et personnalisé ;
- l'aire de débattement de la porte doit être correctement éclairée et faire l'objet d'un marquage au sol ;
- tout mouvement de la porte doit être signalé, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur, par un feu orange clignotant visible de l'aire de débattement. La signalisation doit précéder le mouvement de la porte ;
- la porte doit pouvoir être manoeuvrée de l'extérieur comme de l'intérieur pour permettre de dégager une personne accidentée. La manoeuvre extérieure est facultative si la pression exercée par la porte est telle qu'elle ne fait pas obstacle au dégagement de la personne accidentée.

La Société se conforme à cette réglementation, et remplit ses obligations. Cette charge, incombant initialement aux producteurs, est assumée financièrement par ces derniers et incluse dans les marges qu'ils offrent aux revendeurs.

5.4 Assurances et couverture de risques

5.4.1 AB FENETRES GROUPE :

Souscription d'une assurance « convention spéciale bureaux » auprès de la compagnie AZUR, pour les locaux de la rue des gladiateurs valable jusqu'au 30 juin 2006, et renouvelable par tacite reconduction.

Cotisation : 631.36€

- Dommages aux biens (incendie, dégâts des eaux, tempête grêle). Valeur assurée des biens mobiliers : 34.923 €
- Responsabilité civile bureaux (hors professionnelle)

5.4.2 AB POSE :

Souscription d'une assurance « multigaranties – entreprises de construction » auprès de la compagnie AXA, avec prise d'effet au 1^{er} janvier 2006, pour les chantiers ouverts entre le 1^{er} janvier et le 1^{er} juillet 2007. Montant de la garantie : 7.118.486 € par chantier.

5.4.3 AB INDUSTRIE :

- Souscription d'une assurance le 10 avril 2002 auprès de la compagnie AZUR pour les matériels installés dans l'usine : bris de machine matériels stationnaires pour 460 € par an (prime 2006).
- Souscription d'une assurance le 5 octobre 2006 auprès de la compagnie AZUR pour responsabilités civiles entreprises avec une limite de garantie de 10M€ par année d'assurance et d'une franchise de 236 €.
- Souscription d'une assurance multirisque professionnelle du 01/01/06 au 01/07/06 auprès de la compagnie AXA. Cotisation de 722,18 € HT (pour la période de 6 mois).

Chaque agence a souscrit une assurance concernant ses locaux et une assurance garantie responsabilités civiles entreprise. Le montant assuré par agence est de 10.000.000 euros avec une franchise de 231 euros.

[illegible]

5.5 Risques financiers

Toutes les dettes étant contractées à taux fixe, les variations de taux d'intérêt n'ont aucun impact sur celles-ci. Par conséquent, la Société n'est pas exposée au risque de taux. Les détails des différents emprunts sont exposés ci-dessous.

5.5.1.1 AB FENETRES GROUPE

- Souscription d'un emprunt moyen terme de 152.000 € auprès du Crédit Mutuel de Maine Anjou (76.000 €) et de la BNP PARIBAS (76.000 €), destiné à financer l'acquisition de 125 parts sociales de la société AB Fenêtres (nantissement de 375 parts sociales de AB Fenêtres SARL au profit des deux banques).

Cet emprunt et le nantissement attaché ont été autorisés par AGE du 6 février 2003.

Monsieur Willy BERNARD est caution solidaire à hauteur de 30 % de l'encours.

- BNP : Durée 60 mois au taux de 6.04 %, soit 18.061,76 € par an (du 02/12/03 au 02/12/07).
 - Crédit Mutuel : Durée 60 mois au taux de 5.5 %, soit 17.975 € par an (du 30/11/03 au 30/11/07).
- Souscription d'un emprunt de 80.000 € auprès du Crédit mutuel de Maine Anjou, destiné à financer l'ouverture d'un établissement à Rennes (nantissement dudit fonds au profit de la banque).

5.5.1.2 AB POSE

Pas d'emprunt.

5.5.1.3 AB INDUSTRIE

- Emprunt de 116.000 € auprès de la Banque Populaire de l'Ouest le 29/11/01 au taux de 5.60 %
 - Durée 84 mois (29/11/01 au 29/11/08)
 - Echéance mensuelle de 1.713,04 € (hors assurance).
- Emprunt de 30.000 € auprès de la Banque Populaire de l'Ouest (via BDPME et garantie SOFARIS) le 29/11/01 au taux de 5.80 %
 - Durée 60 mois (29/11/01 au 29/11/06)
 - Echéance mensuelle : 587,70 € (hors assurance).

5.5.1.4 AB FENETRES

- Un prêt de 100.000 € souscrit le 5 décembre 2005 auprès du CREDIT MUTUEL au taux de 3.75 %, courant du 31/12/05 au 30/11/08.
- Un prêt de 90.000 € souscrit le 14 mai 2004 auprès du CREDIT MUTUEL au taux de 4.05 %, courant du 10/06/04 au 10/05/08.
- Un prêt de 100.000 € souscrit le 21 juin 2004 auprès de la BANQUE POPULAIRE DE L'OUEST au taux de 4.35 %, courant sur 48 mois jusqu'au 21/06/08 (2.308 € / mois) (caution solidaire de WBF).
- Un prêt de 150.000 € souscrit en janvier 2006 auprès de la BANQUE POPULAIRE DE L'OUEST au taux de 3.60 % courant sur 48 mois jusqu'en 2010 (3.412,58 € / mois) (caution de monsieur BERNARD).
- Un prêt de 100.000 € souscrit le 11 mai 2004 auprès de la BNP au taux de 2.85 %, courant sur 48 mois du 11/06/04 au 11/05/08 (2.206,81 € / mois).

- Un prêt de 100.000 € souscrit le 28 mai 2004 auprès de la BNP au taux de 2.9 %, courant sur 48 mois du 28/06/04 au 28/05/08 (2.209,02 € / mois) (caution solidaire AB Fenêtres Groupe).

5.5.2 Risque de change

L'activité du Groupe s'exerçant exclusivement en France, la totalité des transactions commerciales et financières est faite en euros. La Société n'est donc pas exposée au risque de change.

5.5.3 Risque de liquidité

L'augmentation de capital préalable à l'introduction sur Alternext a permis à la Société de disposer d'une trésorerie suffisante pour honorer l'ensemble de ses engagements financiers actuels.

5.5.4 Risque action

La Société n'a pas de portefeuille d'actions ou d'OPCVM actions.

5.6 Faits exceptionnels et litiges

Les différents litiges de la société ont été provisionnés. Ces provisions sont expliquées dans le chapitre 21 du présent document.

5.6.1 Litiges prud'homaux

Le seul litige existant est dans l'entité AB Fenêtres : saisine du CPH de ROUEN par deux salariés.

L'incidence du litige est estimée par le Groupe à 4.342,38 euros.

5.6.2 Les autres litiges

5.6.2.1 AB FENETRES GROUPE

Le litige concerne les anciens locaux et porte sur une somme de 7.249,51 € que M. BERNARD entend contester car les travaux de remise en état ont été effectués sans qu'il ait été averti et avant même d'avoir eu entre les mains l'état des lieux rédigé. Il n'y a pas eu d'échange de courrier si ce n'est une relance de leur part.

5.6.2.2 AB POSE

Pas de contentieux.

5.6.2.3 AB INDUSTRIE

Pas de contentieux.

5.6.2.4 AB FENETRES

Dossier pénal en cours, dans lequel la Société a été mise en examen et renvoyée devant le Tribunal Correctionnel de NANTES, dossier suivi par Maître FLORAND dont le risque financier en cas de condamnation se situe dans une fourchette de 50.000 et 75.000 €.

- Contentieux client, actuellement devant le TGI de NANTES
Intérêt du litige : 50.000 €
- Petits contentieux clients ne dépassant pas 2.000 €

5.7 Risques environnementaux

L'activité d'AB Fenêtres Groupe, à savoir la commercialisation et la rénovation de menuiseries PVC, a un impact peu significatif sur l'environnement :

- Peu de rejets dans l'eau ou dans l'air, peu de nuisances olfactives et sonores ;
- Pas d'atteinte aux équilibres biologiques ;
- Récupération des anciennes menuiseries remplacées et dont le contenu est retraité par des professionnels.

Par conséquent, aucune certification n'est en cours en matière d'environnement, de même qu'aucune provision pour atteinte à l'environnement n'a été constatée dans les comptes de la société.

5.8 Risques de marché influant sur les valeurs mobilières

Les titres faisant l'objet de la présente opération ne seront pas admis aux négociations sur un marché réglementé et ne bénéficieront donc pas des garanties correspondantes.

Par ailleurs, la nature de l'opération réalisée n'implique pas le respect des règles de l'appel public à l'épargne.

En revanche, des garanties spécifiques relatives à la transparence financière de la société et à la protection des actionnaires minoritaires sont décrites aux paragraphes 1.4, 22.2.6 et 22.2.7 du présent document.

Absence de cotation antérieure.

En l'absence de cotation antérieure, les cours observés lors des premières négociations sur le marché Alternext d'Euronext Paris pourraient ne pas refléter le prix des actions. Il n'est pas possible de garantir l'existence d'un marché liquide pour les actions de la Société, ni qu'un tel marché, s'il se développe, perdurera. Si un marché liquide pour les actions de la Société ne se développe pas, la liquidité et le cours des actions pourraient en être affectés.

Le cours des actions de la Société sur le marché Alternext d'Euronext Paris pourrait connaître des variations significatives.

Le cours des actions de la Société sur le marché Alternext d'Euronext Paris est susceptible d'être affecté de manière significative par des événements tels que des variations du résultat de la Société, une évolution des conditions de marché propres à son secteur d'activité, ou l'annonce d'amélioration de certains services, par la Société ou ses principaux concurrents.

En outre, les marchés boursiers ont connu des variations de cours significatives au cours des dernières années, qui souvent ne reflétaient pas les performances opérationnelles des entreprises cotées. Les fluctuations des marchés boursiers ainsi que du contexte économique, peuvent affecter de façon significative le cours des actions de la Société.

La cession d'un nombre important d'actions de la Société pourrait avoir un impact significatif sur le cours des actions de la Société.

La cession d'un nombre significatif d'actions par un ou plusieurs actionnaires de la Société est susceptible d'avoir un impact sur le cours des actions.

6 INFORMATIONS CONCERNANT L'EMETTEUR

6.1 Histoire et Evolution de la Société

6.1.1 Raison sociale (article 3 des statuts)

« Article 3 - Dénomination »

La dénomination de la Société est : **AB FENETRES GROUPE**

Tous les actes et documents, émanant de la Société et destinés aux tiers doivent indiquer la dénomination sociale précédée ou suivie immédiatement et lisiblement des mots "société anonyme" ou des initiales "S.A." et de l'énonciation du montant du capital social. »

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 26 septembre 2006 a transformé la dénomination sociale de Willy Bernard Finances en AB Fenêtres Groupe.

6.1.2 Registre du commerce et des sociétés

La Société est immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de PARIS sous le numéro B 440 743 425

6.1.3 Durée de la Société (article 5 des statuts)

« Article 5 - Durée »

La durée de la Société est fixée à quatre vingt dix neuf (99) années, sauf le cas de dissolution anticipée ou de prorogation décidée par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires. »

6.1.4 Siège social (article 4 des statuts), forme juridique (article 1 des statuts)

« Article 4 - Siège social »

Le siège social est fixé au 33 avenue du Maine – 75 755 PARIS Cedex 15

Il peut être transféré en tout autre endroit du même département ou d'un département limitrophe par simple décision du conseil d'administration, qui dans ce cas est autorisé à modifier les statuts, sous réserve de ratification de cette décision par la plus prochaine assemblée générale ordinaire des actionnaires et, partout ailleurs, en vertu d'une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires.

Des agences, succursales et dépôts peuvent être créés en tous lieux et en tous pays par simple décision du conseil d'administration, qui peut ensuite les transférer et les supprimer comme il l'entend. »

« Article 1 - Forme juridique »

Aux termes d'un acte sous seings privés en date du 26 Décembre 2001 enregistré au Mans Sud le 29 janvier 2002, bordereau 28, n°2, il a été créé une SARL dénommé WILLY BERNARD FINANCES, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés du Mans sous le numéro 440 743 425.

Aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire des associés du 30 janvier 2003, la société a été transformée en Société par Actions Simplifiée.

La société a été transformée en Société Anonyme par décision des associés en date du 6 octobre 2006. »

6.1.5 Exercice social (article 6 des statuts)

« Article 6 - Exercice social

L'exercice social commence le 1^{er} avril et finit le 31 mars de l'année suivante.»

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 25 octobre 2006 a modifié les dates d'ouverture et de clôture de l'exercice social qui seront dorénavant du 1^{er} avril au 31 mars de chaque année.

En conséquence, l'exercice social en cours aura exceptionnellement une durée de 18 mois, soit du 1^{er} octobre 2005 au 31 mars 2007.

6.1.6 Historique

- ✓ avril 2000 : AB Fenêtres ouvrait ses portes sur son unique site du Mans, situé au 21 rue des marais. Ses trois membres fondateurs étaient alors les seuls salariés.
- ✓ 2001 : ouverture de l'agence de Nantes.
- ✓ novembre 2001 : acquisition des menuiseries DASPE, situées à Change (72) et rebaptisées ensuite BLG PRODUCTION.
- ✓ décembre 2001 : création de la SARL WILLY BERNARD FINANCES (WBF), chargée des fonctions comptables et administratives pour l'ensemble des filiales.
- ✓ 2002 : ouverture de deux nouvelles agences (Tours et Angers).
- ✓ février 2002 : création de AB POSE mise en place des premières équipes de poseurs de menuiseries.
- ✓ 2003 : ouverture d'une agence à Rennes.
- ✓ juillet 2003 : entrée de SODERO Participation dans le capital de WBF dans le cadre d'une augmentation de capital.
- ✓ 2004 : ouverture de deux agences (Chartres et Rouen).
- ✓ 2005 : ouverture de six nouvelles succursales (Roche sur Yon, Vannes, Niort, Poitiers, Brest et Angoulême).
- ✓ avril 2005 : l'évolution du Groupe entraîne le transfert du siège social au 2 rue des gladiateurs – 72000 Le Mans.
- ✓ 2006 : signature de quatre franchises (Marseille, Perpignan, Valenciennes et Chantilly) et ouverture de neuf agences (Orléans, Chesnay, Libourne, etc.).
- ✓ mai 2006 : signature d'un programme d'augmentation de capital entre AB FENETRES GROUPE, WRD, et AMSTERDAM EFFECTENKANTOORS (AEK).
- ✓ Changement de dénomination sociale de WBF en AB Fenêtres Groupe, et transfert du siège social au 33 avenue du Maine – 75 755 PARIS Cedex 15.

6.1.7 La direction de AB Fenêtres Groupe :

- **Willy BERNARD** : 28 ans – Président Fondateur
- **Eric BREMAUD** : 37 ans - Directeur Opérationnel – Expertise dans la franchise et la logistique
- **Nicolas LENAS** : 29 ans – Co fondateur – Crédit Manager
- **Dimitri BELLANGER** : 30 ans – Directeur commercial et marketing

6.2 Investissements

6.2.1 Principaux investissements réalisés par l'émetteur au cours de l'exercice 2005/2006

Les principaux investissements réalisés par la Société en 2005/2006 concernent les installations, les agencements des nouvelles succursales, la modernisation du parc informatique, et du matériel de bureaux.

AB Fenêtres Groupe a ouvert neuf succursales au cours de cet exercice (La Roche sur Yon, Niort, Poitiers, Brest, Angoulême, Caen, Lorient, Orléans, Paris 16 et le Chesnay). Ces ouvertures représentent un investissement cumulé de 900 K€. Cet investissement concerne les agencements et l'installation des nouvelles succursales, les recrutements, et des avances de trésorerie aux succursales.

Les besoins en marketing et en informatique ont représenté un investissement cumulé d'environ 200 K€.

Le reste des investissements réalisés sont des investissements courants, relatifs au développement de la Société (communication, stand de foire), pour un montant d'environ 88 K€.

6.2.2 Principaux investissements réalisés par l'émetteur depuis le 30 juin 2006

Depuis le 30 juin 2006, le Groupe a ouvert cinq succursales (Amiens, Lille, Périgueux, Libourne et St. Quentin). De plus, a aujourd'hui, un franchisé (Perpignan) est en formation. Celle-ci a une durée de cinq semaines, et la franchise ouvrira début novembre. Les trois autres franchises (Marseille, Chantilly, Valenciennes) ont été signées récemment, mais les dates d'ouvertures n'ont pas encore été fixées à ce jour. Pour rappel, au 30 juin 2006, la Société ne comptait aucun franchisé.

L'ouverture des succursales a nécessité un investissement cumulé de 500 K€. Cet investissement concerne les agencements et l'installation des nouvelles succursales, les recrutements, et des avances de trésorerie aux succursales.

La Société a équipé ces nouvelles succursales de matériels de bureaux et de matériels informatiques.

Les ouvertures des magasins en franchise ne nécessitent pas d'investissement de la part d'AB Fenêtres Groupe. En effet, AB Fenêtres fournit plusieurs formations aux franchisés et divers services (agencement de l'agence, étude de potentiel de la zone de chalandise de l'agence) qui leurs sont facturés.

6.2.3 Investissements potentiels à court et moyen terme

La Société prévoit de réaliser à court ou moyen terme :

- des investissements capacitaires afin de répondre à la demande croissante et à l'augmentation des ventes. Ces investissements concerneront le déménagement du site de production, l'achat de nouvelles machines de production et le développement de AB Pose.
- des dépenses liées à la rénovation du matériel informatique,
- le développement de la politique marketing et publicitaire ; la Société envisage de consacrer 2% de son chiffre d'affaires à ce développement.
- des dépenses liées aux stands de foires et salons ;
- le financement de nouvelles agences en succursales.

6.2.4 Principales cessions réalisées par l'émetteur sur les trois derniers exercices

Néant.

6.3 Les engagements hors bilan

6.3.1 Les cautions

6.3.1.1 AB FENETRES GROUPE

AB Fenêtres Groupe est caution :

- d'un prêt contracté par la société AB Fenêtres de 100.000 € auprès de la Banque Populaire, le 24 juin 2004 pour une durée de 48 mois au taux de 4,35 % (48 échéances de 2.308,60 €) ;
- d'un prêt contracté par la société AB Fenêtres de 100.000 € auprès de la BNP, le 11 mai 2004 pour une durée de 48 mois au taux fixe de 2.84 % (48 mensualités de 2.206,81 €) ;
- d'un prêt contracté par la société AB Fenêtres de 100.000 € auprès de la BNP, le 28 mai 2004 pour une durée de 48 mois au taux fixe de 2,9 % (48 mensualités de 2.209,02 €).

6.3.1.2 AB POSE

Pas de caution

6.3.1.3 AB INDUSTRIE

Pas de caution

6.3.1.4 AB FENETRES

Pas de caution

6.3.2 Les contrats de credit-bail

6.3.2.1 AB FENETRES GROUPE

- Existence d'un contrat de crédit bail avec la Banque Populaire de l'Ouest (L.O.A.), pour deux véhicules (celui de Mr. BREMAUD et celui de Mr. BELLANGER) pour un montant de 48.849,51 € HT.
Crédit bail sur 36 mois, soit 1.505,34 € par mois du 20/12/05 au 20/11/08.

6.3.2.2 AB POSE

- Contrat de crédit bail avec BNP LEASE GROUP : LOA pour cinq véhicules DUCATO de marque FIAT.

Début de contrat	Fin de contrat	Mensualité HT
17/02/2003	17/06/2007	316,66 €
27/02/2007	27/02/2007	228,37 €
19/12/2006	19/12/2006	417,04 €
13/10/2006	13/10/2006	578,45 €
23/01/2009	23/01/2009	358,12 €

- Contrat de crédit bail avec SOLICIA (Groupe France Télécom) pour 8 boîtiers, du 10/02/06 au 10/01/10 pour 150 € par mois HT.

6.3.2.3 AB INDUSTRIE

- Contrat de crédit bail avec BNP LEASE GROUP pour une finisseuse métal et diverses machines outil/tronçonneuse automatique.
 - Durée : du 16 septembre 2002 au 16 septembre 2007
 - Echéance mensuelle de 252,29 € TTC.

6.3.2.4 AB FENETRES

- Contrat de crédit bail avec GE COMMERCIAL FINANCE pour un photocopieur Konica installé à l'agence du Mans d'une durée de 60 mois du 24 mars 2006 au 1^{er} janvier 2011.
- Convention de crédit bail avec SOLICIA (Groupe France TELECOM) pour DIATONIS SMALL S3, du 01/12/04 au 01/10/2009 pour 90,91 € HT par mois.
- Existence d'autres conventions de crédit bail avec BNP PARIBAS LEASE GROUP et LOFI OUEST concernant principalement des photocopieurs et des voitures, pour des montants non significatifs.

7 APERCU DES ACTIVITES DE LA SOCIETE

7.1 Description de l'activité de AB Fenêtres Groupe

Le Groupe est spécialisé dans la fabrication, la distribution et l'assemblage de menuiseries intérieures et extérieures, des ouvertures et fermetures de bâtiment (volets battants, fenêtres, portes de garages, volets roulants, stores, portes d'entrée, etc.). Les menuiseries sont principalement en matière plastique (PVC). La rénovation des menuiseries extérieures concerne un grand nombre de particuliers soucieux de l'amélioration de leur patrimoine. En effet, motivés le plus souvent par des économies d'énergies liées à l'isolation, l'entretien ou le confort, ces propriétaires font appel à AB Fenêtres Groupe dans le domaine de la menuiserie et de la rénovation de façade.

Le Groupe envisage de continuer son développement via :

- La vente de nouveaux produits :
 - des dispositifs de sécurité de piscines ;
 - l'activité peinture et ravalement.
- De nouveaux canaux de distribution
 - l'ouverture de nouvelles succursales ;
 - l'ouverture de nouvelles franchises ;
 - le secteur du business to business (B to B).

Le Groupe est constitué de quatre entités :

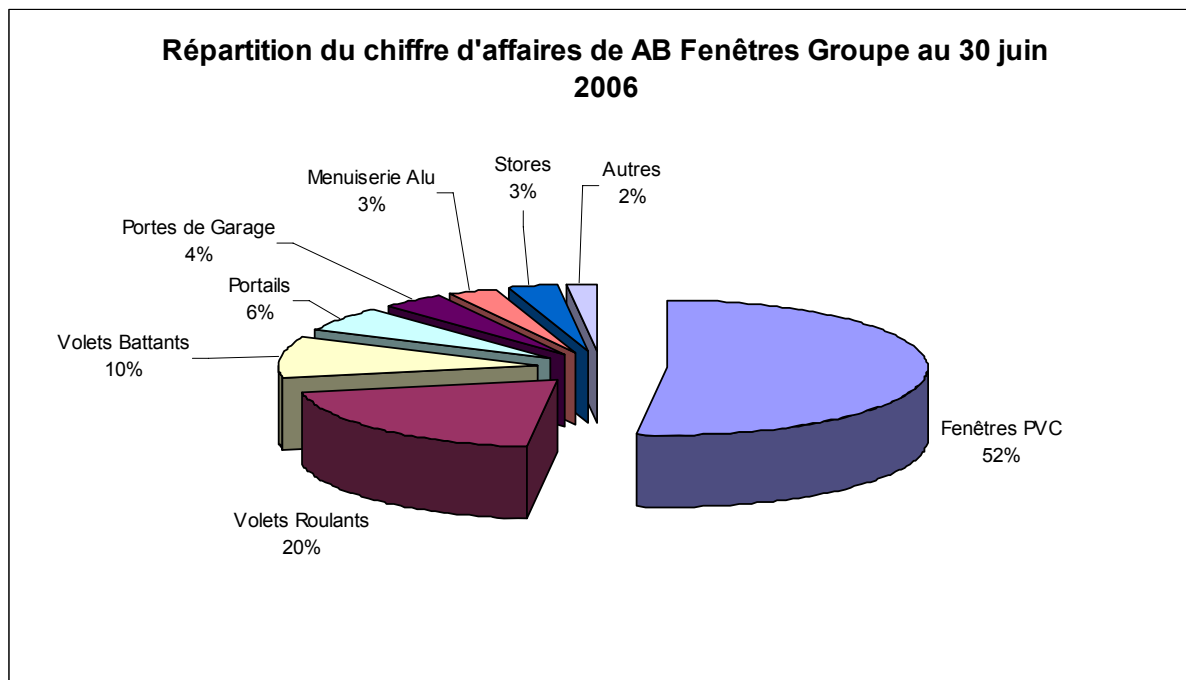
- AB FENETRES GROUPE (anciennement Willy Bernard Finances) est la holding du Groupe ;
- AB INDUSTRIE (ex : BLG PRODUCTION) spécialisée dans la production ;
- AB FENETRES spécialisée dans la distribution ;
- AB POSE qui assure la pose des fenêtres produites et vendues par le Groupe.

En outre, les clients de la Société ont la possibilité de recourir à des facilités de financement grâce à l'accord entre AB Fenêtres Groupe et SOFINCO. Cet accord permet aux clients du Groupe d'avoir le même intermédiaire pour la rénovation de leur habitat et pour le financement de cet investissement.

Grâce à ses filiales, la Société contrôle toute la chaîne c'est-à-dire de la production des éléments de menuiserie en PVC à leur pose. De plus, le groupe dispose d'un service après vente qui intervient dans un délai de 48 heures après la demande du client.

7.2 Les produits du Groupe :

L'activité principale de la Société est la menuiserie PVC. Le PVC est produit à partir de sel de Gemme à 57 % et de pétrole à 43 %. Le Groupe propose à ses clients un large choix de fenêtres, volets, portes d'entrées, portes de garage, portails et stores.



Source : Estimations AB Fenêtres Groupe

7.2.1 Les fenêtres

La vente de fenêtres constitue la majeure partie du chiffre d'affaires du groupe. En effet, la vente de fenêtres PVC a généré environ 52 % du chiffre d'affaires de l'exercice 2005/2006, soit un montant d'environ 6,2 M€ (*). Les fenêtres commercialisées sont à 97 % en PVC et 3 % en aluminium.

Les qualités techniques des menuiseries AB Fenêtres (isolation thermique et phonique) sont directement liées aux matériaux, à l'assemblage et à la pose de celles-ci. Ainsi, les vertus thermiques et phoniques des menuiseries sont mises à l'épreuve par des tests poussés permettant de garantir l'efficacité et la tenue dans le temps de chaque élément posé chez les particuliers. Grâce à ses atouts indéniables, les éléments de menuiserie SCHÜCO/AB FENETRES répondent aux normes de la fabrication du secteur : Norme Française, CSTBât, Label Acotherm, Certificat CEKAL.

D'ailleurs, les châssis et menuiseries PVC AB Fenêtres sont garantis 10 ans (garantie décennale) de leur conception à la pose.

Les fenêtres peuvent être en PVC ou en aluminium en intégrant :

- des accessoires décoratifs : poignées, croisillons incorporés (en laiton, faux bois ...).
- Une adaptation à toutes les formes (entrée, classiques, avec ou sans imposte, oeil de boeuf, triangulaire ...) avec une production sur mesure.

* Source : Estimations Société

La rénovation des fenêtres existantes en fenêtres PVC reste le principal projet des particuliers soucieux de l'amélioration de leur cadre de vie (sécurité et nuisance sonore), et d'économie d'énergie. Les fenêtres améliorent donc l'esthétique et le confort des résidences.

La certification des fenêtres PVC

Les fenêtres commercialisées par la société ont obtenu les certifications suivantes :

- **La certification NF Profilés de fenêtres en PVC** concerne d'une part la vérification de la durabilité de la matière et d'autre part la qualité de fabrication des profilés extrudés.

L'homologation matière consiste à vérifier la durabilité des matières. Elle s'appuie sur des vieillissements, artificiel et naturel. L'homologation permet de vérifier la bonne tenue dans le temps des matières PVC vis-à-vis de l'évolution de la couleur et des propriétés mécaniques.

L'Homologation nécessite d'identifier parfaitement les matières à partir de 6 caractéristiques afin d'être en mesure de vérifier que la fabrication du mélange homologué reste identique :

- Masse volumique
- DHC (déshydrochloration)
- Point vicat (température de ramollissement)
- Module d'élasticité en flexion
- Taux de cendre
- Colorimétrie

Une analyse comparative des performances mécaniques et de l'évolution de la colorimétrie avant et après vieillissements permet d'attribuer ou non ces homologations.

La certification des profilés PVC consiste à vérifier d'une part l'aptitude à l'emploi des profilés PVC pour réaliser des menuiseries et d'autre part leur qualité de fabrication.

Les vérifications et essais concernent :

- Les mesures dimensionnelles (épaisseur des parois)
- La masse linéique
- Le retrait à chaud
- La gélification
- Le choc à froid
- La colorimétrie

Les profilés certifiés font l'objet d'autocontrôles internes réalisés par le fabricant, ainsi que de contrôles par prélèvements réalisés par l'organisme certificateur (Centre Scientifique et Technique du Bâtiment) à l'occasion de visites effectuées sur le lieu de production.

- **La certification NF CSTBat « Menuiserie en PVC » et NF CSTBat « Bloc-baie en PVC »**

La certification NF CSTBat est gérée par le Centre Scientifique et Technique du Bâtiment (CSTB) sous mandat de l'AFNOR. Le comité d'attribution NF CSTBat a un rôle consultatif et statue sur les propositions de certificats présentées par le demandeur et instruites par le CSTB. La certification atteste de la conformité à l'Avis Technique de système et de la performance du produit.

La certification est possible pour les typologies courantes : rectangulaires, cintrées, trapèze (MFP) sur allège, et jumelages (ensemble menuisés). Les produits certifiés font l'objet d'autocontrôles internes réalisés par le fabricant, ainsi que de contrôles réalisés par l'organisme certificateur à l'occasion de visites de vérification sur le lieu

de production. Les dimensions des menuiseries certifiées peuvent aller au-delà de celles prévues dans l'Avis Technique.

Les produits certifiés doivent être « marqués » d'une étiquette sur laquelle figure un code permettant l'identification du producteur et les performances A*E*V* (Air, Eau, Vent) certifiées.

- **La certification Acotherm** est un complément aux marques NF CSTBat. Elle ne peut être attribuée qu'à des produits déjà détenteurs soit de la certification NF CSTBat «Menuiseries en PVC» soit de la certification NF CSTBat «Bloc baie en PVC». Elle atteste en sus des performances A*E*V*, de la conformité à un niveau de performances d'affaiblissement acoustique et d'isolation thermique.
 - La performance d'affaiblissement acoustique est fixée au vu de rapports d'essais effectués par un laboratoire agréé.
 - La performance d'isolation thermique est fixée au vu des coefficients U_w calculés à partir des configurations exactes du fabricant, notamment pour les compositions de vitrage.

Les produits certifiés Acotherm sont « marqués » avec les lettres AC et Th suivies de chiffres indiquant les niveaux de classement en complément sur l'étiquette de la certification NF CSTBat.

Il existe plusieurs solutions pour changer ses fenêtres :

- Le changement de la fenêtre peut être complet : il faut alors dégager le dormant complet du mur et les travaux sont importants.
- L'autre solution consiste à placer un dormant neuf spécialement adapté sur l'ancien dormant qui est conservé. Cette opération, qui réduit un peu la lumière, car le nouveau dormant vient s'appuyer sur l'ancien, ne doit être envisagée que si le dormant ancien est sain. Par ailleurs, la mise en œuvre du nouveau dormant demande des précautions pour que le dormant ancien reste bien aéré et ne se détériore pas après travaux.

Le changement d'une fenêtre est soumis à une obligation de déclaration de travaux en mairie si la taille de la fenêtre ne change pas. En cas de changement de taille de la fenêtre, il faut déposer un permis de construire. Dans certains cas, l'avis de l'Architecte des Bâtiments de France doit être sollicité.

7.2.2 Les volets

Ces produits ont engendré environ 30 % du chiffre d'affaires au cours de la période 2005/2006, soit un montant d'environ 3,6 M€ (*).

AB Fenêtres commercialise trois types de volets :

- Le volet roulant aluminium : proposé avec un tablier en aluminium double parois injecté de mousse polyuréthane, le volet roulant permet, outre ses vertus isolantes d'allier confort et sécurité.
 - Le confort d'utilisation par les différentes manœuvres proposées : treuil, électrique (avec télécommande, horloge) ou à tirage direct.
 - La sécurité assurée par un système de verrouillage automatique sur l'axe de résistance des lames du tablier.

* Source : Estimations Société



- Les volets battants : PVC ou aluminium.

Deux styles sont commercialisés :

- à lames verticales avec barres et écharpe (Z) (BLANC ou CHÊNE DORE),
- à lames horizontales jointives.

Les volets battants peuvent maintenant être motorisés. De plus, les volets battants en aluminium sont disponibles dans tous les coloris.



- Les persiennes PVC

Constituées de lames verticales en PVC et de quincaillerie en acier inoxydable, les persiennes PVC restent une valeur sûre de la rénovation. Elles permettent une manœuvre restreinte et ressortent rarement du tableau.

Deux styles sont distribués :

- repliantes,
- coulissantes.



7.2.3 Les portails

Cette activité a représenté environ 6 % du chiffre d'affaires 2005/2006 d'AB Fenêtres Groupe, soit un montant d'environ 0,7 M€ (*). Les portails, portillons et clôtures peuvent être en PVC ou en aluminium. Les formes sont variées tout comme les coloris pour l'aluminium. Ce choix permet d'offrir une large gamme auprès des particuliers.

Battant ou coulissant, les portails de la gamme sont susceptibles d'être motorisés.

7.2.4 Les portes de garage

Ces produits ont contribué à environ 4 % du chiffre d'affaires réalisé par le Groupe durant l'exercice 2005/2006, soit un montant d'environ 0,5 M€ (*). La Société commercialise différents types de portes de garage :

- La porte de garage pliante : c'est la solution traditionnelle, à ouverture manuelle.



- La porte de garage coulissante : son ouverture est également manuelle, mais avec refoulement latéral de la porte.



- La porte de garage basculante : avec un débord à l'ouverture, ce modèle offre une option « portillon », qui facilite l'accès au garage en l'absence de porte de service.



- La porte de garage enroulante : pratique à tout point de vue (commande électrique, aucun débord, choix des couleurs...) et d'esthétisme discret,

* Source : Estimations Société

c'est la solution "porte de garage" adaptée au plus grand nombre de cas.



- La porte de garage sectionnelle : elle offre un vrai plus en terme d'isolation et de sécurité. Elle bénéficie par ailleurs de l'option "portillon" qui facilite l'accès au garage en l'absence de porte de service.



Les portes de garage offrent deux types d'ouvertures :

- Manuelle: - ouvrante à la française
- coulissante à déplacement latéral
- Motorisée: - basculante avec ou sans portillon
- sectionnelle avec ou sans portillon
- enroulante
- à déplacement latéral

Ces portes doivent être esthétiques et pratiques. Par conséquent, elles sont fabriquées sur mesure.

7.2.5 Les stores

Les ventes de stores ont représenté pour l'exercice clos en 2006, environ 3 % du chiffre d'affaires soit un montant d'environ 0,4 M€ (*). La Société commercialise plusieurs types de stores :

- stores de terrasse
- stores bannettes (extérieur de fenêtres)
- stores pour les toitures de veranda
- stores sur pied dans votre jardin

Ils sont vendus manuels ou électriques, avec ou sans coffre de protection au vent.

7.2.6 Les portes d'entrée

Classiques, contemporaines ou modernes, les portes d'entrée PVC proposées par AB Fenêtres répondent à toutes les exigences techniques, de sécurité, de confort et d'esthétique de la clientèle du Groupe.

Conçues pour sécuriser l'habitat, répondre aux exigences des assurances (serrures 3 points certifiés A2P, vitrage retardataire d'effraction) et correspondre aux normes

* Source : Estimations Société

d'isolation, les portes d'entrée PVC offrent un large choix de panneaux pleins ou vitrés (avec croisillons blancs, croisillons laiton ou vitrage décoratif).

Le Centre National de Prévention de Protection (CNPP), organisme lié à la profession de l'assurance, a défini une certification des performances des serrures (certification A2P).

Cette certification est attribuée à la suite d'essais d'effraction. Elle atteste d'un niveau de résistance des serrures et garantit que les fabricants sont organisés pour produire des serrures de qualité constante. Les produits certifiés portent une marque distinctive : sigle A2P accompagné de une à trois étoiles suivant le niveau de performance.

7.3 La commercialisation des produits

La commercialisation des produits de AB Fenêtres Groupe se fait par deux méthodes :

- Le démarchage direct appuyé par une politique de promotion incluant :
 - Le stand :
Il est installé dans les galeries marchandes, les marchés ou les foires. Les commerciaux distribuent des prospectus aux clients potentiels. Ils remplissent des fiches contacts pour les prospects les plus intéressés, fixant avec eux un rendez-vous à leur domicile. Le principe de cette prospection est de contacter un grand nombre de prospects se trouvant sur un lieu de détente et donc plus réceptifs à l'information, à une animation ou à une première prise de contact.
 - La publicité sur Internet, dans les publications gratuites et dans les pages jaunes de l'annuaire.
 - Le parrainage :
Il est toujours proposé aux clients de parrainer une ou plusieurs de leurs connaissances au moyen d'une plaquette de parrainage. Le parrain se verra ainsi récompenser en recevant un chèque dont le montant sera fonction des travaux effectués par le filleul.
 - La recherche de nouveaux clients ou la relance d'anciens par le biais de phoning.

L'activité de démarchage direct d'AB Fenêtres Groupe est soumise à la réglementation concernant le démarchage à domicile comme indiqué dans le paragraphe 5.3.

- Au travers de son réseau de centres d'exposition.

Une aide à la commercialisation : le partenariat avec SOFINCO

La Société propose en collaboration avec des établissements de crédit, des crédits à la consommation modulables en fonction des besoins du client (montant, durée). La Société dispose de partenariats pour cette activité avec la société SOFINCO et la société CETELEM.

SOFINCO et CETELEM mettent à disposition leurs compétences humaines et techniques dans l'étude et l'acceptation des dossiers.

Les facilités de financement représentent un argument de vente supplémentaire. En effet, certains clients du Groupe ne disposent pas des fonds nécessaires ou ont besoin d'un complément de trésorerie afin de réaliser leurs travaux.

La Société reçoit de la part de cet organisme de crédit des commissions. Elles ont représenté, 3 % sur le chiffre d'affaires réalisé par ce biais, soit environ 80 % du chiffre d'affaires total généré par la Société en 2005/2006. De plus, SOFINCO et CETELEM versent des sur commissions en fonction des volumes de crédit vendus par la Société.

7.4 Le réseau AB Fenêtres Groupe



7.5 L'organisation d'AB Fenêtres

AB Fenêtres compte, à la date du présent document, vingt deux succursales et quatre franchises. Dans chaque succursale, se trouve un responsable d'agence qui gère son centre en parfaite autonomie. Il s'appuie sur ses animateurs et ses vendeurs pour la réalisation de ses objectifs de ventes.

Chaque responsable d'agence est placé sous le contrôle d'un directeur régional, qui rend compte auprès de la direction commerciale du Groupe.

Le directeur régional se consacre essentiellement aux succursales, (cinq au maximum) dont toujours une en création et conserve une petite activité terrain quotidienne. Garant de l'application de la politique commerciale et des valeurs d'AB Fenêtres, il est responsable du chiffre d'affaires, de la pose, de l'encaissement, du recrutement des collaborateurs, et de la supervision des dossiers de sa région.

AB Fenêtres Groupe compte aujourd'hui un directeur commercial et huit directeurs régionaux encadrant les responsables d'agence.

La mission commune de ces cadres est de faire appliquer la stratégie et les méthodes d'AB Fenêtres Groupe :

- Ils supervisent et animent le réseau vendeurs.
- Ils veillent à la réalisation des objectifs.
- Ils contrôlent le bon déroulement des dossiers clients, tant technique qu'administratif.
- Ils vérifient l'application des directives administratives,
- et ils veillent au bon fonctionnement des succursales.

Afin de suivre au plus près l'évolution des succursales, des réunions journalières sont organisées par les responsables de succursales avec les animateurs et les commerciaux.

AB Fenêtres Groupe a ouvert une école de formation afin de former ses vendeurs et ses poseurs. La formation AB Fenêtres est assurée en interne en proposant des formations et un tutorat aux nouveaux arrivés. La formation s'articule autour de la simulation de prises de rendez vous, argumentation technique et financière. Une formation par un spécialiste leur permet d'accroître leurs connaissances techniques des différents produits de l'entreprise ainsi que des différents types de pose qu'ils sont susceptibles de rencontrer en clientèle. Le tutorat peut se définir comme un dispositif de formation intégré au travail, c'est-à-dire qui s'opère en situation professionnelle. Son contenu et son champ d'application peuvent varier en fonction des objectifs assignés à la formation : insertion, qualification, orientation et socialisation professionnelle. Le professionnel expérimenté, reconnu pour ses qualités, formalise les savoirs et les savoir-faire. L'apprenant progresse alors par l'analyse de ses propres tentatives en milieu réel et grâce aux conseils prodigués.

7.5.1 Les succursales :

La Société compte 22 succursales à la date du présent document, et mise sur l'ouverture de trois succursales avant la fin de 2006.

L'accroissement du nombre d'agences est accompagné d'un renforcement de celles déjà en place, afin d'améliorer la rentabilité par point de vente. De plus, dans un souci de rentabilité, toute première installation se fait dans un centre d'affaires (et non dans une boutique louée spécifiquement) avec uniquement une équipe de commerciaux. Dès lors qu'elle atteint 50 000 euros de chiffres d'affaires, une agence est ouverte. Les métresseurs et les équipes de pose ne sont intégrés qu'après la réalisation d'un chiffre d'affaires de 100 000 euros. La gestion commerciale et la réception d'appel sont réalisées depuis le siège social de la société. Un point de vente atteint rapidement sa maturité (12 à 18 mois) soit un chiffre d'affaires mensuel proche de 100 000 euros avant de croître au rythme du marché.

La Société a mis en place des animateurs régionaux, afin de suivre l'application de la politique commerciale du Groupe. Ces animateurs apportent des formations et des outils d'aide à la vente, afin d'améliorer la rentabilité par point de vente.

7.5.2 Les franchises :

L'accroissement des franchises vise au développement rapide de l'enseigne AB Fenêtres, lui permettant ensuite d'être encore plus reconnue sur le marché. Le choix d'élargir le réseau des points de vente devrait permettre l'optimisation et le développement de l'activité de AB Industrie grâce à un effet volume. La société a conclu l'ouverture de quatre franchises au troisième trimestre 2006 (Chantilly, Marseille, Perpignan, Valenciennes).

Les magasins franchisés sont assistés par le Groupe dans les domaines suivants :

- Moyen de financement ;
- Recherche et Agencement d'un local d'exploitation ;
- Contrat d'approvisionnement exclusif avec AB Industrie ;
- Système d'information et de communication ;
- Fourniture de matériels de prospection ;
- Formation commerciale et technique ;
- Recrutement des commerciaux ;
- Recrutement des sous traitants ;
- Adhésion à un organisme de financement.

Les revenus apportés par l'activité de franchiseur devraient être en forte croissance en fonction du rythme des ouvertures. Ces derniers sont composés d'un droit d'entrée, d'une redevance annuelle, des commissions collectées par la centrale d'achat, d'une commission sur le volume des financements et bien entendu sur la vente des produits. De plus, le franchiseur touche une commission sur tous les financements contractés par ses franchisés.

Enfin, la Société propose un large panel de prestations annexes qui devraient permettre aux franchisés de se développer et d'améliorer leurs techniques de ventes.

L'implantation des franchises s'effectue principalement dans les agglomérations de taille moyenne dans lesquelles il est important que les ventes soient faites par une personne « locale ».

La stratégie de développement géographique des franchises du groupe est en partie dirigée sur des départements ou régions répondant à ce critère. Cette vision du marché est appuyée par le principe de proximité, qui conditionne la stratégie d'implantation.

AB Fenêtres suit un programme de participation à divers salons régionaux français. De plus, la Société a conclu des accords de participations sur deux sites Internet de premier plan : « L'observatoire de la franchise.fr » et « Toute la franchise.com ».

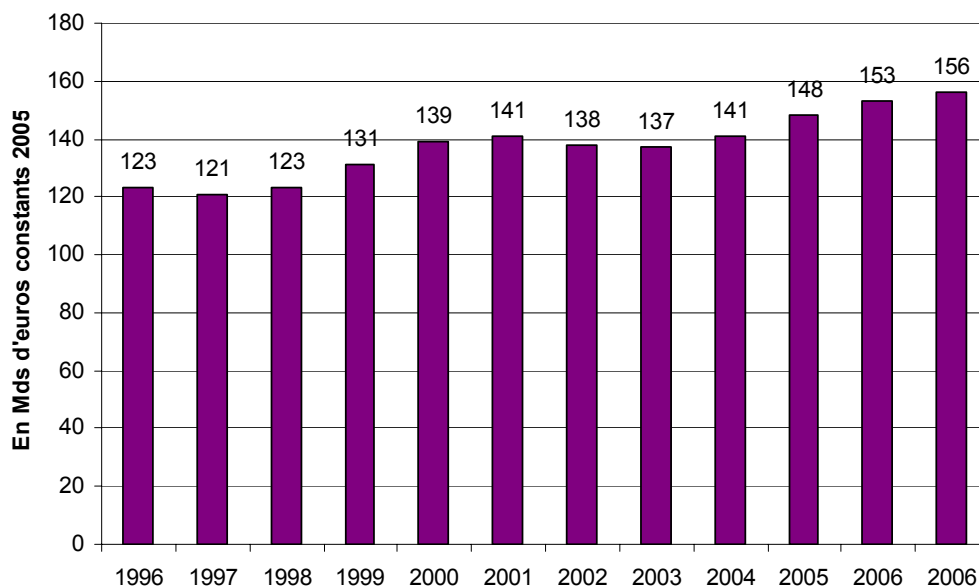
La mise en parallèle des succursales et des franchisés permettra de continuer à mener une stratégie de développement d'une marque forte.

7.6 L'environnement de AB Fenêtres Groupe :

7.6.1 Le marché de la construction :

Le premier trimestre 2006 s'inscrit dans la continuité de 2005. En effet, dans son étude du 23 mai 2006 sur la conjoncture du secteur de la construction, le ministère annonce une progression accélérée pour 2006.

L'activité de la construction depuis 1996



Sources : dossier du 23 mai 2006 sur la conjoncture du secteur de la construction

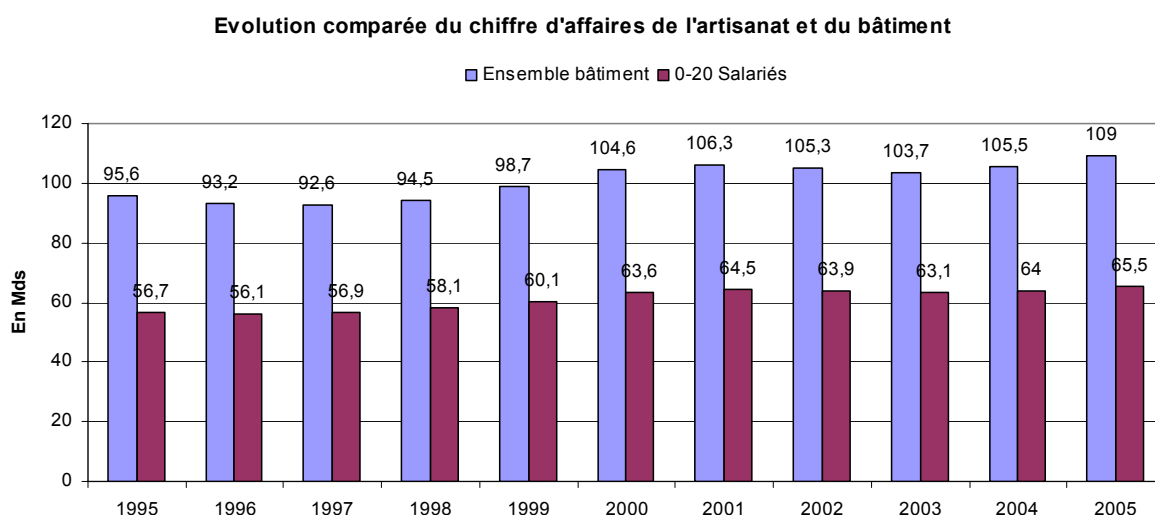
L'année 2004 avait été caractérisée par un niveau exceptionnel de mises en chantier, l'année 2005 a dépassé encore ces résultats, avec 410 000 logements. Les autres secteurs de la construction ont progressé plus modestement en 2005. En effet, la production neuve du bâtiment non résidentiel s'est accrue légèrement : + 0,4 % en volume. Le dynamisme de la commande privée est contrebalancé par le fléchissement de la commande publique, qui avait atteint un niveau record en 2004. Selon l'étude « la conjoncture du secteur de la construction », la croissance du chiffre d'affaires en 2006 du secteur de la construction sera de 4.7 % à 5.7 %.

Le chiffre d'affaires du premier trimestre 2006 a progressé de 2%. Le niveau, toujours plus élevé, des mises en chantier explique dans une large mesure ces résultats.

Les cinq premiers mois de 2006 s'inscrivent dans la continuité de l'année 2005 (plus de 410 000 logements mis en chantier). D'après la Fédération Française du bâtiment, dans son étude de juillet 2006, les autorisations ont progressé de 15.6 % et les mises en chantier de 8.9 % par rapport au cinq premiers mois de 2005. Par ailleurs, les chiffres de la construction de logements sont exceptionnels. D'après l'étude du 30 juin 2006 du Ministère des Transports de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer (MTETM), au cours des 12 derniers mois, il y a eu plus de 424 400 mises en chantier et 542 100 permis de construire accordés, soit près de 12 % et 13 % d'augmentation par rapport à la période précédente. Le nombre de mises en chantier et le nombre de permis de construire délivrés sont à un niveau historique. En effet, de tels résultats n'ont pas été atteints depuis plus de 25 ans.

Le secteur du non résidentiel neuf est dynamique. Après une année 2005 quelque peu paradoxale pour le non résidentiel (forte hausse des permis délivrés mais sans impact en termes de mises en chantier), le début 2006 affiche, mois après mois, une large croissance. En effet, par rapport aux cinq premiers mois de 2005, les autorisations continuent de croître (+10.5 % hors bâtiments agricoles), et les mises en chantier progressent nettement (+13.9%). De manière plus détaillée, on relève tout particulièrement la très forte hausse des mises en chantier de bâtiments administratifs (+25.7 % sur cinq mois glissants), de bureaux (+21.7 % par rapport aux cinq premiers mois de 2005) et le dynamisme retrouvé des bâtiments industriels (+13.5 % sur cinq mois glissants). L'année 2006 semble donc voir se concrétiser les permis accordés en 2005 (Source Fédération Française de Bâtiment).

La croissance soutenue a été enregistrée non seulement par des grandes entreprises du secteur mais également par celles ayant moins de 20 salariés comme le démontre l'illustration ci-dessous. Selon la confédération de l'artisanat et des petites entreprises du bâtiment (CAPEB), ces dernières ont réalisé un chiffre d'affaires de 65.5 milliards d'euros en 2005 avec un volume d'activité en progression de 2.5% sur les trois derniers trimestres de 2005 et de 2.3% sur l'ensemble de l'année.



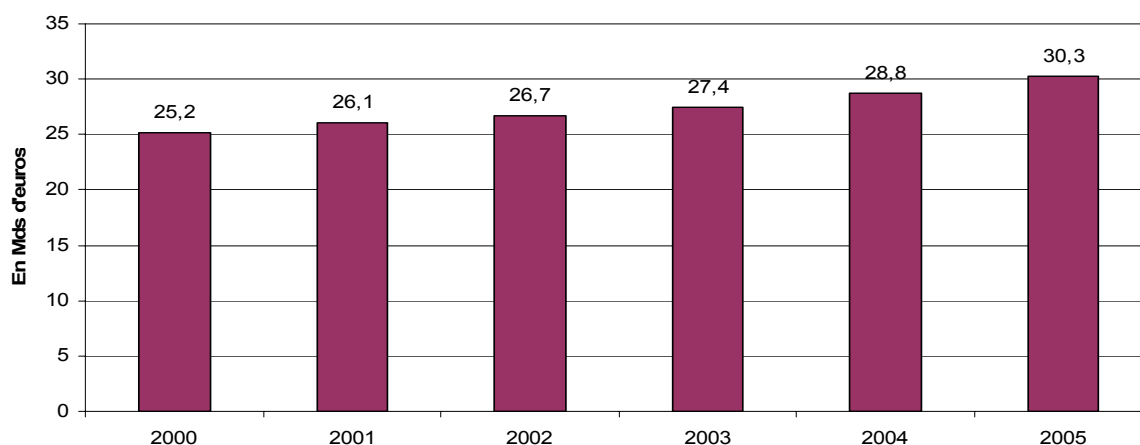
Source : CAPEB

7.6.2 Le segment de l'entretien et de la rénovation

7.6.2.1 Présentation

En ce qui concerne le segment de l'entretien-rénovation français, selon les premiers résultats, ce segment de marché aurait progressé, en valeur, de 5.0 % entre les premiers trimestres de 2005 et de 2006. Compte tenu d'une progression des prix de 3.6 %, la hausse de l'activité, en volume s'établirait à 1.4 %. Les entreprises ont observé sur ce segment une hausse de 4.5% de leur chiffre d'affaires au 4^{ème} trimestre de 2005. Le chiffre d'affaires en travaux d'amélioration des logements s'établit ainsi à 30.3 milliards d'euros pour l'année 2005.

Evolution du chiffre d'affaires (HT) en travaux d'entretien amélioration des logements



Sources : CAPEB la note de conjoncture 1^{er} trimestre 2006

Parmi les 65.5 milliards d'euros de chiffre d'affaires de l'artisanat du bâtiment, près de la moitié (30 Mds d'euros) est effectuée dans le segment de l'entretien-rénovation. Ce segment pèse presque autant que la construction neuve, soit 30 milliards d'euros de travaux. Le montant de ces travaux a augmenté de 20% depuis 2000. Cette forte progression concerne quasi exclusivement les travaux dans les logements.

La mise en place depuis le 15 septembre 1999 du dispositif du taux de TVA réduit pour les travaux d'entretien de logements a contribué à dynamiser ce marché. Cette mesure ne concerne que les logements d'habitation achevés de plus de deux ans et les logements sociaux. Elle permet non seulement de bénéficier du taux réduit de TVA sur la main d'œuvre mais également sur les fournitures nécessaires à la réalisation des travaux. Sous l'impulsion de cette incitation fiscale, le volume de ces travaux a largement progressé. Ce dispositif fiscal a également permis aux entreprises d'augmenter les salaires tout en reconstituant leurs marges, et de limiter la hausse des tarifs TTC facturés aux clients. En effet, les coûts (salaires, matériaux etc.) supportés par les entreprises pour effectuer les travaux d'entretien ont augmenté de 13.6% entre 1999 et 2003, contre 16.3% pour les prix hors taxes des travaux d'entretien dans les logements. Ainsi, les entreprises ont pu atténuer les effets de l'augmentation des coûts des matériaux et des salaires, améliorer leur marge tout en augmentant leur volume d'activité. Le marché de l'entretien et de l'amélioration de logement est détenu à 83% par l'artisanat (source CAPEB).

Pour rénover des logements, le montant des travaux confiés à des professionnels s'élèvent à 30.3 milliards d'euros, dont 40% pour des maisons individuelles. Ce montant est le double de celui affecté à la rénovation non résidentielle (écoles, commerces, usines, bureaux, etc...). Il ne représente toutefois que les trois quarts des sommes consacrées par les ménages à l'entretien de leur logement. Moins d'un ménage sur deux qui effectue des travaux dans sa résidence principale, fait appel à des professionnels. Ce recours est plus fréquent pour les gros travaux ou les travaux techniques qui sont aussi les plus onéreux. Concernant l'entretien des bâtiments non résidentiels, la part la plus importante des travaux a été réalisée pour entretenir ou améliorer des écoles, des bâtiments culturels ou de santé.

La commande privée représente les trois quarts des travaux d'entretien

La commande privée, de particuliers ou d'entreprises, représente près de trois quarts du montant des travaux d'entretien ou de rénovation. Les petites entreprises sont davantage tournées vers cette clientèle : près de 90% de leur activité en travaux d'entretien est réalisée auprès d'entreprises ou de particuliers. Pour les entreprises de plus de 20 salariés, la clientèle est plus diversifiée puisque la commande privée ne représente plus que 59% du montant des travaux d'entretien qu'elles effectuent, le reste de leur activité d'entretien étant réalisé auprès d'administrations ou de collectivités locales.

Recherche du client : des pratiques différentes selon la taille de l'entreprise

Les entreprises du bâtiment réalisent 56% de leurs chiffres d'affaires en travaux d'entretien en étant sollicitées directement par les propriétaires, les locataires ou les syndicats de co-propriété. La réponse à un appel d'offre constitue l'autre principal mode d'obtention des marchés, 22% des travaux sont ainsi obtenus. Les petites entreprises interviennent moins sur ces marchés soumis à appels d'offre, en effet seulement 7% de leurs activités sont réalisées de cette façon, contre 47% pour les entreprises de 20 salariés et plus.

7.6.2.2 La législation favorable aux activités d'entretien rénovation

Le taux de TVA à 5.5%

Applicable jusqu'au 31 décembre 2010, la TVA à 5,5% pour les travaux d'entretien et de rénovation est éligible pour tous occupants (propriétaires, locataires). Toutefois, le bâtiment concerné doit justifier d'une certaine ancienneté.

Pour être soumis au taux réduit, les travaux doivent être réalisés par un professionnel et facturés directement au client jusqu'au 31 décembre 2010, quelle que soit sa qualité (propriétaire, locataire, bailleur,...). En cas de sous-traitance, les travaux facturés par le sous-traitant relèvent du taux normal. Toutefois, l'entrepreneur principal facture au client final l'ensemble des travaux au taux réduit (pour autant que ceux-ci soient éligibles à ce taux).

Le logement doit être achevé depuis plus de deux ans. Le taux réduit concerne les prestations de main-d'œuvre, les matières premières et les équipements fournis et facturés par l'entreprise prestataire. Le client doit remettre au professionnel une attestation justifiant l'ancienneté de l'habitation. Ce formulaire dégage la responsabilité de l'entreprise, sauf lorsque le prestataire ne peut ignorer que le taux réduit n'est pas susceptible de s'appliquer.

Les locaux doivent avoir un usage d'habitation. La qualité de résidence principale ou secondaire n'a pas d'importance.

Comme nous l'avons vu précédemment, le taux de TVA favorise la croissance du secteur.

Le crédit d'impôt

La législation reste favorable au secteur. En effet, le crédit d'impôt pour les dépenses de matériaux d'isolation thermique a été prorogé depuis le premier janvier 2006 jusqu'au 31 décembre 2009.

Cette loi permet de bénéficier d'un crédit d'impôt de 40 % pour les matériaux d'isolation thermique à la double condition que ces équipements et matériaux soient installés

dans un logement achevé avant le 1er janvier 1977 et que cette installation soit réalisée au plus tard le 31 décembre de la deuxième année qui suit celle de l'acquisition du logement. Il convient néanmoins de noter que le taux de 25% s'applique toujours sur les équipements acquis avant l'année 2006.

Les clients du Groupe AB Fenêtres peuvent bénéficier du crédit d'impôt pour l'achat et la pose des produits suivants :

- portes extérieures : installation de doubles portes ou de portes extérieures neuves,
- de doubles vitrages isolants classiques ou de doubles vitrages à isolation renforcée dénommés également vitrages à faible émission (le double vitrage classique ou le double vitrage à isolation renforcée sont constitués de deux vitres scellées en usine en ménageant entre elles une lame d'air déshydraté, l'ensemble étant posé en remplacement du vitrage existant),
- de châssis de fenêtre avec joints d'étanchéité si leur installation est rendue nécessaire par la mise en place de vitrages isolants,
- de survitrage (il est constitué d'un vitrage simple, inséré dans un cadre que l'on rapporte sur la menuiserie existante, en ménageant entre celui-ci et la vitre déjà en place une lame d'air immobile). Le survitrage thermo rétractable consistant en un film de faible épaisseur appliqué sur le vitrage existant n'ouvre pas droit au crédit d'impôt,
- de doubles fenêtres,
- des volets battants en bois plein ou en PVC sans ajour, d'une épaisseur minimale de 22 mm,
- des volets à enroulement en PVC double peau, à lames à emboîtement, sans ajour, d'une épaisseur minimale de 12 mm,
- les persiennes coulissantes en PVC double peau, sans ajour, d'une épaisseur minimale de 22 mm.

Les dépenses d'acquisition de vitrages, mêmes isolants, destinés à fermer une loggia ou à construire une véranda, sont exclues du crédit d'impôt. En revanche, les dépenses d'acquisition de matériaux liées au remplacement des vitrages existants dans une loggia ou dans une véranda par des vitrages isolants ouvrent droit au crédit d'impôt.

Par conséquent, les clients particuliers du Groupe AB Fenêtres peuvent bénéficier d'un crédit d'impôt pour une grande majorité de leurs travaux.

En favorisant la majorité des activités d'AB Fenêtres Groupe, la législation permet de soutenir la croissance et l'avenir du Groupe.

7.6.3 Le marché de la fenêtre :

La menuiserie PVC, qui s'est développée dans la construction au cours des années 80, a dans un premier temps souffert d'a priori négatifs surtout de la part des particuliers. Le PVC ne faisait pas parti des matériaux nobles et n'était pas apprécié sur le plan esthétique, notamment parce qu'il jaunissait dans la durée. De plus, les menuiseries en PVC avaient mauvaises réputations au sujet de leur comportement en cas d'incendie. Mais au fur et à mesure les menuiseries en PVC ont montré leur qualité (isolantes, insensibilité aux températures, facilement recyclable).

En l'an 2000, 7.5 millions de fenêtres ont été fabriquées en France. La baisse du taux de TVA à 5.5% a là encore, favorisé ce marché. Ce chiffre en apparence impressionnant ne donne pourtant pas la pleine mesure de ce marché car 85% des résidences ont été construites avant 1975 et les spécialistes estiment que 50 millions de fenêtres restent à changer.

Que ce soit pour de la construction neuve ou de la rénovation (40% et 60% du marché respectivement), les propriétaires seront donc amenés à changer leurs fenêtres pour plusieurs raisons.

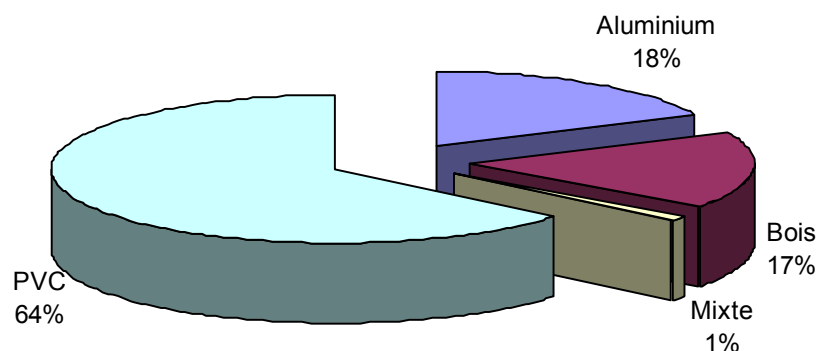
La première est que depuis dix ans, les fabricants ont fait de gros progrès en termes d'isolation thermique et acoustique. Or l'isolation thermique est la première raison donnée par les particuliers lors du changement de leurs fenêtres. De plus, le bruit en ville est le premier trouble quotidien déploré par les français, les économies d'énergie apparaissant juste derrière sachant qu'en moyenne, 25% des déperditions thermiques sont causées par les fenêtres et les portes. Aujourd'hui, en construction comme en rénovation, un remplacement de fenêtres induit donc une considérable et immédiate augmentation du confort.

Raisons de la décision :	Résidence principale	Résidence secondaire
Isolation thermique	55%	30%
Mécanique	50%	30%
Isolation acoustique	20%	17%

Etude de l'Union Fenêtre PVC de 2004

Historiquement la fenêtre était en bois. Mais l'apparition du PVC, un produit plastique issu de l'industrie pétrochimique à la fin des années 70, a totalement révolutionné le marché. En 1980, la fenêtre PVC ne représentait que 5% du marché contre 58% en surface, et 64% en volume en 2004. L'évolution du marché de la fenêtre, en croissance de 5% par an, profite donc essentiellement au PVC même si aujourd'hui la fenêtre aluminium, longtemps réservée au tertiaire, fait une entrée remarquée sur le marché des particuliers (23% en surface et 18% en volume) soit quasiment au même niveau que la fenêtre en bois, grandes perdantes de cette évolution. A noter également le développement récent d'un nouveau type de fenêtres mixtes alliant les avantages du bois et de l'aluminium. Encore anecdotiques (1 % du marché), ces systèmes mixtes devraient rapidement se développer. Cette évolution se traduit également dans la nomenclature du métier où il est aujourd'hui question de menuisier PVC ou menuisier Alu (Source travaux.com). Le marché de la fenêtre PVC a progressé, selon une étude réalisée par AB FENETRES, de 300 000 unités par an entre 2000 et 2002, puis de 250 000 unités par an entre 2002 et 2004.

Répartition du marché 2004 des fenêtres par matériaux



Source : Union française PVC

Les trois types de fenêtres (plus les fenêtres mixtes) se livrent dorénavant une concurrence forte tant au niveau des prix que de la qualité ou de l'innovation. Les fenêtres sont étanches à l'eau, à l'air, isolantes, sur-mesure, de toutes formes et de toutes dimensions. Elles offrent également des solutions qui garantissent une plus grande sécurité et une plus grande résistance au vandalisme ou aux chocs. De plus, quelle que soit la fenêtre, les professionnels savent aujourd'hui les poser à une vitesse remarquable, souvent en une journée avec un minimum d'inconfort lié au chantier. Elles peuvent se poser sur le dormant existant, c'est-à-dire quasiment sans travaux, ou s'adapter à la maçonnerie, quelle que soit son épaisseur.

Si le critère de prix peut influencer dans le choix, ainsi que quelques considérations liées au développement durable, le choix du type de fenêtre (alu, bois ou PVC) s'articule surtout dorénavant en fonction de l'aspect souhaité, tant intérieur pour l'ambiance, qu'extérieur pour l'aspect architectural. Cependant, certaines communes limitent le choix des matériaux. En effet, de nombreux élus s'inquiètent de voir leurs villes perdre de leurs charmes, selon eux, par un remplacement massif des fenêtres en bois par des fenêtres en PVC, qui sont d'ores et déjà le plus souvent interdites près d'un monument par exemple. Des règles de lotissement ou de co-propriétés interdisent également l'usage de certains matériaux, le PVC le plus souvent.

7.6.4 Un marché concurrentiel mais peu structuré

Malgré un marché estimé à plus de trois milliards d'euros, aucun leader ne semble se détacher. Le secteur des menuiseries PVC reste majoritairement composé de petites et moyennes entreprises au capital familial ou individuel. Plusieurs types d'acteurs sont en concurrence :

La vente directe : l'essentiel des fabricants de menuiseries PVC se chargent eux-mêmes de la commercialisation de leurs produits. Près de la moitié des fenêtres PVC fabriquées est commercialisée directement par les industriels et menuisiers. Ce circuit est privilégié pour fournir les chantiers de la construction. Les professionnels

commercialisent directement leurs produits auprès des entreprises auxquelles ils proposent un service de pose.

Les négociants en matériaux de *construction* réalisent 27 % des ventes de fenêtres PVC. Du spécialiste au généraliste, le négoce est le circuit privilégié pour capter les artisans du bâtiment. Aujourd'hui, les négociants tentent également d'attirer la clientèle des particuliers à qui ils proposent un service de pose.

Les réseaux :

Depuis les années 90, des réseaux de magasins de commercialisation se sont multipliés. Lancés principalement par les fabricants eux-mêmes, ils ont pour principale cible le particulier. Via ces enseignes, le client bénéficie de conseils, peut voir les produits et profite de l'installation de ses menuiseries par des spécialistes formés aux produits du fabricant.

Parmi ses réseaux, on retrouve différents types d'organisation :

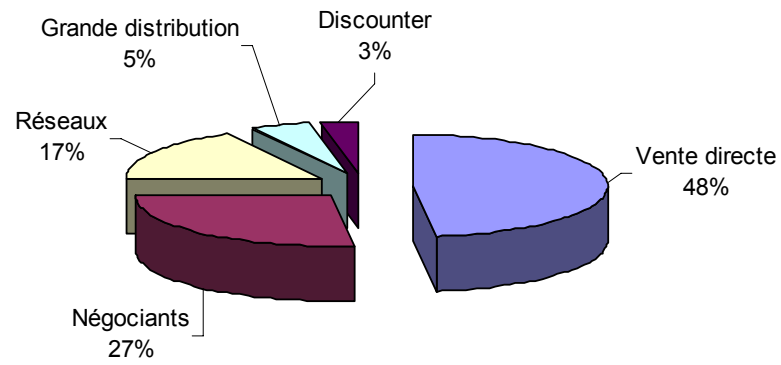
Les réseaux en succursale : les entreprises appartenant à ce réseau sont aujourd'hui les plus implantées (Huis Clos, K par K...). En effet, elles comptent de 80 à 100 implantations nationales, ce sont des entreprises qui ont développé leur activité avec des agences intégrées, à gestion indépendante. Dès la création des succursales, les effectifs sont abondants et coûteux, puisque le plus souvent elles disposent de recruteurs, de formateurs nationaux et régionaux, d'assistants commerciales et de métreurs. Alors que dans le même temps, pour un poste important comme la pose, ils travaillent uniquement avec des sous-traitants.

Les réseaux en concession : ce réseau ferait partie des réseaux leaders. Il est constitué d'entreprises comme TRYBA, Terre de fenêtres, Plein jour, Art & fenêtres, VEKA, GROSFILLEX, ISO France et BELISOL. Cependant, le partenariat n'est pas toujours à l'ordre du jour et souvent les adhérents se retrouvent livrés à eux-mêmes, ainsi ils ne disposent pas de suivi de formation. Ils recherchent la notoriété de l'enseigne et réalisent leurs marges grâce au nombre de produits vendus.

Les réseaux en franchise : c'est le concept le plus récent, il permet un partenariat clair et objectif. Le franchisé est sélectionné très précisément. Il sera assuré d'un suivi et d'un accompagnement tout au long de son parcours professionnel.

La grande distribution : les grandes enseignes sont nombreuses (LEROY-MERLIN, BRICO-DEPOTS, CASTORAMA). Celles-ci privilégient le prix et la quantité et ne commercialisent généralement que des produits standardisés.

Distribution des menuiseries PVC



Source : ID MIDCAPS

7.7 Les perspectives de développements

7.7.1 Le développement des canaux de distribution

Pour poursuivre son développement et le maillage du territoire français, AB Fenêtres a opté pour un modèle mixte de succursales et de franchises. Cette stratégie répond à des exigences financières, organisationnelles et commerciales.

7.7.1.1 Le développement des succursales

AB Fenêtres Groupe souhaite renforcer sa position dans le Grand Ouest de la France grâce à l'ouverture de nouvelles succursales. Dans ce cas, les implantations resteront relativement proches du siège social ce qui facilitera l'encadrement et le suivi de celles-ci.

7.7.1.2 Le développement des franchises

Dans l'Est de la France, AB Fenêtres Groupe va recourir au système de franchises.

En premier lieu, compte tenu des différences fortes en terme d'habitat et d'habitudes d'achat dans chacune des zones (Alsace-Lorraine, Côte d'Azur, Rhône Alpes par exemple), la direction juge plus adapté de s'appuyer sur des personnes déjà bien implantées dans la région. Au niveau financier, le modèle de franchises nécessite peu d'investissements de la part d'AB Fenêtres Groupe. Les franchises devraient permettre au groupe de se développer beaucoup plus rapidement.

Enfin, le recours à la franchise réduit les risques et facilite la gestion. La Société se rémunérera sur les royalties, le support technique et commercial, et la vente de matériels (cf. chapitre 7.5.2 du présent document).

7.7.1.3 Le Business to Business (B to B) :

Etant donné son expérience, le Groupe envisage de développer, au plan national, ses services auprès des professionnels.

Le marché des professionnels est scindé en deux activités prédominantes :

- la production de masse,
- les revendeurs professionnels.

La première est tournée vers les grandes surfaces de bricolage ou les chantiers de construction, alors que la seconde est plus artisanale. Cependant, cette dernière représente un volume d'affaires important sur le plan national. La Société souhaite se développer sur ce marché en fournissant la production de masse tout comme les revendeurs professionnels.

La croissance de cette activité passe par un élargissement de ses moyens de production. En effet, la capacité de production de AB Industrie a été multipliée par cinq depuis son achat en 2001 mais l'outil industriel est proche de sa pleine capacité. Cependant, il fonctionne actuellement 16 heures par jour et la Société envisage de le faire fonctionner à temps plein (24h/jour).

La Société intervient pour l'instant de façon modeste dans le secteur du B to B via des ventes directes de AB Industrie. Ce chiffre d'affaires devrait croître lentement à court terme compte tenu de la capacité de production de l'usine d'assemblage. Néanmoins, la Société pourrait saisir des opportunités de croissance externe afin de développer cette activité.

7.7.2 Le développement de nouveaux produits

7.7.2.1 Les dispositifs de sécurité pour les piscines

Fort de ses résultats au cours des derniers exercices, le Groupe a décidé de se lancer sur un nouveau segment de marché, celui des dispositifs de sécurité pour les piscines. Ce secteur est en pleine croissance grâce notamment à la loi du 3 janvier 2003 réglementant la sécurité des piscines.

Une partie de cette activité reste assez proche du positionnement actuel du Groupe, puisque la fabrication des couvertures et des barrières de protection utilise les mêmes matériaux que les activités de menuiserie.

Afin de développer ce projet, la Société devrait mettre en place de nouvelles équipes commerciales évoluant au sein des structures AB Fenêtres. Les techniques de ventes pour les piscines seront celles utilisées pour la vente des fenêtres. Afin de bénéficier d'une certification pour chaque poseur, AB Fenêtres Groupe a défini en partenariat avec ses fournisseurs un programme de formation.

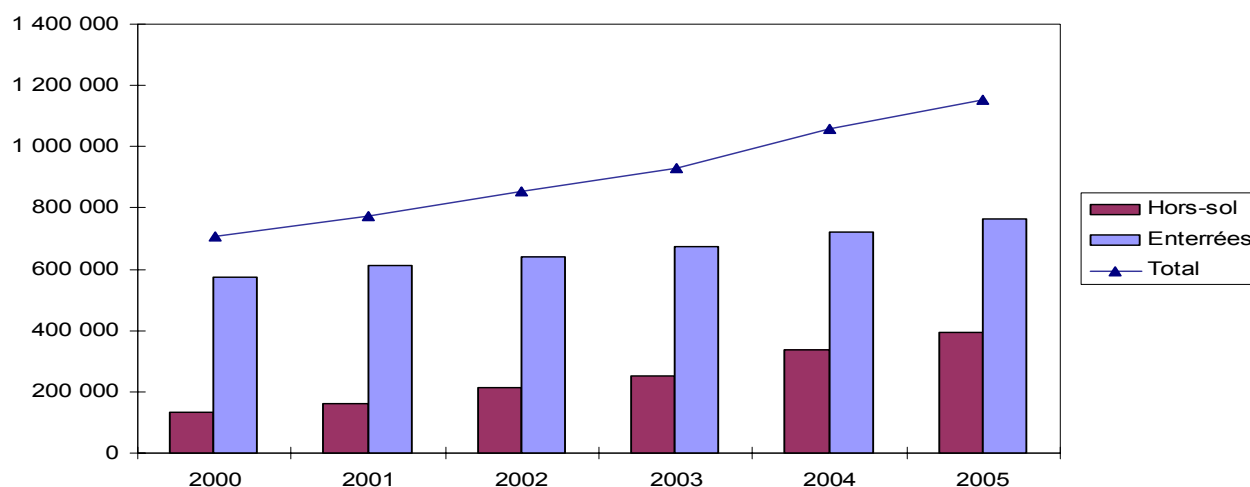
Ce marché est en pleine expansion. En effet, le parc de piscines privées a doublé en dix ans et le secteur tient un rôle économique de premier plan avec un chiffre d'affaires d'environ 1.4 milliard d'euros pour 2005. Le marché de la piscine en France a progressé de 24% entre 2003 et 2005 et totalise 1 154 000 piscines fin 2005. En France, le secteur génère 30 000 emplois directs ou indirects.

7.7.2.1.1 Un marché en pleine expansion :

Selon la Fédération des Professionnels de la piscine, les prévisions pour 2008 tablent sur une croissance de 20% soit 311 000 bassins supplémentaires, dont 117 000 d'ici à fin 2006. Rappelons que la France compte 13 millions de pavillons avec jardin et 150 000 constructions de maisons tous les ans. Il est donc probable que le parc des piscines enterrées double dans les dix ans à venir.

Le marché des piscines en quelques chiffres :

Evolution du nombre de piscines privées en France



Sources : Fédération des professionnels de la piscine

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	Evolution 2004/2005
Hors-sol	134 000	162 000	212 000	253 000	336 000	392 000	17%
Enterrées	574 000	611 000	642 000	675 000	720 000	762 000	6%
Total	708 000	773 000	854 000	928 000	1 056 000	1 154 000	9%

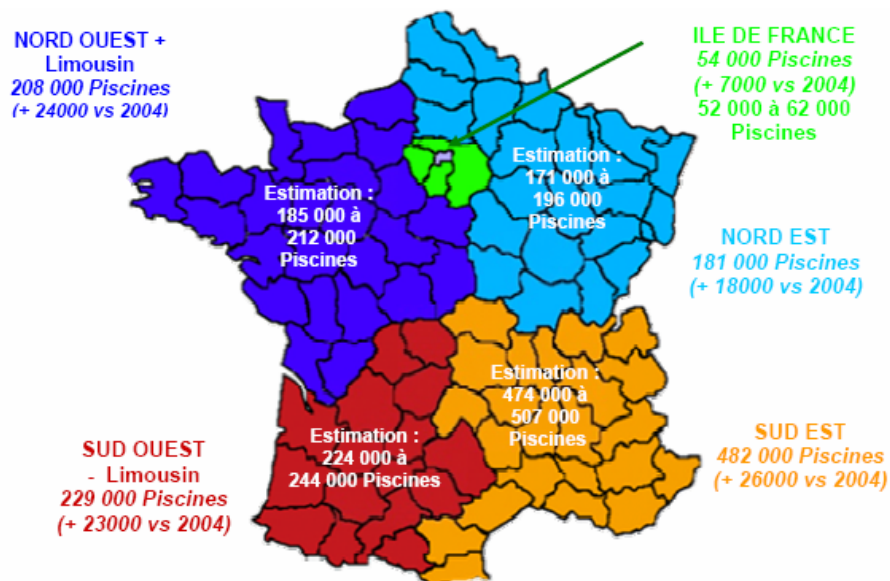
Suite à des années de progression hors norme, l'année 2005 a marqué la consolidation du marché à un niveau élevé. Sur ce marché des piscines aujourd'hui consolidé, la croissance concerne notamment le secteur des « accessoires », liés à l'équipement, l'entretien ou la rénovation du parc en place.

Le marché français des piscines arrive en première position sur la scène européenne et à la troisième position sur la scène mondiale. Aujourd'hui, les principaux fabricants de matériel de piscines exportent environ 30% de leur chiffre d'affaires.

La France compte 3 000 entreprises travaillant dans le secteur de la piscine. Parmi celles-ci, 2 500 installateurs se partagent le marché dont 1 000 vivent exclusivement de l'installation de piscines et 250 de la fabrication de matériel.

L'implantation géographique du secteur

Le phénomène des piscines touche toutes les régions de France, sans exception. Les plus fortes progressions sont observées dans les régions Ile de France avec près de 15% de piscines supplémentaires en 2004 et le Nord Ouest avec environ +13%. Viennent ensuite le Nord Est et le Sud Ouest avec environ 11% de piscines en plus et, enfin, le sud Est, déjà très fortement équipé, qui enregistre une progression d'environ 5.7% par rapport à l'année 2004.



Source : Fédération des Professionnels de la Piscine

Selon la Fédération des Professionnels de la Piscine, la majorité des nouveaux bassins devraient être construits dans le Sud Est et le Nord, Ouest comme Est.

Les obligations des propriétaires de piscines :

Depuis le 31 décembre 2003 (décret d'application n°2003-1989 de la loi n°2003-9), les propriétaires de piscine sont obligés d'équiper celles-ci de dispositif de sécurité. Les propriétaires ont le choix entre :

- une barrière,
- une alarme sonore de piscine,
- une couverture,
- un abri de piscine.

Depuis le 1^{er} janvier 2006, tous les propriétaires de piscines ont l'obligation de mettre aux normes leurs piscines et donc de choisir un de ces dispositifs pour leur piscine. Ces nouvelles normes ont donc créé un nouveau marché.

7.7.2.1.2 Les dispositifs de sécurité :

- les alarmes :

On distingue deux grandes familles d'alarmes :

- L'alarme de sol (autour du bassin), généralement proposée sous forme de poteaux situés aux angles du bassin le quadrillant avec un système d'alarme périmétrique.
- L'alarme de surface d'eau qui assure la détection d'immersion dans la piscine.

Ces systèmes sont reliés avec une centrale dans l'habitation par liaison radio. Généralement, la remise en route automatique s'effectue après la baignade. Utilisant

l'énergie électrique, les nouveaux procédés sont couplés à l'énergie solaire afin d'accroître l'autonomie du système.

L'alarme de piscine permet d'établir un périmètre de sécurité autour des piscines et donc de détecter toutes intrusions indésirables par le déclenchement d'une sirène. La Société considère ce système comme le moins sécuritaire et le moins fiable, car il n'empêche pas l'immersion d'un enfant dans l'eau. Par conséquent, l'entreprise ne référencera pas ce produit.

- les barrières

La barrière de piscine est un système très sécurisant et pratique à l'usage. En effet, elle ne nécessite pas la couverture du bassin comme les couvertures rigides et les abris.

De nombreux matériaux sont possibles : Aluminium anodisé, PVC traité anti UV, bois exotique ou traité en autoclave, verre, toile...

Enfin, toutes doivent assurer en totalité les pourtours non protégés du bassin et posséder un verrou sécurisé, nécessitant la manipulation des 2 mains et hors de portée d'un enfant de moins de 5 ans.

- les couvertures et volets roulants :

▪ Les couvertures :

Les couvertures ou bâches ont toutes pour principe d'être constituées au minimum d'une bâche souple. Une fois tendue et fixée, la bâche ou couverture interdit l'accès au bassin. Elles se replient toutes de la même manière : en s'enroulant autour d'un axe, en bout de bassin, de manière manuelle ou automatique.

Certaines bâches ont la particularité d'être équipée d'un revêtement spécial, ne laissant pas filtrer la lumière (bâche opaque). Cela permet d'éviter la photosynthèse dans le bassin (sans lumière, pas de photosynthèse) et de ne pas avoir de développement d'algues.

Il est indispensable de se munir d'une couverture hivernale en plus de la couverture d'été. Le véritable inconvénient des couvertures est qu'il faut les désinstaller et les réinstaller avant et après chaque baignade.

▪ Les volets roulants :

Après étude, AB Fenêtres Groupe est convaincu que le volet roulant de piscine est le produit le plus sécuritaire, confortable et économique. Celui-ci a la faculté de protéger les bassins des salissures extérieures en conservant la température de l'eau pendant la nuit. Cette couverture de sécurité pour piscine est destinée à empêcher l'accès de la piscine aux enfants de moins de cinq ans.

Les volets roulants sont constitués de lames qui sont soit creuses, soit alvéolées, et généralement fabriquées en PVC, parfois à base de polycarbonate, autre polymère qui offre des propriétés de grande résistance et de très grande transparence.

Elles peuvent être traitées afin de résister aux UV ou aux tâches. L'intérieur est vide ou garni de mousse polyuréthane, pour obtenir une meilleure rigidité, et une meilleure flottabilité. Certains volets peuvent avoir un pouvoir thermique (volet dit solaire) grâce à des lames translucides.

Un coffre permet d'enrouler le volet autour de son axe. Il peut être soit encastré dans le sol s'il a été prévu lors de la construction de la piscine (donc immergé), soit installé hors sol pour des bassins existants (donc émergé). Pour la baignade, le volet est enroulé. L'enroulage est toujours motorisé, vu le poids de l'ensemble. La mise en route du moteur est effectuée au moyen d'une clef ou d'une télécommande. L'énergie peut

être fournie par l'électricité (branchement nécessaire) ou par énergie solaire (cellules photovoltaïques ne nécessitant donc pas de branchement). A priori, tout type de bassin peut être équipé des volets. Cependant, les bassins de forme libre, aux courbes multiples, par exemple, ainsi que les bassins très larges (plus d'une quinzaine de mètres) ne pourront pas être équipés.

- **les abris :**

Les abris de piscines permettent de profiter de votre piscine toute l'année. De plus, un abri permet de capter et de conserver la chaleur mais aussi de faciliter l'entretien de la piscine. En effet, fermé, il permet d'éviter les nombreux désagréments qui salissent la piscine. Cependant, les prix de ces dispositifs sont relativement élevés. Pour un abri modulaire, les tarifs s'échelonnent de 7 500 à 17 000 euros. L'abri de type serre protège les enfants et évite la pollution de l'eau. Ils sont économiques et faciles à monter mais aussi peu esthétiques.

7.7.2.1.3 Les protections de piscine commercialisés par le Groupe

Le Groupe distribue des volets roulants et des barrières. Ces produits sont tous certifiés NF/CE/BVQI, répondant ainsi aux exigences les plus strictes en matière de sécurité.

▪ Volets roulants :

Il existe trois types de volets roulants :

- Volets roulants hors sol : la couverture automatique hors sol permet d'être installée sans travaux dans la plupart des piscines existantes ou neuves. Les lames sont en PVC anti-tache, la commande est manuelle par boîtier à clé intégré. Les lames sont résistantes aux ultraviolets et sont disponibles en bleu ciel, blanc ou beige. De plus, la Société propose un enrouleur décoratif.
- Volets roulants immergés : le volet roulant restant immergé préserve l'esthétisme de votre piscine. Les lames, tout comme celles des volets roulants hors sol sont en PVC anti-tache, et la commande est manuelle par boîtier à clé intégré. Les lames sont résistantes aux ultraviolets. Il est possible de choisir des lames PVC à capteur solaire permettant de chauffer l'eau du bassin (Gain +6°C par rapport à une lame simple). Avec un volet roulant immergé, il est indispensable d'installer un caillebotis pour le recouvrir (ex: store en PVC ou bois exotique).
- Couverture de piscine : Les couvertures de piscine sont disponibles pour tous les bassins formés de panneaux rigides. Celles-ci sont constituées d'un cadre en aluminium d'une grande résistance et d'une plaque alvéolaire transparente qui recouvre le bassin en roulant sur les plages latérales de la piscine.

▪ Les clôtures de protection :

Le Groupe commercialiserait trois types de clôtures :

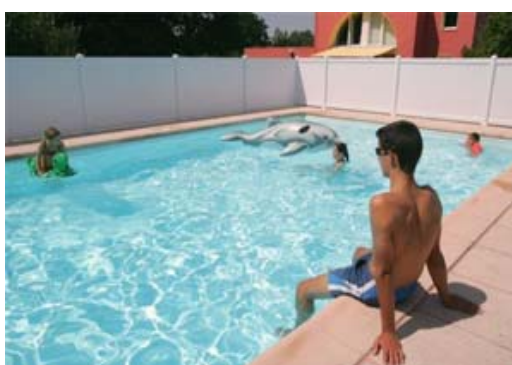
- Claire-voie en PVC : elles sont commercialisées en deux coloris (blanc et sable), et elles peuvent être fixées sur la plage de piscine.



- Clarilux : la version transparente de la protection offre deux avantages qui sont l'esthétisme des barrières et une sécurité accrue grâce à une visibilité permanente sur les activités des enfants.



- Modèle Plein PVC : ces barrières sont disponibles en coloris blanc ou sable, elles permettent une bonne protection.



7.7.2.2 L'activité peinture et ravalement :

Cette activité s'est imposée au Groupe. En effet, il a remarqué que ses clients effectuent généralement la rénovation totale du logement lors de la pose de nouvelles fenêtres. Par conséquent, le Groupe a décidé d'offrir la possibilité à ses clients de choisir la même société pour leurs travaux de peinture et de ravalement que pour la pose de leurs fenêtres. D'ailleurs, l'étude ci-dessous démontre que le facteur déclenchant la rénovation des fenêtres est la rénovation complète du logement.

Facteur déclenchant les travaux :	Résidence principale	Résidence secondaire
Rénovation complète du logement	37%	50%
Simple envie	23%	32%
Achat du logement	13%	8%
Rentrée d'argent	12%	6%

Etude de septembre 2004 de l'Union Fenêtre PVC

Les commerciaux de l'activité peinture et ravalement seront rattachés aux agences AB Fenêtres. Néanmoins, les commerciaux de l'activité peinture ravalement seront dédiés exclusivement à ce secteur. Par conséquent, les commerciaux d'AB Fenêtres seront scindés en deux groupes :

- Les spécialistes des menuiseries PVC ;
- Les spécialistes de l'activité peinture et ravalement.

7.7.3 Une croissance externe sélective

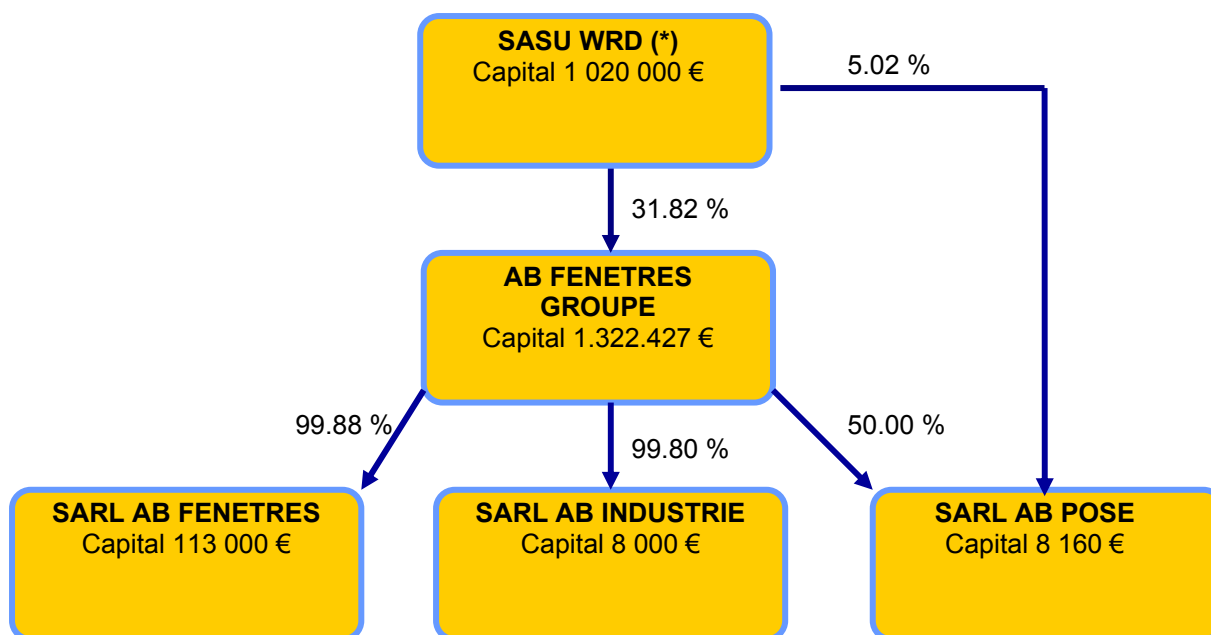
Les marchés sur lesquels la Société est présente étant peu organisés et faiblement concentrés, elle souhaite pouvoir saisir des opportunités de croissance externe qui se présenteraient en France ou à l'étranger.

La complémentarité en terme d'offre et d'élargissement de la base de clientèle existante seront des facteurs clés dans le choix des acquisitions. La société compte ainsi élargir son offre et sa base de clientèle par une politique d'acquisition sélective.

8 ORGANIGRAMME

8.1 Description du Groupe

Le schéma ci-après représente l'organigramme des filiales de la Société (avec indication du pourcentage de contrôle détenu).



(*) la SASU WRD est détenue à 100 % par M. Willy BERNARD

8.2 Principales filiales de l'émetteur

Les principales filiales de l'émetteur sont :

- La **SARL AB Fenêtres** détenue à 99.88 % par la AB Fenêtres Groupe. Elle a été constituée en avril 2000 et elle a pour objet la distribution, la commercialisation de fermetures et de tout autre équipement de l'habitat, PVC, aluminium, bois et tous les autres matériaux.
- La **SARL AB Industrie** détenue à 99.80 % par AB Fenêtres Groupe. Elle a pour activité l'achat, la vente de menuiserie industrielle, l'agencement, la décoration, l'isolation thermique et phonique.
- La **SARL AB Pose** détenue à 50 % par AB Fenêtres Groupe et pour l'autre partie par 6 personnes physiques. AB Pose a pour activité la pose et la fabrication de menuiseries, de fermetures et autres équipements de l'habitat.

Actionnariat de AB POSE		
Actionnaires	Nombres de parts sociales	Pourcentage de détention
AB Fenêtres Groupe	408	50,00%
M. Arnaud DUCEAU	147	18,01%
M. Dimitri BELLANGER	98	12,01%
M. Jonathan BERNARD	73	8,95%
M. Eric BREMAUD	41	5,02%
SASU WRD	41	5,02%
M. Willy BERNARD	8	0,98%
Total	816	100,00%

M. Dimitri BELLANGER est le Directeur Commercial et Marketing de AB Fenêtres Groupe.

M. Eric BREMAUD est le Directeur Opérationnel de AB Fenêtres Groupe.

M. Jonathan BERNARD est le frère de M. Willy BERNARD, et il occupe le poste de Directeur Régional au sein de AB Fenêtres Groupe.

La SASU. WRD est détenue à 100 % par M. Willy BERNARD. De plus, M. Willy BERNARD détient 8 parts sociales de la SARL AB Pose.

Le bloc détenu par AB Fenêtres Groupe, WRD et les dirigeants de AB Fenêtres Groupe, représente 81.99% du capital d'AB Pose.

Le gérant de AB Pose est M. Dimitri BELLANGER, et le responsable opérationnel de la structure est M. Eric BREMAUD.

AB Fenêtres Groupe envisage de racheter les minoritaires de AB Pose après son admission sur Alternext. L'engagement du 17 octobre 2006 pris par la totalité des associés de AB Pose vis-à-vis d'Euronext stipule que : « Au cas où, dans le futur, AB FENETRES GROUPE ou une toute autre entité du groupe serait amené à acquérir des parts de AB POSE, cette opération devra être approuvée par l'assemblée générale des actionnaires de AB FENETRES GROUPE et se réalisera si possible sous la forme d'apports. »

9 PROPRIETES IMMOBILIERES, USINES ET EQUIPEMENTS

AB Fenêtres Groupe ne détient aucun bien immobilier, et loue l'ensemble de ses sites d'exploitation.

AB FENETRES GROUPE :

La Société loue à la SCI SOFRAX les locaux situés 2 rue des Gladiateurs (RDC 232 m² + parking+local archive au sous/sol) pour une durée de 9 ans (1^{er} mars 2005 – 29 février 2014), avec possibilité de résiliation triennale pour le preneur en respectant un préavis de 6 mois.

Le loyer est de 33.408 € HT par an, payable par mois. Le dépôt de garantie s'élève à la somme de 5.568 €.

AB INDUSTRIE :

La société AB Industrie loue selon le bail du 1^{er} novembre 2001, pour une durée de 9 ans (1^{er} novembre 2001 – 31 octobre 2010) avec possibilité de résiliation triennale pour le preneur, les locaux d'exploitation composés d'un atelier, RDC (3 bureaux, 1 WC et 2 vestiaires), 1^{er} étage (1 bureau et un local d'archives), une cour gravillonnée et un parking.

Le bail prévoit la possibilité d'adjoindre des activités connexes et complémentaires.

La cession du droit de bail doit être notifiée au bailleur qui pourra préempter s'il le veut, dans un délai d'un mois, au lieu et place du candidat acquéreur.

Le loyer d'origine était de 11.891,02 € HT / an, soit 990.91 € HT / mois.

Au 01 novembre 2003, le loyer était de 1.045,73 € HT / mois.

Le loyer actuel est de 1.110,11 € HT / mois.

AB FENETRES :

Il existe des baux commerciaux 3/6/9 et précaires pour chacune des agences.

Adresse	Surface	Loyer mensuel HT	Bailleurs	Durée	Contracté	Echéance
13 rue de la tour d'Auvergne 44200 NANTES	140	792.74 €	SCI DE LA TOUR D'AUVERGNE	9 ans	21/01/2002	20/01/2011
118 et 120 avenue de la tranchée 37 000 TOURS		1 067 €	M. et Mme. AUDENET	18 mois	01/09/2002	29/02/2004
78 avenue Montaigne 49000 ANGERS	80	1231.58 €	SCI PANNETON	23 mois	01/02/2003	31/12/2004
27 boulevard Laënnec 35 000 RENNES	110	1 265 €	SCI BII	9 ans	30/05/2003	30/04/2012
3 – 13 rue du Bac 76000 ROUEN	78	1 000 €	SCI SERJAC	9 ans	01/11/2004	01/11/2013

12 rue des pierres Missigault 28630 BARJOUVILLE	180	1 300 €	SCI DE LA BANDE VERTE	9 ans	01/11/2004	31/10/2013
8 avenue du Général Leclerc 72 000 Le MANS	115	1 700 €	JALPA	9 ans	13/06/2005	12/06/2014
Rue Joseph Audic 56 000 VANNES	20	348 €	SARL IMMOFICE	6 mois	10/10/2005	10/04/2006
124 rue de Périgueux 16000 ANGOULEME		1 090 €	SCI du Moulin	6 mois	01/11/2005	30/04/2005
13, rue de la Vincenderie 86000 POITIERS	140	550 €	SCI CREJAM	12 mois	01/11/2005	31/10/2006
100 route d'Harcourt 14123 Fleury sur Orne	180	1 000 €	M. et Mme. PUSTELNIK André	9 ans	16/01/2006	15/01/2015
75 bis avenue Pierre Lefaucheux 72000 Le MANS 113 et 114 Pépinère d'entreprises Cap l'Orient 56270 PLOEMEUR	34	459.63 €	INITIATIVES ET PARTENAIRES		01/03/2006	
65, levée de la Chevauchée 45400 SAINT JEAN LA BLANC	55	550 €	SCI LES COTTAGES DU PARC	12 mois	01/06/2006	31/05/2007
13 rue de la Villeneuve 29200 BREST		1 250 €	SCI AZURITE	9 ans	01/06/2006	31/05/2015
70 rue des jacobins 80000 AMIENS		500 €	SARL NDH	12 mois	01/07/2006	31/08/2007

10 EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIERE ET DU RESULTAT

Le présent chapitre 10 doit être mis en perspective avec de l'intégralité du présent document et notamment des chapitres 4 et 21.

10.1 Examen de la situation financière et du résultat des exercices clos au 31 juin 2005 et au 31 juin 2006

AB Fenêtres Groupe en K€	2006		2005		Variations 06/06 - 06/05	
	Montants	%	Montants	%	Montants	Multiples
CHIFFRE D'AFFAIRES H.T.	11 936	99,5%	6 264	100,0%	5 672	1,91
+ Production stockée et immobilisée	54	0,5%	1	0,0%	53	
⇒ PRODUCTION TOTALE	11 990	100,0%	6 265	100,0%	5 725	1,91
⇒ MARGE BRUTE	9 475	79,0%	4 631	73,9%	4 844	2,05
					5,1pt	
- Charges externes (hors crédit-bail)	2 916	24,3%	1 310	20,9%	1 606	2,23
⇒ VALEUR AJOUTEE	6 559	54,7%	3 321	53,0%	3 238	1,98
					1,7pt	
+ Subventions d'exploitation	0	-	0	-	0	
- Impôts et taxes	144	1,2%	96	1,5%	48	1,50
- Charges de personnel	5 016	41,8%	2 804	44,8%	2 212	1,79
⇒ EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	1 399	11,7%	421	6,7%	978	3,32
					4,9pt	
- Dotations aux amortissements (dont crédit-bail)	73	0,6%	73	1,2%	0	1,00
- Dotations aux provisions	213	1,8%	97	1,5%	116	2,20
- Autres charges	52	0,4%	2	0,0%	50	26,00
+ Reprises sur provisions et transfert de charges	14	0,1%	52	0,8%	-38	0,27
+ Autres produits	0	-	5	0,1%	-5	
⇒ RESULTAT D'EXPLOITATION	1 075	9,0%	306	4,9%	769	3,51
					4,1pt	
+ Produits financiers	21	0,2%	10	0,2%	11	2,10
- Charges financières (dont crédit-bail)	92	0,8%	84	1,3%	8	1,09
⇒ RESULTAT FINANCIER	-71	- 0,6%	-74	- 1,2%	3	0,96
⇒ RESULTAT COURANT	1 004	8,4%	232	3,7%	772	4,33
					4,7pt	
+ Produits exceptionnels	36	0,3%	74	1,2%	-38	0,49
- Charges exceptionnelles	165	1,4%	108	1,7%	57	1,53
⇒ RESULTAT EXCEPTIONNEL	-129	- 1,1%	-34	- 0,5%	-95	2,79
- Participation des salariés	0	-	0	-	0	
- Impôts sur les bénéfices	317	2,6%	19	0,3%	298	
⇒ RESULTAT NET DES ENTREPRISES INTEGREES	558	4,7%	179	2,9%	379	3,12
					1,8pt	
- Dotations des amortissements des écarts d'acquisitions	121	1,0%	121	1,9%	0	
⇒ RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE	437	3,6%	58	0,9%	379	7,53
					2,7pt	
- Intérêts des minoritaires	7	0,1%	3	0,0%	4	
⇒ RESULTAT NET (PART DU GROUPE)	430	3,6%	55	0,9%	375	7,82
					2,7pt	

10.1.1 Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires d'AB Fenêtres Groupe au 30 juin 2006 s'établit à 11 936 K€, en hausse de 5 672 K€ et 90,50 % par rapport au 30 juin 2005. Cette évolution conforte la pertinence de l'offre proposée par la société, et le succès de sa politique commerciale.

Le chiffre d'affaires de la Société est généré pour la majeure partie par la vente de menuiseries PVC auprès de particuliers (environ 52 % selon la Société).

10.1.2 Charges d'exploitation

Alors que le chiffre d'affaires a été multiplié par 1,9, le coût d'achat des marchandises vendues a progressé moins vite grâce à des économies (d'échelles notamment) réalisées sur les achats. Dès lors, la marge brute a été multipliée par 2,05 en valeur absolue (à 4.844 K€), et le taux de marge brute a gagné 5,1 points à 79 % de la production totale.

Il est à signaler qu'un des axes de développements du Groupe réside dans la création de franchises (cf 7.5.2). Or la vente des produits aux franchisés (de même que dans le B to B) s'effectuera avec un niveau de marge brute inférieur.

Néanmoins, les charges externes ont augmenté plus rapidement que le chiffre d'affaires ce qui conduit à une moindre hausse de la valeur ajoutée (elle a été multipliée par 1,98 en valeur absolue).

Les charges de personnel ont été multipliées par 1,79 à 2.212 K€. Cette progression est moindre que celle du chiffre d'affaires. Cette moindre hausse conjuguée à l'évolution favorable de la marge brute a permis de dégager un excédent brut d'exploitation positif à 1.399 K€, multiplié par 3,3. Dès lors, le taux de rentabilité brute de l'exploitation s'inscrit en hausse de 4,9 points à 11,7% de la production.

Enfin, les dotations aux amortissements sont stables et les dotations aux provisions augmentent légèrement plus rapidement que le chiffre d'affaires.

10.1.3 Résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation de la Société a été multiplié par 3,51 durant l'exercice 2005/2006 : il s'établit à 1.399 K€, et le taux de rentabilité de l'exploitation gagne 4,1 points à 9 % du chiffre d'affaires.

Le résultat d'exploitation a bénéficié d'une hausse significative du chiffre d'affaires et d'économies relatives réalisées sur quasiment tous les postes de charges d'exploitation.

AB Fenêtres groupe a su ainsi maîtriser la croissance de ses charges d'exploitation dans un contexte de très forte croissance de l'activité, mettant dès lors en évidence un business model pertinent et rentable.

10.1.4 Résultat net

La Société supporte un résultat financier et exceptionnel négatifs, ce qui conduit le résultat net à augmenter moins vite que le résultat d'exploitation. Le résultat net (part du groupe) de l'entreprise s'établit à 430 K€. Il s'établit en forte croissance absolue : il a été multiplié par 7,82 par rapport à l'exercice 2004/2005.

10.2 Facteurs de nature gouvernementale, économique, budgétaire, monétaire ou politique pouvant influencer sensiblement les opérations de la Société

La Société n'identifie pas à ce jour de stratégie ou facteurs de nature gouvernementale, économique, budgétaire, monétaire ou politique ayant influé ou pouvant influencer sensiblement, de manière directe ou indirecte, sur ses opérations.

11 TRESORERIE ET CAPITAUX

L'ensemble des informations concernant la trésorerie et les capitaux est décrit au chapitre 21 du présent document.

11.1 Capitaux propres de l'émetteur

En K€	30/06/2006	30/06/2005
Capitaux propres	1.476,66	495,97

L'augmentation sensible des capitaux propres entre les exercices 2005 et 2006 s'explique par :

- L'augmentation du capital social au cours de l'exercice pour 84 K€ en nominal. La prime d'émission s'élève à 516 K€.
- La progression sensible du résultat net, à 429,93 K€ (contre de 54,12 K€ en 2004/2005).

11.2 Endettement et liquidité de l'émetteur

En K€	30/06/2006	30/06/2005
Endettement financier (*)	1.303,84	801,50
Disponibilités	260,49	149,58

(*) dont concours bancaires courants respectivement de 513 K€ au 30/06/06 et de 6 K€ au 30/06/2005.

Au 30 juin 2006, l'endettement financier de la Société a augmenté de 502,34 K€. Cette évolution est due à la hausse des concours bancaires courants qui résulte de la croissance de la société et de son besoin en fonds de roulement. L'augmentation de capital d'octobre 2006, réalisée préalablement à l'introduction sur Alternext, a permis de financer entre autre l'accroissement du besoin en fonds de roulement.

11.3 Conditions d'emprunts

Se rapporter au chapitre 4.5.1 du présent document.

11.4 Restrictions éventuelles à l'utilisation des capitaux

Il n'existe aucune restriction portant sur l'utilisation de ses capitaux par la Société.

11.5 Sources de financement attendues, nécessaires pour honorer ses engagements

En raison de sa trésorerie après augmentation de capital et de sa structure financière, la Société estime être en mesure d'honorer l'intégralité de ses engagements et d'autofinancer ses futurs investissements d'exploitation.

Toutefois, la société pourra décider de financer certains investissements par emprunts si elle l'estime nécessaire.

12 RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT, BREVETS ET LICENCES

La Marque « AB FENETRES » en couleur (jaune et bleu) a été déposée le 14 novembre 2001 dans les classes 37 – 6 et 19.

13 INFORMATIONS SUR LES TENDANCES

13.1 Bilan de l'exercice 2005/2006

Se reporter aux paragraphes 10 et 7 du présent document.

13.2 Perspectives de l'exercice 2006/2007

D'un point de vue politique, la montée en régime du plan de cohésion sociale, la fiscalité de l'investissement locatif et la TVA à taux réduit continuent de dynamiser la demande. La réforme « de Robien », ainsi que la loi « Engagement national pour le logement », devraient soutenir l'activité du Groupe.

Quant à l'environnement économique, les premières informations disponibles sur 2006 sont encourageantes : l'acquis de croissance du produit intérieur brut du premier trimestre (+1.1 %) s'avère presque au même niveau que la croissance observée sur l'ensemble de 2005 (+1.2 % du produit intérieur brut).

Par ailleurs, l'indicateur résumé d'opinion des ménages s'améliore à nouveau et l'enquête sur les investissements dans l'industrie montre que les chefs d'entreprise prévoient une hausse dans ce domaine.

Concernant les taux d'intérêt à long terme, leur hausse reste très modérée, et le niveau des taux restent historiquement bas.

Par ailleurs, AB Fenêtres Groupe devrait continuer son maillage national avec la mise en place de nouvelles franchises et succursales. Cette politique devrait entraîner une hausse des revenus et de la rentabilité du Groupe.

13.3 Stratégie de développement à moyen terme

Se reporter au paragraphe 7.2 du présent document.

13.4 Eléments susceptibles d'influer les perspectives de l'émetteur

La Société n'a pas connaissance de tendances certaines ou d'évènements avérés relatifs à son activité qui soient raisonnablement susceptibles d'influer sensiblement et de manière exceptionnelle sur son chiffre d'affaires au cours du premier semestre de l'exercice 2006/2007.

14 PREVISIONS OU ESTIMATIONS DU BENEFICE

AB Fenêtres Groupe n'entend pas faire de prévisions ou d'estimations de bénéfice.

15 ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION, ET DE SURVEILLANCE ET DE DIRECTION GENERALE

15.1 Informations générales relatives aux dirigeants et administrateurs

Nom	Première nomination	Echéance du mandat	Fonction principale au sein de la société	Fonction principale en dehors de la société
Willy BERNARD	30/12/01	AG statuant sur les comptes de 2011	Président	Néant
Jonathan BERNARD	22/09/06	AG statuant sur les comptes de 2011	Directeur Régional	Néant
Olivier PICKEU	22/09/06	AG statuant sur les comptes de 2011	Administrateur	Néant
Jacques PUTZEYS	22/09/06	AG statuant sur les comptes de 2011	Administrateur	Consultant en Corporate Finance
Jean-Marie SANTANDER	22/09/06	AG statuant sur les comptes de 2011	Administrateur	Président Directeur Général du Groupe THEOLIA

Aucun membre du conseil d'administration, au cours des 5 dernières années,

- n'a fait l'objet de condamnation pour fraude,
- n'a été associé en sa qualité de dirigeant ou d'administrateur à une faillite, mise sous séquestre ou liquidation,
- n'a fait l'objet d'interdiction de gérer,
- n'a fait l'objet d'incriminations ou de sanctions publiques officielles prononcées par des autorités statutaires ou réglementaires.

M. Willy BERNARD et M. Jonathan BERNARD sont frères. Il n'existe aucun autre lien familial entre les administrateurs de la société AB Fenêtres Groupe.

15.2 Autres mandats sociaux et autres fonctions exercés

Nom	Autres mandats exercés actuellement	Mandats expirés exercés au cours des 5 derniers exercices	Autres fonctions principales exercées actuellement
Willy BERNARD	Président SASP Angers SCO	Président de la SAS IDEO	Président de la SASU WRD
Jacques PUTZEYS	Administrateur de THEOLIA Président du Conseil d'administration de THEOLIA Benelux Administrateur de H2O-Innovation- (2000)-INC Administrateur de NASEBA	Président société APS Consulting SAM (Monaco)	Consultant en Corporate Finance
Jean-Marie SANTANDER	Président Général de THEOLIA SA Gérant de la SARL Ferme Eolienne Plaine du Montoir 1 Gérant de la SARL Ferme Eolienne Plaine du Montoir 2 Gérant de la SARL Ferme Eolienne de Saint Michel Chef Chef Gérant de la SARL Ferme Eolienne de Bazoches Président Directeur Général de la SA Ventura Administrateur de Granit SA (Suisse) Administrateur de H2O-Innovation- (2000)-INC Administrateur de NASEBA	Gérant de la SCI Centrener (bureaux) Président de la SAS Colibri holding Membre du Conseil de surveillance de Somupaca	Président Général de THEOLIA SA
Jonathan BERNARD			Néant
Olivier PICKEU			Néant

15.3 Biographie des dirigeants et administrateurs

Monsieur Willy BERNARD, président directeur général

Il est le Président fondateur de AB Fenêtres Groupe. En avril 2000, M. Willy BERNARD ouvre à 21 ans la première agence AB Fenêtres au Mans. Les trois membres fondateurs étaient alors les seuls salariés. Aujourd'hui, le Groupe compte 190 salariés et réalise 11,9 millions de chiffre d'affaires.

Monsieur Jacques PUTZEYS, administrateur

Il dispose d'une grande expérience des marchés financiers. Il a créé et dirigé en qualité de Président Directeur Général la banque Fortis à New York et a été nommé Président de la banque Nagelmaeckers à Bruxelles. M. Jacques Putzeys a également été co-fondateur et dirigeant d'un marché de valeurs technologiques en Europe (EASDAQ) qu'il a intégré au NASDAQ. Il a présidé l'Autorité de contrôle du Marché belge et a réussi l'introduction en bourse de 53 sociétés. Enfin, Monsieur Putzeys a créé et dirige un réseau paneuropéen de consultants de haut niveau dédié aux entreprises innovantes et à forte croissance.

Jean-Marie SANTANDER, administrateur

Diplômé du Conservatoire National des Arts et Métiers (électro-mécanique) et titulaire de deux diplômes de troisième cycle en Finance (Ecole Supérieure des Dirigeants d'Entreprise) et de Management (Mastère MICA de l'Ecole Internationale des Affaires, Groupe Sup de Co Marseille). Il a, en même temps que ses formations d'ingénieur, de financier et de manager, occupé notamment les fonctions suivantes : inspecteur de sécurité à l'APAVE Sud-Est, manager général d'une structure de génie électronique et climatique (SMAET-Tunzini) au Maroc et enfin Directeur Général d'une structure de promotion immobilière. Monsieur Jean-Marie Santander a rejoint Théolia en 1998 comme Directeur Administratif et Financier. Il est aujourd'hui Président Directeur Général de Théolia.

Monsieur Jonathan BERNARD, administrateur

Il est Directeur Régional au sein de la société AB Fenêtres. Il a sous sa responsabilité quatre agences (Le Mans, Tours, Angers, Nantes).

Monsieur Olivier PICKEU, administrateur

Ancien sportif de haut niveau, M. Olivier PICKEU occupe des fonctions de management au sein d'une entité sportive.

15.4 Conflits d'intérêts au niveau des membres du conseil d'administration

A la connaissance de la Société, il n'existe pas de manière générale de conflit d'intérêt au niveau des organes d'administration, de direction et de contrôle et de la direction générale.

16 REMUNERATION ET AVANTAGES

16.1 Rémunération des administrateurs et dirigeants

Rémunérations versées par la Société et ses filiales aux membres des organes d'administration, de direction et de surveillance et de la direction générale au cours de l'exercice 2005/2006.

Exercice clos le 30/06/06	Rémunération totale	Partie fixe	Partie variable	Avantages en nature	Jetons de présence	Régime complémentaire retraite
Willy BERNARD	200 K €	200 K €	0	Voiture	0	0
Jonathan BERNARD	73 K €	24 K €	49 K €	Voiture	0	0
Olivier PICKEU	0	0	0	Néant	0	0
Jacques PUTZEYS	0	0	0	Néant	0	0
Jean Marie SANTANDER	0	0	0	Néant	0	0

16.2 Options de souscriptions ou d'achat d'actions consenties aux mandataires sociaux et options levées par ces derniers

Le 10 juin 2006, l'Assemblée Générale Extraordinaire d'AB Fenêtres Groupe a attribué 84.360 bons de souscription d'actions à M. Willy BERNARD (la division du capital est prise en compte). Les modalités de ces bons sont décrites au paragraphe 22-1-3 du présent document.

92.890 bons de souscription d'actions au profit de M. Willy BERNARD, ont été émis consécutivement à l'augmentation de capital préalable à l'admission sur Alternext de la Société. Les modalités de ces bons sont décrites au paragraphe 22-1-3 du présent document.

16.3 Prêts et garanties accordés ou constitués en faveur des membres des organes d'administration, de direction ou de surveillance de la Société

Néant.

16.4 Montant total des sommes provisionnées ou constatées par la Société aux fins de versement de pensions, de retraites ou d'autres avantages

A la date du présent document, la Société n'a provisionné ou constaté aucune somme aux fins du versement de pensions, retraites ou autres avantages aux membres du conseil d'administration.

17 FONCTIONNEMENT DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION

17.1 Date d'expiration des mandats des membres des organes d'administration et de contrôle

Ceci a été précisé au paragraphe 15.1.

17.2 Informations sur les contrats de service liant les membres du Conseil d'Administration à la Société ou à l'une de ses filiales et prévoyant l'octroi d'avantages

A la date d'enregistrement du présent document, il n'existe aucun contrat de services liant les membres du Conseil d'Administration à la Société ou à l'une de ses filiales et prévoyant l'octroi d'avantages à l'issue d'un tel contrat.

17.3 Gouvernement d'entreprises / Comités

En l'absence de cadre réglementaire strict et obligatoire, la société se conforme en matière de gouvernement d'entreprise aux obligations légales édictées notamment dans le cadre de la loi dite NRE.

Les principes de gouvernement d'entreprise des sociétés cotées sont issus des rapports Vienot de juillet 1995 et de juillet 1999, ainsi que du rapport Bouton de septembre 2002.

Ces rapports recommandent un certain nombre de principes de bon fonctionnement propres à améliorer la gestion et l'image des sociétés cotées auprès des investisseurs et du public.

Les principales préconisations de ces rapports sont relatives à l'établissement d'un règlement intérieur du Conseil d'Administration, à l'évaluation des travaux du Conseil d'Administration, à la nomination d'administrateurs indépendants et à la mise en place de comités qui assistent le Conseil de Surveillance (comité d'audit, comité des rémunérations, comité des comptes).

Compte tenu de sa taille et de son absence de cotation sur un marché boursier, AB Fenêtres Groupe ne suit pas ces recommandations. Cependant, à compter de son introduction sur Alternext, la Société devrait progressivement entamer une réflexion sur les dispositions envisageables en matière de gouvernement d'entreprise.

17.4 Rapport sur le contrôle interne

Non applicable.

18 SALARIES

18.1 Evolution des effectifs d'AB Fenêtres Groupe (fin d'exercice 2005/2006)

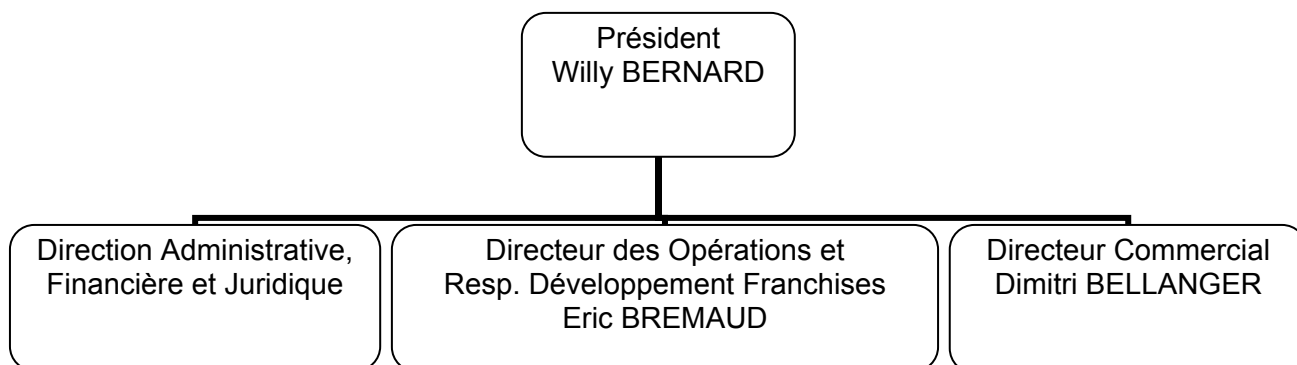
	30/06/2000	30/06/2001	30/06/2002	30/06/2003	30/06/2004	30/06/2005	30/06/2006
AB Fenêtres Groupe	0	0	1	3	4	4	4
AB Fenêtres	5	15	28	44	41	49	94
AB Pose	0	0	2	11	13	11	31
BLG Production	0	0	9	8	7	8	14
Total	5	15	40	66	65	72	143

18.2 Effectif moyen du groupe

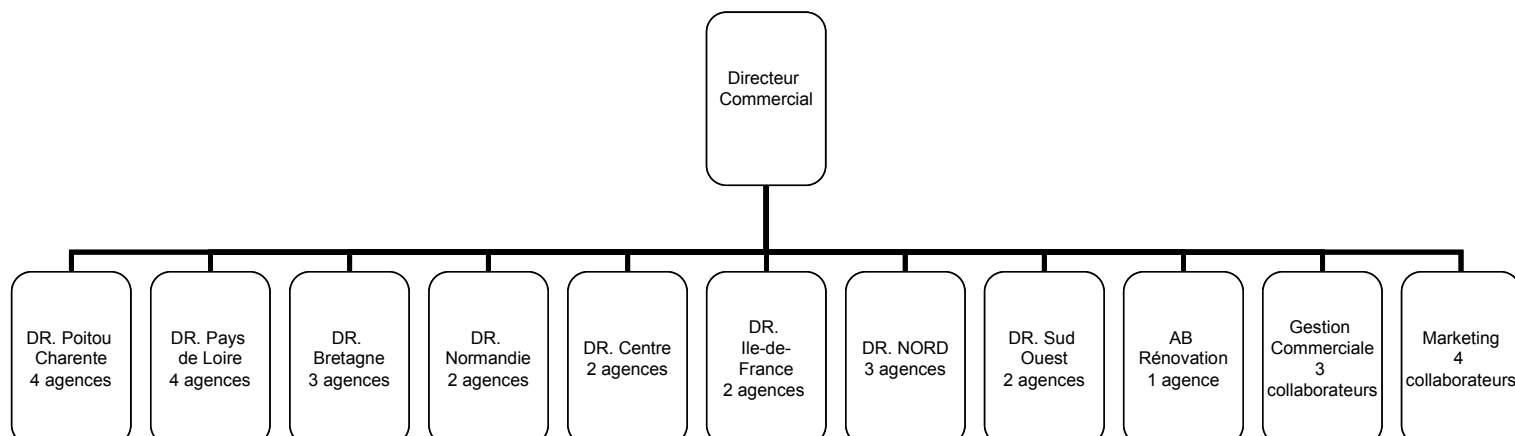
	Exercice 2005/2006
Cadres dirigeants	6
Agents de maîtrise Cadres	59
Employés – Ouvriers	46
Total	111

18.3 Organigramme fonctionnel

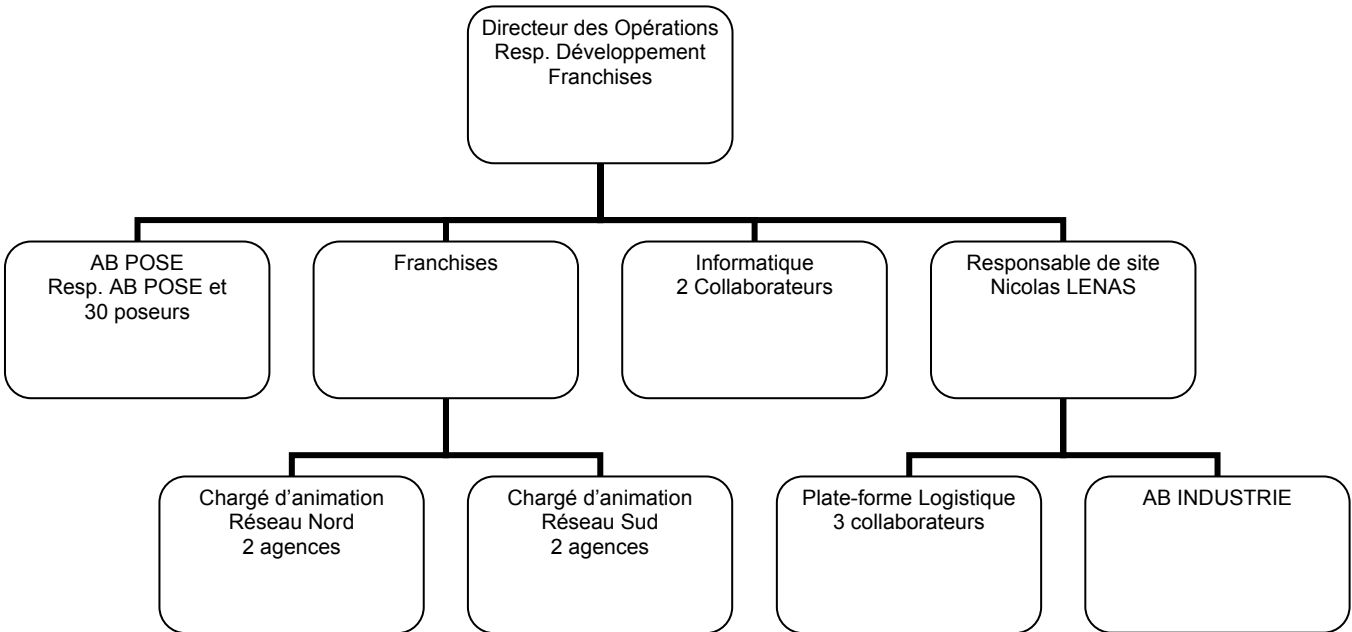
18.3.1 Présidence et Direction



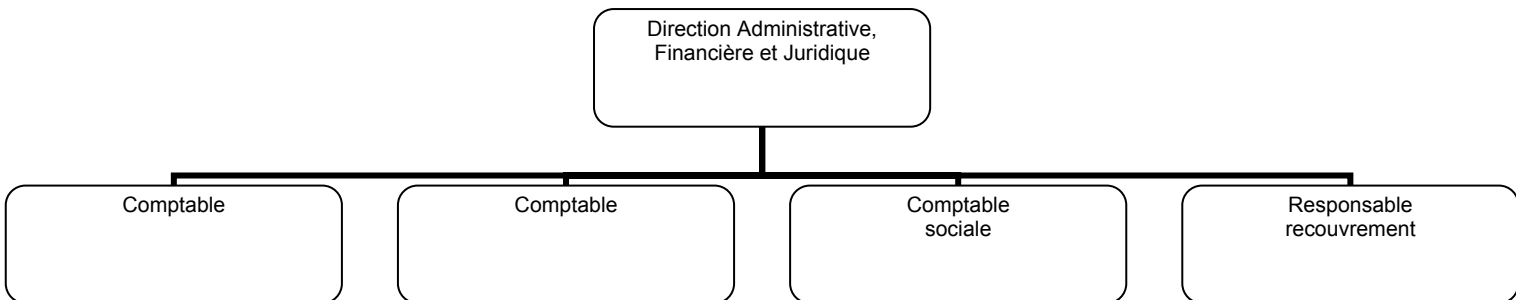
18.3.2 Direction Commerciale



18.3.3 Direction des Opérations



18.3.4 Direction Administrative Financière et Juridique



18.4 Participations, stocks options, bons de souscription d'actions, obligations convertibles des administrateurs et dirigeants

Le 10 juin 2006, l'Assemblée Générale Extraordinaire d'AB Fenêtres Groupe a attribué 84.360 bons de souscription d'actions à M. Willy BERNARD (la division du capital est prise en compte). Les modalités de ces bons sont décrites au paragraphe 22-1-3 du présent document.

92.890 bons de souscription d'actions au profit de M. Willy BERNARD, ont été émis consécutivement à l'augmentation de capital préalable à l'admission sur Alternext de la Société. Les modalités de ces bons sont décrites au paragraphe 22-1-3 du présent document.

18.5 Participation des salariés dans le capital de la Société

18.5.1 Actions détenues par les salariés

Néant.

18.5.2 Bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise (BSPCE)

Néant.

18.5.3 Stock Options

Néant.

18.5.4 Bons de souscription d'actions

Les neuvième et dixième résolutions de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 06 octobre 2006 a autorisé le Conseil d'Administration de la Société à émettre des BSA :

NEUVIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport du Président, et du rapport spécial du Commissaire aux comptes, constatant que le capital social est intégralement libéré, autorise le Conseil d'Administration à procéder, lorsqu'il le jugera opportun, à l'émission de Bons de souscription d'actions pour un montant maximum de 7.000 €, conformément aux dispositions de l'article L 228-95 du Code de Commerce.

Cette autorisation, conférée pour une durée de 26 mois, soit jusqu'au 5 décembre 2008 inclus, comporte au profit des souscripteurs, renonciation expresse des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions qui seront émises lors de l'exercice des droits de souscription attachés aux bons émis.

DIXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale autorise en conséquence le conseil d'administration, afin de permettre aux souscripteurs des bons émis d'exercer leur droit de souscription, à procéder à une ou plusieurs augmentations de capital social pour un montant maximum de 7.000 €

18.6 Actions gratuites et contrats d'intéressement et de participation

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Administration du 18 octobre 2006 à l'unanimité, et par application du programme d'augmentation de capital dûment approuvé par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 10 juin 2006, décide d'attribuer gratuitement à Monsieur Willy BERNARD 30.963 actions, à émettre, conformément aux dispositions de l'article L 225-197-1, I du Code de commerce.

19 PRINCIPAUX ACTIONNAIRES

19.1 Répartition du capital

Répartition du capital (avant augmentation de capital)

Actionnaires	Nombre de titres	% de détention	Nombre de droits de vote	% de droits de vote
SASU WRD (*)	420 800	59,84%	420 800	59,84%
Willy BERNARD	93 040	13,23%	93 040	13,23%
<i>Sous total WB</i>	513 840	73,08%	513 840	73,08%
Autres Investisseurs	189 320	26,92%	189 320	26,92%
Total	703 160	100,00%	703 160	173,08%

(*) La société SASU WRD est détenue à 100 % par Willy BERNARD

Répartition du capital (après augmentation de capital)

Actionnaires	Nombre de titres	% de détention	Nombre de droits de vote	% de droit de vote
SASU WRD (*)	420 800	31,82%	420 800	31,82%
M. Willy BERNARD	93 040	7,04%	93 040	7,04%
<i>Sous total WB</i>	513 840	38,86%	513 840	38,86%
Investisseurs qualifiés	808 587	61,14%	808 587	61,14%
Total	1 322 427	100,00%	1 322 427	100,00%

(*) La société SASU WRD est détenue à 100 % par M. Willy BERNARD

Mouvements intervenus sur le capital au cours des trois derniers exercices :

Entrée d'un investisseur le 18 juillet 2003, la société SODERO PARTICIPATIONS, sous forme d'augmentation de capital : souscription de 1.154 actions privilégiées (actions « P ») donnant droit à un dividende prioritaire unitaire de 6,5 € à compter de l'AGO appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 30 septembre 2004.

Emission d'Obligations Convertibles en Actions (O.C.A.) pour 250.126 €, soit 746 obligations convertibles à tout moment. Cet emprunt obligataire court jusqu'au 18 juillet 2010 (AGE du 18 juillet 2003). Les modalités de ces obligations convertibles sont décrites au chapitre 22.1.3.2 du présent document.

Entrée dans le capital de Monsieur Jean-Paul CHERRIER par l'achat de 1.417 actions de la Société auprès de Monsieur W. BERNARD, selon ordre de mouvement du 6 février 2003, dûment enregistré à la recette des impôts.

Il a acquis par la suite en novembre 2003, 53 autres actions.

Monsieur BERNARD a également cédé à Monsieur Nicolas LENAS, 173 actions de la société.

Le 22 septembre 2005, Monsieur CHERRIER a cédé l'intégralité de ses parts à BELLWEATHER FUND.

Monsieur LENAS a cédé à Monsieur BERNARD les 2.321 actions qu'il détenait selon acte sous seing privé signé en mai 2006. Le droit d'agrément a bien été purgé par l'AGM du 31 mars 2006 et le droit de préemption doit être prochainement régularisé.

Lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 10 juin 2006, le capital social a été augmenté d'une somme de 84.360 € (600 000€ prime d'émission incluse) par apport en numéraire fait par la société AEK, et rémunéré au moyen de la création de 2.109 actions nouvelles ordinaires (« actions O »), d'une valeur nominale de 40 € chacune, émises au prix de 284,49 € soit avec une prime d'émission de 244,49 €.

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 26 septembre 2006 a décidé de réduire le nominal de chaque action de 40 € à 1 €. En conséquence, il a été procédé à l'échange des 17.579 actions de 40 € par 703.160 actions de 1 € de nominal, chaque action ancienne donnant droit à 40 actions nouvelles.

Le 26 septembre 2006, la société AEK a procédé au rachat, de 46.160 titres et de 29.840 obligations convertibles appartenant à la SODERO. Les modalités de ce rachat sont :

- Nominal :	250.126,34€ (soit 8,38 par obligation)
- Intérêts de l'échéance :	12.506,00€
- Prime de non conversion :	29.203,00€
- Total :	291.835,83 € (soit 9,78 par obligation)

Le 18 octobre 2006, le capital social a été augmenté d'une somme de 619.267 € (5.288.540,18 € prime d'émission incluse) par apport en numéraire fait par des investisseurs qualifiés, et rémunéré au moyen de la création de 619.267 actions nouvelles, d'une valeur nominale de 1 € chacune, émises au prix de 8,54 € soit avec une prime d'émission de 7,54 €.

Le 18 octobre 2006, suite à l'augmentation de capital, 30.963 actions gratuites ont été attribuées à Monsieur Willy BERNARD.

La société SPECTRA PARTICIPATIONS SA. a apporté un compte courant d'associé de 500.000€. L'Assemblée Générale du 08 novembre 2006, proposera l'incorporation de ce compte courant en capital au prix unitaire de 7,11225€.

Droits de vote double

Article 25 – Quorum – Vote – Nombre de voix

Article 25.2 des statuts du 06 Octobre 2006 :

« Tout titulaire d'actions entièrement libérées, qui justifie d'une inscription nominative à son nom depuis 2 ans au moins, bénéficie d'un droit de vote double pour chacune de ses actions remplissant ces conditions. En outre, en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, le droit de vote double sera attribué, dès leur émission, aux actions nominatives attribuées gratuitement à un actionnaire en raison d'actions anciennes, pour lesquelles il bénéficie de ce droit.

Toute action convertie au porteur ou transférée en propriété perd le droit de vote double. Néanmoins, le transfert par suite de succession, de liquidation de communauté de biens entre époux ou de donation entre vifs au profit d'un conjoint ou d'un parent au degré successible ne fait pas perdre le droit acquis et n'interrompt pas le délai de 2 ans prévu au présent article. »

19.2 Pacte d'actionnaires

Néant.

19.3 Contrôle de la Société

A la date du présent document, et sur la base de l'augmentation de capital de 5,3 M€ et après exercice de l'ensemble des bons de souscriptions d'actions détenus par AEK et M. Willy BERNARD, aucune personne morale ou physique ne détient le contrôle de la Société.

19.4 Accords susceptibles d'entraîner un changement de contrôle

A la connaissance de la Société, il n'existe pas à ce jour d'accord susceptible d'entraîner un changement de contrôle du Groupe.

20 OPERATIONS AVEC DES APPARENTES

20.1 Les conventions intra-groupe formalisées par des écrits sont :

- Convention d'assistance et de prestations entre AB Fenêtres Groupe et AB Pose pour la fourniture à AB Pose de conseils et d'assistance dans les domaines de la gestion administrative, financière commerciale et comptable :
 - Rémunération : 10 % des refacturations effectuées,
 - Durée : 1 an renouvelable,
 - Date : 26 décembre 2001.
- Accord commercial entre AB Industrie et AB Fenêtres, signé le 1^{er} juillet 2003 pour une durée d'un an, renouvelable. Un avenant a renouvelé pour la période 1^{er} juillet 2004 au 30 juin 2005.

Cet accord définit les conditions de collaboration entre les 2 sociétés, la société AB Industrie étant référencée comme fournisseur partenaire et prenant en charge le référencement des produits définis audit contrat.

20.2 Les conventions intra-groupe non formalisées s'agissant de relations commerciales normales, sont :

- AB Fenêtres refacture à la société AB Pose ainsi qu'à la société AB Industrie, des factures de marchandises et de matériels les concernant spécifiquement.
- AB Pose facture à AB Fenêtres en sous-traitance de la pose de menuiseries. Pour la période juillet 2005 à février 2006, la facturation s'est élevée à 641.000 €.
- AB Pose facture à AB Industrie des prestations de pose pour 8.086 €.
- AB Industrie facture à AB Fenêtres, des ventes de marchandises.
- Accord commercial entre AB Industrie et AB Fenêtres, signé le 1^{er} juillet 2003 pour une durée d'un an, renouvelable. Cet accord définit les conditions de collaboration entre les 2 sociétés, la société AB Industrie étant référencée comme fournisseur partenaire et prenant en charge le référencement des produits définis audit contrat.
- AB Fenêtres Groupe refacture des frais administratifs (téléphone, quote part de loyer...) à AB Pose (1.731,81 € TTC par mois), AB Industrie (7.488,16 € TTC par mois), AB Fenêtres (33.514 € TTC) et WRD (3.157,44 TTC par mois)

Le rapport spécial des Commissaires aux Comptes portant sur l'exercice social clos au 30 septembre 2005 se trouve eu chapitre 21.1.2 du présent document.

La Société a pris l'engagement vis-à-vis d'Euronext, de formaliser l'ensemble des conventions intra-groupe non formalisées avant le 31 décembre 2006.

21 INFORMATIONS FINANCIERES CONCERNANT LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS DE L'EMETTEUR

21.1 Comptes consolidés intermédiaires au 30 juin 2006

Compte rendu de travaux sur les comptes consolidés intermédiaires du Groupe SAS AB FENETRES GROUPE

Nous avons procédé à l'examen limité des comptes consolidés intermédiaires au 30 juin 2006 du groupe SAS AB FENETRES GROUPE, 33 AVENUE DU MAINE, 75 755 PARIS Cedex 15.

Ces comptes consolidés intermédiaires au 30 juin 2006 (29 pages) ont été établis en conformité avec les dispositions du CRC 99-02. Ils sont caractérisés par les chiffres clés suivants :

- Chiffre d'affaires net
- Total actif
- Total capitaux propres
- Résultat groupe

A notre avis, ces comptes consolidés intermédiaires ont été, sur tous leurs aspects significatifs, correctement établis pour donner les informations requises par le Groupe SAS AB FENETRES GROUPE en conformité avec ses principes comptables.

Néanmoins, il convient d'attirer l'attention du lecteur des comptes consolidés intermédiaires sur les points suivants :

- La page 4 de la plaquette « *diligences mises en œuvre* » rappelle que les comptes consolidés au 30 juin 2005 établis par le cabinet SOGEC MAINE n'ont pas été audités (la SAS AB FENETRES GROUPE n'ayant pas d'obligation légale d'établir des comptes consolidés). De même et toujours à la date du 30 juin 2005, des principes comptables n'ont pas été appliqués par dérogation. Il s'agit en l'espèce de :
 - Retraitement de crédit bail
 - Imposition différée
 - Réévaluation des immobilisations
- S'agissant des fonds de commerce, l'évaluation d'origine ainsi que leur valorisation au 30 juin 2006 et leur consistance n'ont pu être vérifiées.
- Le paragraphe 8.3.4 à la page 12 de la plaquette rappelle que les contrats de location financement ne sont pas retraités.

Sur la base de notre compte rendu de travaux, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause, au regard des règles et principes comptables français, la régularité et la sincérité des comptes consolidés intermédiaires couvrant la période du 1^{er} juillet 2005 au 30 juin 2006 et l'image fidèle qu'ils donnent du résultat des opérations de la période écoulée ainsi que de la situation financière et du patrimoine du groupe à la fin de cette période.

Fait au Mans, le 5 octobre 2006

JACQUES FREY

Commissaire aux comptes

1 Diligences mise en oeuvre

Conformément à nos accords, nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons contractuellement définies :

L'objet principal de notre mission est d'établir les états financiers consolidés. Notre intervention porte sur l'établissement des comptes individuels de l'ensemble des sociétés du groupe.

Il est précisé que ces comptes font l'objet d'une mission normalisée de présentation.

Ils comportent 29 pages et se caractérisent par les données suivantes :

Total du Bilan	7 495 K€
Chiffre d'affaires	11 936 K€
Résultat net	430 K€

Les valeurs portées en colonnes « Exercice 2005 » proviennent des comptes consolidés établis par le cabinet SOGEC MAINE. Elles ont été reportées dans la plaquette en l'état et n'ont pas fait l'objet d'un audit de notre part.

Les écarts d'acquisition et le fonds de commerce indiqués dans les états financiers 2006 sont les valeurs existantes au 30 juin 2005. Leur évaluation d'origine n'a pu être vérifiée par KPMG. Il en est de même pour leur valorisation au 30 juin 2006. En fonction de la connaissance de la consistance du fonds de commerce, un reclassement et/ou un amortissement pourrait être nécessaire à l'avenir.

2 Bilan consolidé (en €)

Actif	Note n°	Exercice 2006	Exercice 2005
Actif immobilisé :		552 130	566 525
Ecart d'acquisition	10.1	183 976	305 428
Immobilisations incorporelles	10.1	68 193	67 623
Immobilisations corporelles	10.2	210 836	134 526
Immobilisations financières	10.3	89 125	58 948
Titres mis en équivalence			
Actif circulant :		6 942 648	2 317 740
Stocks et en-cours	10.4	494 805	177 023
Clients et comptes rattachés	10.5 -	5 624 046	1 765 966
Autres créances et comptes de régularisation	10.7	563 305	225 171
Valeurs mobilières de placement			
Disponibilités		260 492	149 580
Total de l'actif		7 494 778	2 884 265

Passif	Note n°	Exercice 2006	Exercice 2005
Capitaux propres totaux :	5	1 476 665	495 971
Capitaux propres (part du groupe) :	5	1 447 657	477 059
Capital	5	703 160	618 800
Primes d'émission	5	671 812	206 416
Réserves sociales	5	(17 244)	5 999
Réserves consolidées	5	(340 003)	(408 279)
Report à nouveau consolidé	5		
Résultat consolidé	5	429 932	54 123
Autres			
Intérêts minoritaires	5	29 008	18 912
Autres fonds propres			
Provisions pour risques et charges		81 000	14 500
Provisions pour risques et charges	10.9	81 000	14 500
Ecart acquisition négatif	10.10		
Dettes :		5 937 113	2 373 794
Emprunts et dettes financières	10.11	1 303 836	801 503
Fournisseurs et comptes rattachés	10.12	1 958 648	881 179
Autres dettes et comptes de régularisation	10.12	2 674 629	691 112
Total du passif		7 494 778	2 884 265

3 Compte de résultat consolidé (en €)

Montants en K€	Note n°	Exercice 2006	Exercice 2005
Chiffre d'affaires		11 936 479	6 263 541
Autres produits d'exploitation	10.14	67 794	57 195
Achats consommés		(2 514 756)	(1 633 552)
Autres achats et charges externes	10.15	(3 024 858)	(1 418 749)
Charges de personnel	10.20	(5 015 839)	(2 803 561)
Autres charges d'exploitation		(51 826)	(2 007)
Impôts et taxes		(143 983)	(96 290)
Dotations aux amortissements et aux provisions	10.16	(213 479)	(96 281)
Résultat d'exploitation		1 039 532	270 296
Charges et produits financiers	10.17	(35 600)	(38 060)
Résultat courant des entreprises intégrées		1 003 932	232 236
Charges et produits exceptionnels	10.18	(128 460)	(34 429)
Impôts sur les résultats	10.19	(316 875)	(19 374)
Résultat net des entreprises intégrées		558 597	178 433
Quote-part dans les résultats des entreprises mises en équivalence			
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition	10.1	(121 452)	(121 452)
Résultat net de l'ensemble consolidé		437 145	56 981
Intérêts minoritaires		7 213	2 858
Résultat net (part du groupe)		429 932	54 123
Résultat par action		24.46 €	3.50 €
Résultat dilué par action		19.35 €	2.75 €

4 Tableau des flux de trésorerie (en k €)

Exercice 2006	
FLUX DE TRESORERIE LIES A L'ACTIVITE	
Résultat net des sociétés intégrées	437
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :	
- Amortissements et provisions	251
- Variation des impôts différés	-35
- Plus-values de cession, nettes d'impôt	
- Autres	
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées	653
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	
Variation des frais financiers	5
Variation des stocks	-318
Variation des créances liées à l'activité	-3 942
Variation des dettes liées à l'activité	2 939
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	-1 316
Flux net de trésorerie généré par l'activité	-662
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT	
Acquisition d'immobilisations	-184
Cession d'immobilisations, nettes d'impôt	13
Incidence des variations de périmètre	
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-171
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT	
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	
Augmentations de capital en numéraire	550
Emissions d'emprunts	250
Remboursements d'emprunts	-204
Autres	
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	596
Variation de trésorerie	-237
Trésorerie d'ouverture	(15)
Trésorerie de clôture	(252)
Incidence des variations de cours des devises	

5 Variation des capitaux propres - part du groupe et intérêts minoritaires (en K€)

Montants en K€					Autres					Total des capitaux propres - part du groupe	Intérêts minoritaires
Situation à la clôture	Capital	Primes	Réserves consolidées	Résultat de l'exercice	Ecarts de conversion	Ecarts de réévaluation	Titres de l'entreprise consolidante	Autres variations	Total Autres		
Exercice 30/06/2005	619	206	(402)	54						477	19
Affectation du résultat 2005			54	(54)							7
Résultat de l'exercice 2006				430						430	
Distributions effectuées par l'entreprise consolidante											
Acquisition ou cession de titres d'autocontrôle											
Incidence des réévaluations											
Variation des écarts de conversion											3
Changements de méthodes comptables											
Imputation de l'écart d'acquisition sur les capitaux propres											
Frais imputés sur primes d'émission		(50)									
Augmentation de capital	84	516									
Autres mouvements								(9)	(9)	(9)	
Exercice 30/06/2006	703	672	(348)	430				(9)	(9)	1 448	29

6 Faits majeurs de l'exercice

Augmentation de capital

La société mère Willy Bernard Finance (WBF) a procédé à une augmentation de capital au cours de l'exercice pour 84 k€ en nominal. La prime d'émission s'élève à 516 k€.

Les frais relatifs à l'opération (50 k€) ont été imputés sur la prime d'émission et viennent donc diminuer les capitaux propres.

Changements de méthode

A compter de l'exercice 2005, il est fait application des règlements CRC 2004-06 du 23/12/2004 relatif à la définition, comptabilisation et évaluation des actifs et CRC 2002-10 du 12/12/2002 relatif à l'amortissement et à la dépréciation des actifs.

L'application de ces règlements n'a pas d'incidence sur les comptes sociaux et sur les comptes consolidés de l'exercice.

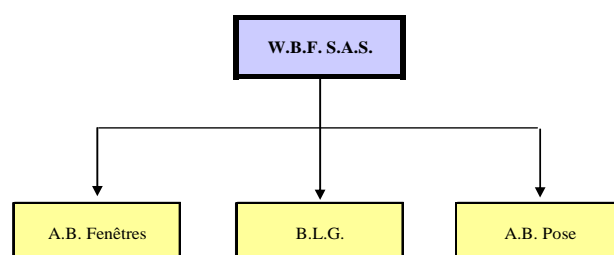
7 Activités et organigramme du groupe

Activité(s)

Le Groupe WBF a pour secteur d'activité principal la fabrication, la vente et la pose de fenêtres. Le découpage de l'activité s'effectue comme suit :

- BLG Production a pour objet la fabrication de fenêtres
- AB Fenêtres se charge de la commercialisation des produits
- AB Pose est spécialisée dans la pose des fenêtres

Organigramme au 30 juin 2006



Depuis une AGE du 26 septembre 2006, la SAS WBF a changé de dénomination sociale au profit de « AB FENETRES Groupe ».

Liste des sociétés consolidées

Les sociétés incluses dans le périmètre de consolidation sont présentées ci-dessous :

Société et forme juridique	N° Siren	Siège social	Méthode consolidation 2006	Méthode consolidation 2005	% contrôle 2006	% contrôle 2005	% intérêt 2006	% intérêt 2005
W.B.F. SAS	440 743 425	Le Mans (72)	IG	IG	Mère	Mère	100%	100%
A.B. Fenêtres	430 365 536	Le Mans (72)	IG	IG	99.80%	99.80%	99.80%	99.80%
B.L.G.	440 005 791	Le Mans (72)	IG	IG	99.88%	99.88%	99.88%	99.88%
A.B. Pose	440 695 740	Le Mans (72)	IG	IG	50.00%	50.00%	50.00%	50.00%

Méthode de Consolidation

IG : Intégration globale

MEE : Mise en équivalence

8 Référentiel comptable, modalités de consolidation, méthodes et règles d'évaluation

8.1 Référentiel comptable

Les comptes consolidés du Groupe WBF sont établis conformément aux règles et principes comptables en vigueur en France. Les dispositions du règlement n° 99.02 du Comité de Réglementation Comptable, homologué le 22 juin 1999, sont appliquées depuis le 1^{er} janvier 2000.

8.2 Modalités de consolidation

8.2.1 Méthodes de consolidation

La consolidation est réalisée à partir des comptes arrêtés au 30/06/2006. Toutes les participations significatives dans lesquelles le Groupe WBF assure le contrôle exclusif, directement ou indirectement, sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale.

Les sociétés dans lesquelles le contrôle conjoint est exercé sont consolidées selon la méthode de l'intégration proportionnelle.

Celles dans lesquelles WBF exerce une influence notable et détient directement ou indirectement plus de 20 % du capital sont mises en équivalence.

Toutes les transactions importantes entre les sociétés consolidées sont éliminées.

L'intégration globale consiste à :

- Intégrer dans les comptes de l'entreprise consolidante les éléments des comptes des entreprises consolidées, après retraitements éventuels ;
- Répartir les capitaux propres et le résultat entre les intérêts de l'entreprise consolidante et les intérêts des autres actionnaires ou associés dits "intérêts minoritaires" ;
- Éliminer les opérations en comptes entre l'entreprise intégrée globalement et les autres entreprises consolidées.

L'intégration proportionnelle consiste à :

- Intégrer dans les comptes de l'entreprise consolidante la fraction représentative de ses intérêts dans les comptes de l'entreprise consolidée, après retraitements éventuels ; aucun intérêt minoritaire n'est donc constaté ;
- Éliminer les opérations et comptes entre l'entreprise intégrée proportionnellement et les autres entreprises consolidées à hauteur du pourcentage d'intégration de l'entreprise intégrée proportionnellement.

La mise en équivalence consiste à :

- Substituer à la valeur comptable des titres détenus, la quote-part des capitaux propres, y compris le résultat de l'exercice déterminé d'après les règles de consolidation ;
- Éliminer les profits internes intégrés entre l'entreprise mise en équivalence et les autres entreprises consolidées à hauteur du pourcentage de participation dans l'entreprise mise en équivalence.

8.2.2 Élimination des opérations intra-groupe

Conformément à la réglementation, les transactions entre les sociétés intégrées ainsi que les résultats internes entre ces sociétés ont été éliminés dans les comptes consolidés.

8.2.3 Écarts d'acquisition

Conformément aux dispositions réglementaires, les écarts d'acquisition représentent la différence entre :

- Le coût d'acquisition des titres de participation ;
- La quote-part de l'entreprise acquéreuse dans l'évaluation totale des actifs et passifs identifiés à la date d'acquisition et inscrits à leur juste valeur.

Les écarts d'acquisition positifs sont inscrits à l'actif immobilisé et sont amortis sur une durée reflétant, aussi raisonnablement que possible, les hypothèses retenues et les objectifs fixés lors des acquisitions (durée retenue : 5 ans).

Les écarts d'acquisition négatifs sont inscrits en provisions pour risques et charges et font l'objet de reprises sur une durée évaluée de la même manière que l'écart d'acquisition positif.

8.2.4 Dates de clôture des exercices des sociétés consolidées

Les sociétés sont consolidées sur la base de leur bilan arrêté au 30 juin 2006, d'une durée de 12 mois, à l'exception de la société mère, qui clôture ses comptes le 30 septembre. Une situation intercalaire a donc été réalisée ; celle-ci porte sur 9 mois entre le 30 septembre 2005 et le 30 juin 2006.

8.3 Méthodes et règles d'évaluation

Les principes et méthodes appliqués par le groupe WBF sont les suivants :

8.3.1 Application des méthodes préférentielles

L'application des méthodes préférentielles du règlement CRC 99-02 est la suivante :

Application des méthodes préférentielles	OUI NON N/A	Note
Comptabilisation des contrats de location-financement	NON	8.3.4
Provisionnement des prestations de retraites et assimilés	NON	8.3.11
Etalement des frais d'émission et primes de remboursement des emprunts obligataires sur la durée de vie de l'emprunt	NON	
Comptabilisation en résultat des écarts de conversion actif/passif	N.A.	
Comptabilisation à l'avancement des opérations partiellement achevées à la clôture de l'exercice	OUI	

8.3.2 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur valeur d'acquisition ou de production.

8.3.2.1 Frais de recherche et développement

Ils sont passés en charges.

8.3.2.2 Durées d'amortissement des immobilisations incorporelles

Les méthodes et durées d'amortissement retenues sont les suivantes :

Immobilisations incorporelles	Méthode	Durée
Logiciels	Linéaire	1 an

8.3.3 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles figurent au bilan à leur coût d'acquisition ou de production, abstraction faite de toutes charges financières. L'amortissement est calculé en fonction de la durée réelle d'utilisation estimée des différentes catégories d'immobilisations, en conformité avec le règlement CRC 2002-10 concernant la réforme des actifs.

Les principales durées d'utilisations retenues suite à la réforme des actifs sont les suivantes :

Immobilisations corporelles	Méthode	Durée
Matériel et outillage	durée d'usage	3 à 5 ans
Installations générales	durée réelle	4 à 10 ans
Matériel de transport	durée réelle	3 à 7 ans
Matériel de bureau	durée réelle	3 à 5 ans
Mobilier de bureau	durée réelle	3 à 5 ans

8.3.4 Contrats de location-financement

Les contrats de location financement ne sont pas retraités.

8.3.5 Immobilisations financières

Ce poste est constitué de dépôts et cautionnements versés, n'ayant pas lieu d'être dépréciés.

8.3.6 Stocks et travaux en-cours

Les stocks de matériel, matières consommables sont évalués selon la méthode FIFO.

Les travaux en-cours sont comptabilisés selon la méthode de l'avancement.

Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant les consommations et l'ensemble des charges directes. Ces coûts sont majorés d'une quote-part d'autres frais indirects de production.

Une provision pour dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur d'inventaire des stocks devient inférieure à leur coût d'acquisition.

8.3.7 Créances et dettes

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale.

Une provision pour dépréciation des créances est pratiquée nominativement lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

8.3.8 Trésorerie et valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont évaluées à leur coût d'achat ou de souscription, hors frais accessoires.

Une provision pour dépréciation est constituée lorsque le cours de bourse ou la valeur probable de réalisation sont inférieurs à la valeur d'achat.

8.3.9 Impôts sur les bénéfices

Conformément aux prescriptions du CRC n°99-02, le groupe comptabilise, des impôts différés en cas :

- de différences temporaires entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et passifs au bilan consolidé ;
- de crédits d'impôts et de reports déficitaires.

Les impôts différés sont calculés selon la méthode du report variable, en appliquant le dernier taux d'impôt en vigueur pour chaque société.

En application du règlement CRC n°99.02, les montants d'impositions différées actives et passives sont compensés pour une même entité fiscale. A ce titre, un périmètre d'intégration fiscale est en vigueur dans le groupe.

Les actifs d'impôts différés ne sont pris en compte que :

- si leur récupération ne dépend pas des résultats futurs
- ou si leur récupération est probable par suite de l'existence d'un bénéfice imposable attendu dans un futur proche.

8.3.10 Provisions pour risques et charges

Compte tenu de l'activité du groupe, les provisions constatées ont pour objet de couvrir des risques ou litiges à caractère ponctuel ou latent. Ces éléments sont principalement relatifs à des litiges ponctuels.

Parmi ces provisions, on constate des éléments à caractère récurrent, tels que des garanties données aux clients.

8.3.11 Engagements de retraite et prestations assimilés

Le montant des droits, qui seraient acquis par les salariés pour le calcul des indemnités de départ à la retraite, est généralement déterminé en fonction de leur ancienneté et en tenant compte de la probabilité de présence dans l'entreprise à l'âge de la retraite.

- Pour la population « cadres », l'ensemble de ces coûts fait l'objet d'une mention dans l'annexe mais n'est pas comptabilisé dans les comptes sociaux. Ces montants sont jugés non significatifs et ne font pas l'objet de retraitement dans les comptes consolidés.
- Pour la population « ouvriers », l'engagement futur des indemnités de départ en retraite est externalisé auprès d'un organisme de prévoyance.

8.3.12 Distinction entre résultat exceptionnel et résultat courant

Le résultat courant est celui provenant des activités dans lesquelles l'entreprise est engagée dans le cadre de ses affaires ainsi que les activités annexes qu'elle assume à titre accessoire ou dans le prolongement de ses activités normales.

Le résultat exceptionnel résulte des événements ou opérations inhabituels distincts de l'activité et qui ne sont pas censés se reproduire de manière fréquente et régulière.

8.3.13 Résultats par action

Le résultat par action correspond au résultat net consolidé – part du groupe – se rapportant au nombre moyen pondéré d'actions de la société mère, en circulation au cours de l'exercice (à

l'exclusion des actions propres déduites des capitaux propres).

Le résultat dilué par action tient compte des instruments dilutifs suivants :

- Emission d'obligations convertibles en actions soit 746 obligations convertibles à tout moment. Cet emprunt obligataire court jusqu'au 18 juillet 2010.
- Emission de 4 218 bons de souscription d'actions, chaque BSA donnant droit de souscrire une action. Tous les BSA devront être exercés dans un délai de 5 ans et au plus tard le 9 juin 2010.

9 Comparabilité des comptes

9.1 Modalités d'établissement des comptes consolidés

Le cabinet SOGEC MAINE mentionne dans l'annexe des comptes du 30 juin 2005, la non application par dérogation des principes suivants :

- Retraitement du crédit bail
- Imposition différée
- Réévaluation des immobilisations

Les états financiers ont faits l'objet d'un retraitement de l'imposition différée à l'ouverture de la l'exercice et au titre de la période.

Les comptes consolidés peuvent ne pas être strictement comparables en raison de l'intégration de la société WBF sur 9 mois en 2006 (confère note 8.2.4). Les impacts sont toutefois non significatifs à l'échelle des comptes consolidés

9.2 Changements comptables

- Réforme des actifs,

La mise en œuvre de cette réforme des actifs n'a aucune conséquence sur le compte de résultat et les capitaux propres à l'ouverture de l'exercice 2005.

9.3 Variations de périmètre

Aucune variation constatée sur l'exercice.

9.4 Acquisitions ou cessions de participations post-clôture

Aucun mouvement entre la date de clôture de l'exercice et la date d'arrêté des comptes.

10 Explication des comptes du bilan et du compte de résultat et de leurs variations (en K€)

Les tableaux ci-après font partie intégrante des comptes consolidés.

10.1 Immobilisations incorporelles

	Exercice 2005	Augment.	Diminut.	Variation périmètre	Ecarts de conversion	Autres variations	Exercice 2006
Valeurs brutes							
Ecart d'acquisition (1)	607						607
Frais de recherche et développement							
Frais d'établissement	6		(6)				
Concessions, brevets, licences, logiciels	3	1					4
Fonds de commerce (2)	67						67
Autres immobilisations incorporelles							
Avances et acomptes versés							
Total	684	1	(6)				679
Amortissements							
Ecart d'acquisition (1)	(302)	(121)					(423)
Frais de recherche et développement							
Frais d'établissement	(6)		6				
Concessions, brevets, licences, logiciels	(3)	(0)					(3)
Fonds de commerce (2)							
Autres immobilisations incorporelles							
Avances et acomptes versés							
Total	(311)	(122)	6				(427)
Valeurs nettes							
Ecart d'acquisition (1)	305	(121)					184
Frais de recherche et développement							
Frais d'établissement							
Concessions, brevets, licences	0	1					1
Fonds de commerce (2)	67						67
Autres immobilisations incorporelles							
Avances et acomptes versés							
Total	373	(121)					252

(1) Les écarts d'acquisition portent sur les sociétés suivantes :

Entreprises concernées	Date d'acquisition	Valeur brute			Amortissement			
		début d'exercice	Variation	Fin exercice	Début d'exercice	Dotation	Fin exercice	Durée (année)
BLG		163		163	82	33	114	5
AB Fenêtres		444		444	220	89	309	5
Total		607		607	302	121	423	

(2) Le solde du compte "fonds de commerce" se décompose comme suit :

	Exercice 2005	Augment.	Diminut.	Variation périmètre	Ecart de conversion	Autres variations	Exercice 2006
Valeurs brutes							
BLG	67						67
Total	67						67
Amortissements							
Total							
Valeurs nettes							
BLG	67						67
Total	67						67

10.2 Immobilisations corporelles

	Exercice 2005	Augment.	Diminut.	Variation périmètre	Ecart de conversion	Autres variations	Exercice 2006
Valeurs brutes							
Terrains							
Terrains en crédit-bail							
Constructions							
Constructions en crédit-bail							
Installations techniques, mat. & out.	42	1	(2)				40
Instal, mat. & out. en crédit-bail							
Autres immobilisations corporelles	230	138	(4)				364
Autres immo. corp. en crédit-bail							
Immobilisations corporelles en cours							
Avances et acomptes							
Total	272	139	(6)				404
Amortissements							
Terrains							
Terrains en crédit-bail							
Constructions							
Constructions en crédit-bail							
Installations techniques, mat. & out.	(24)	(8)	2				(30)
Instal, mat. & out. en crédit-bail							
Autres immobilisations corporelles	(113)	(54)	4				(163)
Autres immo. corp. en crédit-bail							
Immobilisations corporelles en cours							
Avances et acomptes							
Total	(137)	(62)	6				(193)
Valeurs nettes							
Terrains							
Terrains en crédit-bail							
Constructions							
Constructions en crédit-bail							
Installations techniques, mat. & out.	18	(8)					10
Instal, mat. & out. en crédit-bail							
Autres immobilisations corporelles	117	84					201
Autres immo. corp. en crédit-bail							
Immobilisations corporelles en cours							
Avances et acomptes							
Total	135	77					211

10.3 Immobilisations financières

	Exercice 2005	Augment.	Diminut.	Variation périmètre	Ecarts de conversion	Autres variations	Exercice 2006
Valeurs brutes							
Titres de participations							
Créances rattachées à des participations							
Autres immobilisations financières	59	44	(13)				90
Titres mis en équivalence (I)							
Total	59	44	(13)				90
Provisions pour dépréciation							
Titres de participations							
Créances rattachées à des participations							
Autres immobilisations financières		(1)					(1)
Titres mis en équivalence							
Total		(1)					(1)
Valeurs nettes							
Titres de participations							
Créances rattachées à des participations							
Autres immobilisations financières	59	43	(13)				89
Titres mis en équivalence (I)							
Total	59	43	(13)				89

Le poste "Autres immobilisations financières" ne comprend pas de titres de participation, uniquement des dépôts et cautionnements.

10.4 Stocks et en-cours

Les stocks et en-cours se présentent ainsi :

	Exercice 2005	Augment.	Diminut.	Variation périmètre	Ecarts de conversion	Autres variations	Exercice 2006
Valeurs brutes							
Matières premières	77	130					207
En-cours	8		(8)				
Produits intermédiaires et finis	3	62					65
Marchandises	89	134					223
Total	177	326	(8)				495
Provisions pour dépréciation							
Matières premières							
En-cours							
Produits intermédiaires et finis							
Marchandises							
Total							
Valeurs nettes							
Matières premières	77	130					207
En-cours	8		(8)				
Produits intermédiaires et finis	3	62					65
Marchandises	89	134					223
Total	177	326	(8)				495

10.5 Ventilation des créances par échéance

Les créances se décomposent, par échéance, de la manière suivante :

<i>Valeurs brutes</i>	<i>Exercice 2005</i>	<i>Exercice 2006</i>	<i>< 1 an</i>	<i>> 1 an</i>
Avances et acomptes versés	7	189	189	
Clients et comptes rattachés	1 544	4 784	4 784	
Comptes-courants débiteurs	167	456	456	
Débiteurs divers	334	831	831	
Charges constatées d'avance	21	44	44	
Charges à répartir				
<i>Sous-total</i>	<i>2 073</i>	<i>6 304</i>	<i>6 304</i>	<i>0</i>
Impôt différé actif		38	38	
Total	2 073	6 342	6 342	0

10.6 Dépréciation de l'actif circulant

Les dépréciations de l'actif circulant se décomposent selon :

	<i>Exercice 2005</i>	<i>Dotations</i>	<i>Reprises</i>	<i>Variation périmètre</i>	<i>Ecarts de conversion</i>	<i>Autres variations</i>	<i>Exercice 2006</i>
Clients et comptes rattachés	83	86	(14)				155
Autres créances							
Total	83	86	(14)				155

10.7 Imposition différée

La prise en compte, au 30 juin 2006, d'imposition différée dans les comptes consolidés a eu, poste par poste, les incidences suivantes :

	<i>Exercice 2006</i>	<i>Exercice 2005</i>	<i>Variation</i>
Impôts différés actif	38		38
Impôts différés passif			
Impact sur les réserves consolidées			
Impact sur le résultat consolidé	38		

L'imposition différée est exclusivement issue des comptes sociaux et se répartit de la manière suivante :

- impact de l'Organic pour 6 k€
- impact de la participation des salariés pour 32 k€

10.8 Capitaux propres

Au 30 juin 2006, le capital social se compose de 17 579 actions d'une valeur nominale de 40€.

10.9 Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges se décomposent de la manière suivante :

	<i>Exercice 2005</i>	<i>Dotations</i>	<i>Reprises utilisées</i>	<i>Reprises non utilisées</i>	<i>Variation périmètre</i>	<i>Ecart de conversion</i>	<i>Autres variations</i>	<i>Exercice 2006</i>
Prov. pour garanties données aux clients		65						65
Prov. pour litiges	15	15	(13)					16
Prov. pour indemnités de départ en retraite								
Prov. pour médailles du travail								
Prov. pour impôts								
Autres prov. pour risques & charges								
Ecart d'acquisition négatifs								
Provisions impôts différés passif								
Total	15	80	(13)					81

10.10 Ecart d'acquisition négatif

Non applicable.

10.11 Emprunts et dettes financières

10.11.1 Nature et échéance des emprunts et dettes financières

Les dettes financières peuvent être ventilées par échéance de la manière suivante :

	<i>Exercice 2005</i>	<i>Exercice 2006</i>	<i>< 1 an</i>	<i>1-5 ans</i>	<i>> 5 ans</i>
Emprunts obligataires convertibles	250	250		250	
Autres emprunts obligataires					
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	546	526	223	303	
Emprunts issus de location-financement					
Dettes financières diverses		15	15		
Concours bancaires courants	6	513	513		
Total emprunts et dettes financières	802	1 304	751	553	0

10.11.2 Variation des emprunts et dettes financières

	<i>Exercice 2005</i>	<i>Augmenta- tion</i>	<i>Diminution</i>	<i>Variation périmètre</i>	<i>Autres</i>	<i>Exercice 2006</i>
Emprunts obligataires convertibles	250					250
Autres emprunts obligataires						0
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	546	250	204		(66)	526
Emprunts issus de location-financement						0
Dettes financières diverses		5			10	15
Concours bancaires courants	6	344			163	513
Total variation emprunts et dettes financières	802	600	204	0	107	1 304

10.11.3 Ventilation par principales devises

Tous les emprunts et dettes financières sont libellés en euros.

10.12 Autres passifs à court terme

Les autres passifs à court terme comprennent les éléments suivants :

	<i>Exercice 2005</i>	<i>Exercice 2006</i>	<i>< 1 an</i>	<i>1-5 ans</i>	<i>> 5 ans</i>
Fournisseurs	799	1 820	1 820		
Fournisseurs d'immobilisations			0		
Avances et acomptes reçus sur commande	82	139	139		
Dettes fiscales et sociales	616	2 394	2 394		
Ecart de conversion passif			0		
Dettes diverses	75	278	278		
Produits constatés d'avance		2	2		
Total autres passifs à court terme	1 572	4 633	4 633	0	0

10.13 Engagements hors bilan

Les engagements donnés ou reçus par le groupe se ventilent de la manière suivante :

<i>Catégorie d'engagement</i>	<i>Exercice 2006</i>
Engagements donnés	
Avals	
Cautions	151
Hypothèques	
Effets escomptés non échus	
Gages et garanties	66
Engagements reçus	
Avals	
Garanties	
Cautions	
Effets escomptés non échus	

10.14 Autres produits d'exploitation

Le montant des autres produits d'exploitation peut être détaillé de la manière suivante :

	<i>Exercice 2006</i>	<i>Exercice 2005</i>
Production stockée	54	1
Production immobilisée		
Produits sur opérations à long terme		
Subventions d'exploitation		
Reprises d'amortissements et de provisions	14	52
Transfert de charges d'exploitation		
Autres produits d'exploitation	0	5
Total des autres produits d'exploitation	68	57

10.15 Autres achats et charges externes

	<i>Exercice 2006</i>	<i>Exercice 2005</i>
Achats de sous-traitance	342	(297)
Achats non stockés, Matériel et Fournitures	299	142
Autres services extérieurs	1 209	898
Autres charges externes	1 174	676
Total des Autres achats et charges externes	3 025	1 419

10.16 Dotations aux amortissements et provisions

Le montant des dotations aux amortissements et aux provisions figurant en résultat d'exploitation peut être détaillé de la manière suivante :

	<i>Exercice 2006</i>	<i>Exercice 2005</i>
Dotations aux amortissements d'exploitation	(62)	(51)
Dotations aux provisions d'exploitation	(151)	(46)
Total dotations aux amortissements et aux provisions	(213)	(96)

10.17 Résultat financier

Le résultat financier se décompose comme suit :

	<i>Exercice 2006</i>	<i>Exercice 2005</i>
<i>Produits financiers</i>		
Reprises sur provisions et amortissements		
Produits de cessions VMP		
Autres produits de participation	20	10
Gains de change		
Autres produits financiers	0	1
Total	21	10
<i>Charges financières</i>		
Dotations aux amortissements et aux provisions	(1)	
Intérêts et charges assimilées	(55)	(48)
Pertes de change		
Total	(56)	(48)
<i>Résultat financier</i>	(36)	(38)

10.18 Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel se compose de la manière suivante :

	<i>Exercice 2006</i>	<i>Exercice 2005</i>
<i>Produits exceptionnels</i>		
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	23	12
Produits exceptionnels sur opérations en capital		
- Sur cession d'éléments d'actif incorporel		
- Sur cession d'éléments d'actif corporel		59
- Sur cession de titres consolidés		
- Sur cession d'autres éléments d'actif financier		
Autres produits exceptionnels		3
Reprises de provisions et transferts de charges	13	
Total	36	74
<i>Charges exceptionnelles</i>		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	(150)	(45)
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		
- Sur cession d'éléments d'actif incorporel		
- Sur cession d'éléments d'actif corporel		(63)
- Sur cession de titres consolidés		
- Sur cession d'autres éléments d'actif financier		
Autres charges exceptionnelles		
Dotations exceptionnelles aux amortissements et aux provisions	(15)	
Total	(165)	(108)
<i>Résultat exceptionnel</i>	(129)	(34)

10.19 Impôts sur les bénéfices

10.19.1 Analyse de l'impôt sur les sociétés

L'impôt sur les sociétés s'analyse de la façon suivante :

	<i>Exercice 2006</i>	<i>Exercice 2005</i>
Impôt exigible	(352)	(19)
Charge (produits) d'impôts différés	35	
Impôts sur les résultats	(317)	(19)

10.19.2 Preuve d'impôt

<i>Rationalisation de l'impôt</i>	<i>Exercice 2006</i>
Résultat net de l'ensemble consolidé	559
<i>Neutralisation de la QP des résultats Stés M.E.</i>	
<i>Neutralisation des dot. Amorts sur EA des Stés M.E</i>	
Résultat retraité des sociétés M.E	559
Impôts sur les résultats (1)	317
<i>Résultat net avant impôt</i>	<i>876</i>
<Impôt théorique au taux en vigueur, 33.33%> (2)	292
Différence d'impôt (1) - (2)	25

Le rapprochement entre l'impôt sur les sociétés figurant au compte de résultat et l'impôt théorique qui serait supporté sur la base du taux en vigueur en France s'analyse comme suit :

<i>Analyse de cette différence d'impôt</i>	<i>Charges</i>	<i>Produits</i>
Effets des différences permanentes entre les résultats consolidés et résultats imposables		5
Utilisation de reports déficitaires utilisés au cours de l'exercice		0
Pertes de filiales fiscalement déficitaires	35	
Taux d'impôt réduits ou majorés pour certaines catégories d'opérations	0	
Taxation des résultats des sociétés étrangères à des taux différents		0
Impôts différés non activés	(5)	
Total	30	5
Différence nette		25

10.20 Effectif moyen

L'effectif moyen employé par les entreprises intégrées globalement se décompose comme suit :

	<i>Exercice 2006</i>	<i>Exercice 2005</i>
Cadres dirigeants	6	
Agents de maîtrise Cadres	59	
Employés - Ouvriers	46	
Mis à disposition		
Total	111	72

10.21 Contrat de location financement et crédit bail

Au 30 juin 2006, les comptes consolidés intègrent une charge de K€ 109

L'engagement des sociétés du groupe, en terme de redevances et de loyers futurs, est le suivant :

- A moins d'un an : K€ 90
- A plus d'un an : K€ 57

11 Autres informations

11.1 Évènements postérieurs à la clôture

Aucun événement significatif n'est intervenu postérieurement à la clôture des comptes.

11.2 Dirigeants

11.2.1 Rémunération allouée aux membres des organes d'administration et de direction

Le montant global des rémunérations directes et indirectes allouées en 2005 aux dirigeants des sociétés du Groupe à raison de leur fonction n'est pas mentionné. Cette information aboutirait à communiquer des indications sur les montants individuels.

21.1.1 Comptes consolidés au 30 juin 2005

BILAN ACTIF

ACTIF IMMOBILISE	Montant brut	Amort./Pro	Montant net	Exercice N-1
Immobilisations incorporelles	76 387	8 764	67 623	
Ecart d'acquisition	607 261	301 833	305 428	
Immobilisations corporelles				
. Terrains				
. Constructions				
. Installations Techniques	41 622	23 864	17 758	
. Autres immobilisations	230 155	113 387	116 768	
Immobilisations financières	58 948		58 948	
TOTAL	1 014 372	447 848	566 524	

ACTIF CIRCULANT	Montant brut	Amort./Pro	Montant net	Exercice N-1
Stocks	177 023		177 023	
Avances et acomptes versés	7 459		7 459	
Clients et comptes rattachés	2 045 173	82 125	1 963 048	
Autres créances et charges constatées d'avance	20 630		20 630	
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	149 580		149 580	
Comptes de régularisation				
TOTAL	2 399 864	82 125	2 317 739	

TOTAL DE L'ACTIF	3 414 236	529 973	2 884 263	
-------------------------	------------------	----------------	------------------	--

BILAN PASSIF

CAPITAUX PROPRES	Montant	Exercice N-1
Capital	618 800	
Primes d'émissions, de fusion	206 416	
Réserves consolidées	5 999	
Report à nouveau consolidé	-408 279	
RESULTAT DE L'EXERCICE	54 122	
TOTAL	477 057	

Intérêts minoritaires	18 912	
TOTAL CAPITAUX PROPRES	495 969	
Autres fonds propres	0	

PROVISIONS		
Provisions pour risques et charges	14 500	
Provisions pour impôts différés		
Provisions écart acquisition		
TOTAL	14 500	

DETTES		
Emprunts et dettes financières	801 503	
Avances et acomptes reçus sur commandes	81 985	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	799 194	
Dettes fiscales et sociales	616 295	
Autres dettes et produits constatés d'avance	74 817	
Impôts différés		
Comptes de régularisation		
TOTAL	2 373 794	

TOTAL PASSIF	2 884 263	
---------------------	------------------	--

COMPTE DE RESULTAT DE L'EXERCICE

	EXERCICE	EXERCICE N - 1
Chiffre d'affaires net	6 263 541	
Autres produits d'exploitation	4 625	
Production stockée	950	
Reprise provision/Amortissement	51 620	
Reprise écart acquisition		
Total des produits d'exploitation	6 320 736	
Achats consommés	1 633 552	
Autres achats et charges externes	1 418 749	
Impôts et taxes	96 290	
Charges de personnel	2 803 561	
Autres charges d'exploitation	2 007	
Dotation aux amortissements et provisions	96 281	
Total des charges d'exploitation	6 050 440	
RESULTAT D'EXPLOITATION	270 295	
Produits financiers	10 269	
Charges financières	48 329	
RESULTAT FINANCIER	-38 059	
RESULTAT COURANT DES ENTREPRISES INTEGREES	232 236	

COMPTE DE RESULTAT DE L'EXERCICE (suite)

	EXERCICE	EXERCICE N - 1
Produits exceptionnels	74 339	
Charges exceptionnelles	108 769	
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-34 430	
Participation des salariés		
Impôts sur les bénéfices	19 374	
RESULTAT NET DES ENTREPRISES INTEGREES	178 432	
Quote part dans les résultats des entreprises mises en équivalence		
RESULTAT TOTAL DE L'ENSEMBLE AVANT AMORTISSEMENT DES ECARTS D'ACQUISITION	178 432	
Dotation aux amortissements de l'écart d'acquisition	121 452	
RESULTAT CONSOLIDE	56 980	
PART DES INTERETS MINORITAIRES	2 858	
RESULTAT GROUPE	54 122	

Annexe sur les comptes consolidés au 31 décembre 2005

1 Méthodes et principes de consolidation

Les comptes du Groupe AB sont consolidés dans le respect des principes comptables français.

Compte tenu du caractère non obligatoire de cette consolidation, par dérogation, il n'a pas été appliqué les principes suivants :

- retraitement du crédit bail.
- Imposition différée
- Réévaluation des immobilisations.

Méthodes de consolidation

Les méthodes de consolidation utilisées sont l'intégration globale.

- Intégration globale de droit pour les sociétés dont le groupe contrôle directement ou indirectement plus de 50 % du capital
- Intégration globale de fait pour les sociétés dont le contrôle est assuré indirectement par les dirigeants du Groupe

Sont intégrés dans les comptes de l'entreprise consolidante les éléments des comptes des entreprises consolidées, après retraitements éventuels pour assurer leur homogénéité avec les principes comptables du groupe.

Toutes les transactions significatives entre les sociétés intégrées ainsi que les résultats internes à l'ensemble consolidé sont éliminés.

Périmètre de consolidation

Les sociétés consolidées par le groupe sont les suivantes :

Nom	Siège	N° Siren	% d'intérêt	Méthode (1)
Société mère WBF sas	2 rue des Gladiateurs – LE MANS	440 743 425 00017		
Sociétés filiales :				
. AB FENETRES	2 rue des Gladiateurs – LE MANS	440 365 536 00142	99.80	IG
. BLG	2 rue des Gladiateurs – LE MANS	440 005 791 00015	99.88	IG
. AB POSE	2 rue des Gladiateurs – LE MANS	440 695 740 00017	50.00	IG

(1) IG : Integration Globale

1.3.1. Entrées dans le périmètre de consolidation

Aucune nouvelle entreprise n'est entrée dans le périmètre de consolidation au cours de l'exercice 2005.

1.3.2. Sorties du périmètre de consolidation

Aucune sortie de périmètre n'a eu lieu sur l'exercice 2005.

1.3.3. Modification du pourcentage d'intérêt sans changement de méthode de consolidation.

Aucune modification du pourcentage d'intérêt n'a eu lieu sur l'exercice 2005.

Toutes les sociétés du périmètre de consolidation clôturent leur exercice comptable le 30 juin 2005, sauf WBF. Celle-ci clôture au 30/09/05. Pour les besoins de la consolidation, il a été reconstitué un bilan se calquant sur l'exercice comptable de ses filiales.

Comparabilité des comptes

1.4.1. Etats de synthèse

Les états de synthèse ne montrent que l'exercice 2005, exercice d'application pour la première fois d'une consolidation sur le groupe AB.

2 Principes comptables et méthodes d'évaluation

Les comptes consolidés au 30 juin 2005 sont élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes de prudence, de l'indépendance des exercices et de la continuité d'exploitation.

Les méthodes d'évaluation des différents postes des états financiers sont les suivantes :

2.1 Ecarts d'acquisition

L'écart d'acquisition correspond à la différence entre le coût d'acquisition des titres et l'évaluation de la quote-part des actifs et passifs identifiés à la date d'acquisition et inscrits au bilan à leur juste valeur.

Ecarts d'acquisition positifs

Les écarts positifs sont amortis selon la méthode linéaire sur des durées déterminées au cas par cas selon les hypothèses retenues lors de l'acquisition.

2.2 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont pour l'essentiel des fonds de commerce acquis représentatifs de parts de marché. Ces actifs incorporels ont été maintenus au bilan consolidé en valeur historique.

2.3 Immobilisations corporelles

Les terrains, constructions, installations techniques et autres immobilisations corporelles sont évalués à leur coût d'acquisition ou de production.

Les amortissements sont pratiqués généralement selon les rythmes et méthodes suivants :

Installations techniques, matériel outillage industriel	Linéaire	3 à 5 ans
Autres immobilisations corporelles	Linéaire	3 à 7 ans

2.4 Stocks

Les entrées en stocks sont comptabilisées aux coûts d'acquisition.

Les stocks sont généralement évalués en utilisant le dernier prix d'achat connu.

Dans le cas des produits finis ou marchandises, une comparaison est effectuée entre la valeur nette comptable et la valeur nette de réalisation ; si nécessaire, il est constitué une provision pour dépréciation.

2.5 Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Les créances qui présentent des risques identifiés de non-recouvrement restant à la charge du groupe font l'objet de provisions pour dépréciation.

2.6 Provisions pour risques et charges

Une provision est comptabilisée lorsqu'il existe une obligation juridique ou implicite envers un tiers, résultant d'événements passés, qui provoquera probablement ou certainement une sortie de ressources et dont l'évaluation peut être effectuée avec une fiabilité suffisante.

2.7 Résultat exceptionnel

Les éléments exceptionnels sont les produits ou les charges résultant d'événements ou d'opérations clairement distincts des activités ordinaires du groupe et qui ne sont pas, en conséquence, censés se reproduire de manière fréquente ni régulière.

3 Explications des postes du bilan et de leurs variations

Ecarts d'acquisition

Détail du poste écarts d'acquisition positifs en milliers d'euros :

	Date d'acquisition	Ecarts d'acquisition			Amortissement			
		Début de période Valeur brute	Augment.	Fin de période Valeur brute	Début de période	Dotations	Fin de période	Durée
BLG		163 109		163 109	48 933	32 622	84 554	5 ans
AB FENETRES		444 152		444 152	131 448	88 830	220 278	5 ans
TOTAL		607 261		607 261	180 381	121 452	301 833	

21.2 Comptes sociaux au 30 septembre 2005

21.2.1 Rapport Général du Commissaire aux Comptes

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE STATUANT SUR LES COMPTES DE L'EXERCICE Du 1^{er} OCTOBRE 2004 au 30 SEPTEMBRE 2005

Messieurs les Associés,

En exécution de la mission qui m'a été confiée par l'Assemblée Générale des actionnaires du 30 juin 2003, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 30 septembre 2005, sur :

- . le contrôle des comptes annuels de la société WILLY BERNARD FINANCES, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- . la justification de nos appréciations,
- . les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre président. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation, d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II. Justification de nos appréciations

En application des dispositions de l'article L. 225-235, 1^o alinéa 1 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, introduite par la loi de sécurité financière du 1er Août 2003, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- ✓ Les filiales SARL BLG et AB POSE présentent au 30 juin 2005 une situation nette positive. La filiale SARL AB FENETRES affiche une situation nette négative. Les comptes au 30 juin 2005 de la SARL AB FENETRES ont été certifiés par un commissaire aux comptes. Les résultats enregistrés au 30 juin 2005 demeurent

insuffisants pour que la quote-part de situation nette de chaque société soit au moins égale à la valorisation des titres figurant à l'actif de la SAS WILLY BERNARD FINANCES. Une provision pour dépréciation de ces titres n'est cependant pas constatée. En effet, les situations au 31 décembre 2005 confirment les résultats du 30 juin 2005. En outre des éléments externes (cession d'actions par un actionnaire minoritaire et étude de l'UNION NOTARIALE FINANCIERE) indiquent une valorisation du groupe WBF significativement supérieure à la situation nette au 30 septembre 2005.

III. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les documents adressés aux associés sur la situation financière et les comptes annuels.

Fait à LE MANS, le 13 mars 2006,

Le Commissaire aux comptes

Jacques FREY

21.2.2 Rapport spécial du Commissaire aux Comptes

RAPPORT SPECIAL

(Art. L.227-10 du Code de Commerce)

EXERCICE 2004/2005

Du 1^{er} octobre 2004 au 30 septembre 2005

Messieurs,

En notre qualité de Commissaire aux Comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Aux termes de l'article L 227-10 du code de commerce, nous avons été avisés des conventions conclues avec votre société.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence de conventions mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de celles dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient, selon les termes de l'article 92 du décret du 23 mars 1967, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons effectué nos travaux selon les normes de la profession ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

CONVENTION NOUVELLE CONCLUE AU COURS DE L'EXERCICE :

RELATIONS AVEC LA SOCIETE IDEO :

La société Willy Bernard Finances s'est engagée à fournir à la société IDEO, filiale de la SAS WRD, conseil et assistance dans les domaines de la gestion administrative, financière, commerciale et comptable.

Le produit de l'exercice s'élève à 966 € HT (neuf cent soixante six euros).

CONVENTIONS CONCLUES AU COURS D'EXERCICES ANTERIEURS ET DONT L'EXECUTION S'EST POURSUIVIE DURANT L'EXERCICE

RELATIONS AVEC LA SOCIETE BLG PRODUCTION :

A) Suivant contrat d'assistance et de prestations en date du 26 décembre 2001, la société Willy Bernard Finances s'est engagée à fournir à la société BLG PRODUCTION, conseil et assistance dans les domaines de la gestion administrative, financière, commerciale et comptable.

Le produit de l'exercice s'élève à 71.357 € HT (soixante et onze mille trois cent cinquante sept Euros).

B) Une avance en compte courant a été consentie par votre société à la société BLG PRODUCTION et rémunérée au taux de 4,31 %.

Pour le présent exercice les intérêts comptabilisés en produits s'élèvent à 3.518,30 € (trois mille cinq cent dix huit Euros et trente centimes).

RELATIONS AVEC LA SOCIETE AB FENETRES :

A) Suivant contrat d'assistance et de prestations en date du 26 décembre 2001, la société Willy Bernard Finances s'est engagée à fournir à la société AB FENETRES, conseil et assistance dans les domaines de la gestion administrative, financière, commerciale et comptable.

Le produit de l'exercice s'élève à 365.774 € HT (trois cent soixante cinq mille sept cent soixante quatorze Euros).

B) Une avance en compte courant a été consentie par votre société à la société AB FENETRES et rémunérée au taux de 4,31 %.

Pour le présent exercice les intérêts comptabilisés en produits s'élèvent à 669,12 € (six cent soixante neuf Euros douze centimes).

RELATIONS AVEC LA SOCIETE AB POSE :

A) Suivant contrat d'assistance et de prestations en date du 26 décembre 2001, la société Willy Bernard Finances s'est engagée à fournir à la société AB POSE, conseil et assistance dans les domaines de la gestion administrative, financière, commerciale et comptable.

Le produit de l'exercice s'élève à 14.707 € HT (quatorze mille sept cent sept Euros).

B) Une avance en compte courant a été consentie par votre société à la société AB POSE et rémunérée au taux de 4,31 %.

Pour le présent exercice, les intérêts comptabilisés en produits s'élèvent à 1.640,39 € (mille six cent quarante Euros trente neuf centimes).

RELATIONS AVEC LA SOCIETE WRD :

A) La société Willy Bernard Finances s'est engagée à fournir à la société WRD, conseil et assistance dans les domaines de la gestion administrative, financière, commerciale et comptable.

Le produit comptabilisé dans l'exercice s'élève à 62.996 € HT (soixante deux mille neuf cent quatre vingt seize Euros).

B) Une avance en compte courant a été consentie par la société WRD et rémunérée au taux de 4,31 %.

Pour le présent exercice, les intérêts comptabilisés en charges s'élèvent à 3.402,88 € (trois mille quatre cent deux Euros quatre vingt huit centimes).

Fait à LE MANS, le 13 mars 2006,

Le Commissaire aux comptes

Jacques FREY

21.2.3 Comptes sociaux au 30/09/2005

WILLY BERNARD FINANCES

Euros

BILAN ACTIF

			Note	Exercice N, clos le :				
				Brut 1	Amortissements et provisions 2	30/09/2005 Net 3	30/09/2004 Net 4	
Capital souscrit non appelé (1)			30					
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	Frais d'établissement	31					
		Frais de recherche et développement						
		Concessions, brevets et droits similaires						
		Fonds commercial (1)						
		Autres immobilisations incorporelles						
		Immobilisations incorporelles en cours						
	Avances et acomptes							
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	Terrains						
		Constructions						
		Installations techniques, matériel et outillage industriels						
		Autres immobilisations corporelles		15 513	8 099	7 414	9 897	
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)	Immobilisations en-cours						
Avances et acomptes								
Participations (méthode de mise en équival.)								
Autres participations		728 841		728 841	728 841			
Créances rattachées à des participations								
T.I.A.P								
Autres titres immobilisés								
Prêts								
Autres immobilisations financières	18 843		18 843	13 275				
Total (II)				763 196	8 099	755 097	752 012	
ACTIF CIRCULANT	STOCKS	Matières premières, approvisionnements	32					
		En-cours de production de biens						
		En-cours de production de services						
		Produits intermédiaires et finis						
		Marchandises						
		Avances et acomptes versés	33	10 047		10 047		
	CREANCES	Clients et comptes rattachés (3)	34	428 967	966	428 001	373 692	
		Autres créances (3)		390 545		390 545	254 322	
		Capital souscrit et appelé, non versé						
	DIVERS	V.M.P (dont actions propres:)	35					
Instruments de trésorerie								
Disponibilités						5 872		
COMPTES DE REGULARISATION	Charges constatées d'avance (3)		36				390	
	Total (III)				829 560	966	828 594	634 275
	Charges à répartir sur plusieurs exercices (IV)		36					
	Primes de remboursement d'obligations (IV)							
	Ecart de conversion actif (IV)							
	TOTAL GENERAL (I à VI)				1 592 756	9 065	1 583 691	1 386 287
Renvois:(1) Dont droit au bail:			(2) part-d'1 an Immo. fin. nettes		(3) Part à + 1 an			
Clause de réserve de propriété		Immobilisations:		Stocks:		Créances:		

BILAN PASSIF

Présenté en Euros

		Note	30/09/2005	30/09/2004
CAPITAUX PROPRES	Capital social ou individuel (1) (Dont versé : 618 800)		618 800	618 800
	Primes d'émission de fusion, d'apport,.....		206 416	206 416
	Ecart de réévaluation (2) (dont écart équivalence :)			
	Réserve légale (3)		5 999	5 999
	Réserves statutaires ou contractuelles			
	Réserves réglementées (3) (Dont réserve spéciale des provisions pour fluctuation des cours)	40		
	Autres réserves (Dont réserve relative à l'achat d'œuvres originales d'artistes vivants)		140	140
	Report à nouveau		-3 673	
	RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)		-19 711	-3 673
	Subventions d'investissement			
	Provisions réglementées			
	Total (I)		807 970	827 681
AUTRES FONDS PROPRES	Produits des émissions de titres participatifs	41		
	Avances conditionnées			
	Total (II)			
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Provisions pour risques	42		
	Provisions pour charges			
	Total (III)			
DETTES (4)	Emprunts obligataires convertibles		252 731	252 731
	Autres emprunts obligataires			
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (5)		254 604	131 491
	Emprunts et dettes financières divers (Dont emprunts participatifs)		1 913	2 750
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	43	56 249	38 685
	Dettes fiscales et sociales		130 808	126 740
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
	Autres dettes		79 415	6 209
	Instruments de trésorerie			
Comptes régul.	Produits constatés d'avance (4)	44		
	Total (IV)		775 720	558 607
	Ecarts de conversion passif	44		
	TOTAL GENERAL (I à V)		1 583 691	1 386 288
	(1) Ecart de réévaluation incorporé au capital			
	(2) Dont Réserve spéciale de réévaluation (1959)			
	Ecart de réévaluation libre			
	Réserve de réévaluation (1976)			
	(3) Dont réserve spéciale des plus-values à long terme			
	(4) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an		709 765	462 347
	(5) Dont concours bancaires courants, soldes créditeurs de banques et CCP		13 582	442

COMPTE DE RESULTAT DE L'EXERCICE (En liste)

Présenté en Euros

				Note	30/09/2005	30/09/2004			
Nombre de mois de la période					12	12			
PRODUITS D'EXPLOITATION			1 - France	2 - Exportation	50				
	Ventes de marchandises		515800			515 800	448 428		
	Production vendue	biens							
		services							
	CHIFFRES D'AFFAIRES NETS (14)		515800			515 800	448 428		
	Production stockée						210	10	
	Production immobilisée								
	Subventions d'exploitation								
Reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges (9)									
Autres produits (1) (11)									
Total des produits d'exploitation (2) (I)					516 020	448 428			
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises (y compris droits de douane)				51	169 852	107 371		
	Variation de stock (marchandises)								
	Achats de matières premières et autres approvisionnements (y c. droits de douane)							64	
	Variation de stock (matières premières et approvisionnements)								
	Autres achats et charges externes (3) (6 bis)								
	Impôts, taxes et versements assimilés							9 682	5 397
	Salaires et traitements							246 766	223 748
	Charges sociales (10)							92 891	110 458
	Dotations aux amortissements sur immobilisations							3 099	3 006
	Dotations aux provisions sur immobilisations								
	Dotations aux provisions sur actif circulant							966	
	Dotations aux provisions pour risques et charges								
	Autres charges (12)							11	36
Total des charges d'exploitation (4) (II)					523 266	450 080			
1 - RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)					-7 246	-1 652			
OPERATIONS EN COMMUN	Bénéfice attribué ou perte transférée (III)			52					
	Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)								
PRODUITS FINANCIERS	Produits financiers de participations (5)			53	10 386	16 874			
	Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (5)								
	Autres intérêts et produits assimilés (5)								
	Reprises sur provisions et transferts de charges								
	Différences positives de change								
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement								
Total des produits financiers (V)					10 386	16 874			
CHARGES FINANCIERES	Dotations financières aux amortissements et provisions			54	22 467	21 945			
	Intérêts et charges assimilées (6)								
	Différences négatives de change								
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement								
Total des charges financières (VI)					22 467	21 945			
2 - RESULTAT FINANCIER (V-VI)					-12 081	-5 071			
3 - RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I-II+III-IV+V-VI)					-19 327	-6 723			

COMPTE DE RESULTAT (suite)

Présenté en Euros

		Note	30/09/2005	30/09/2004
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Produits exceptionnels sur opération de gestion		107	3 049
	Produits exceptionnels sur opérations en capital	55		933
	Reprises sur provisions et transferts de charges			
	Total des produits exceptionnels (VII)		107	3 982
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion (6 bis)		490	
	Charges exceptionnelles sur opérations en capital	56		933
	Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions			
	Total des charges exceptionnelles (VIII)		490	933
4, RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)			-383	3 049
	Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)	57		
	Impôts sur les bénéfices (X)	58		
TOTAL DES PRODUITS (I+III+V+VII)			526 513	469 284
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VIII+IX+X)			546 224	472 957
5 - BENEFICE OU PERTE (total des produits - total des charges) (15)			-19 711	-3 673
Renvois	(1)	Dont produits nets partiels sur opérations à long terme		
	(2)	Dont - Produits de locations immobilières		
		- Produits d'exploitation afférents à des exercices antérieurs		
	(3)	Dont - Crédit bail mobilier		
		- Crédit bail immobilier		
	(4)	Dont charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs		
	(5)	Dont produits concernant les entreprises liées	514 834	
	(6)	Dont intérêts concernant les entreprises liées	10 386	
	(6 bis)	Dont dons faits aux organismes d'intérêt général (art. 238 bis du C.G.I.)		
	(9)	Dont transfert des charges	210	
	(10)	Dont cotisations personnelles de l'exploitant (13)	3 222	27 194
	(11)	Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (produits)		
	(12)	Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (charges)		
	(13)	Dont primes et cotisations complém. obligatoires	3 222	
	(14)	personnelles: facultatives		
	(14)	Chiffre d'affaires en euros et centimes	515 799,60	448 428,36
	(15)	Résultat en Euros et centimes	-19 710,59	-3 673,23

Note 20 – Principes, règles et méthodes comptables

Généralités sur les règles comptables

L'élaboration et la présentation des comptes annuels ont été effectuées conformément aux règles en vigueur. L'application des conventions générales s'est fait dans le respect du principe de prudence, de permanence des méthodes, d'indépendance des exercices et de continuité d'exploitation.

Les éléments inscrits en comptabilité ont été évalués selon la méthode des coûts historiques.

Les titres détenus par l'entreprise ont été comptabilisés sur la base du coût d'acquisition. À l'inventaire, si leur valeur d'évaluation retenue est inférieure au coût d'acquisition, une dépréciation est enregistrée.

Les informations complémentaires sur le bilan, le compte de résultat, ainsi que ceux relatifs aux engagements de l'entreprise et aux informations diverses sont présentées dans les notes ci-jointes.

Note 31 – Immobilisations

Mouvements des immobilisations brutes

Désignation	Valeurs brutes début exercice	Mouvements de l'exercice		Valeurs brutes fin exercice
		Acquisitions	Cessions Virements	
<u>Immobilisations incorporelles</u>				
- Frais d'établissement de recherche et de développement	2 628		2 628	
- Autres postes d'immobilisations incorporelles				
Total	2 628		2 628	
<u>Immobilisations corporelles</u>				
- Terrains				
- Constructions . sur sol propre				
. sur sol d'autrui				
. Installation agencement aménag.				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Autres immobilisations corporelles				
. instal, agencements, aménagements divers	2 715			2 715
. matériel de transport				
. matériel de bureau	12 183	615		12 798
. emballages récupérables, divers				
- Immobilisations en cours				
- Avances et acomptes				
Total	14 898	615		15 513
<u>Immobilisations financières</u>				
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations	728 841			728 841
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières	13 275	5 568		18 843
Total	742 116	5 568		747 684
Total général	759 641	6 183	2 628	763 197

Mouvements des amortissements

Immobilisations amortissables	Amortissements début exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements fin exercice
		Dotations	Diminutions	
Immobilisations incorporelles				
- Frais d'établissement de recherche et de développement	2 628		2 628	
- Autres postes d'immobilisations incorporelles				
Total	2 628		2 628	
Immobilisations corporelles				
- Terrains				
- Constructions				
. sur sol propre				
. sur sol d'autrui				
. Installation agencement aménag.				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Autres immobilisations corporelles				
. instal, agencements, aménagements divers	543	272		815
. matériel de transport				
. matériel de bureau	4 457	2 827		7 284
. emballages récupérables, divers				
Total	5 000	3 099		8 099
Total général	7 628	3 099	2 628	8 099

Mouvements des immobilisations incorporelles

Désignation	Immobilisations brutes	Amortissements	Immobilisations nettes
Au début de l'exercice	+ 2 628	+ 2 628	
Réévaluation de l'exercice	+		
Investissements de l'exercice	+		
Dotation de l'exercice			
Cessions ou mises hors service	- 2 628	- 2 628	
Valeur en fin d'exercice	=	=	=

Mouvements des immobilisations corporelles

Désignation	Immobilisations brutes	Amortissements	Immobilisations nettes
Au début de l'exercice	+ 14 898	+ 5 000	+ 9 897
Réévaluation de l'exercice	+		
Investissements de l'exercice	+ 615		+ 615
Dotation de l'exercice		+ 3 099	- 3 099
Cessions ou mises hors service	-	-	
Valeur en fin d'exercice	= 15 513	= 8 099	= 7 414

Mouvements des immobilisations financières

Désignation	Montant
Valeur au début de l'exercice	+ 742 115
Acquisitions	+ 5 568
Augmentations résultant d'une mise en équivalence	+
Cessions, mise hors service,	-
Valeur en fin d'exercice	=

Mode et durée d'amortissement

Désignation	Mode	Durée
<u>Immobilisations incorporelles</u>		
- Frais d'établissement		
- Frais de recherche et de développement		
- Concessions, brevets et droits similaires		
- Fonds commercial		
- Autres immobilisations incorporelles		
<u>Immobilisations corporelles</u>		
- Terrains		
- Constructions		
- Installations techniques, matériel et outillage industriels		
- Autres immobilisations corporelles		
- Immobilisations en cours	LINEAIRE	3 A 5 ANS

Echéances des immobilisations financières

Désignation	Montant
Total des immobilisations financières	747 684
. à moins d'un an	18 843
. à plus d'un an	728 841

Note 34 – Créances

Les créances ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Note 40 – Capitaux propres

Composition du capital social

Désignation	Actions ou parts sociales	
	Valeur unitaire	Total
Au début de l'exercice	40,00	618 800
Emises dans l'exercice		
Remboursées dans l'exercice		
A la fin de l'exercice	40,00	618 800
Augmentation de capital par incorporation de réserves		
Réduction du capital par prélèvement sur les réserves		

Note 43 – Dettes

Mouvements des emprunts de l'exercice

Désignation	Au début de l'exercice	Souscrits dans l'exercice	Remboursés dans l'exercice	A la fin de l'exercice
Emprunts auprès des établissements de crédit	124 911	140 000	28 651	236 260
Emprunts divers				
Total	124 911	140 000	28 651	236 260

Echéances des emprunts

Désignation	Reste dû	A un an au plus	A plus d'un an à 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Etablissement de crédit	254 604	188 649	65 955	
. à 1 an maximum à l'origine	153 582	153 582		
. à plus d'1 an à l'origine	101 022	35 067	65 955	
Emprunts et dettes financières divers				
Total	254 604	188 649	65 955	

Note 55 – Produits exceptionnels

Les produits exceptionnels tiennent compte non seulement des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise mais également de ceux qui présentent un caractère exceptionnel en égard à leurs montants.

Note 60 – Autres informations

Engagements sur les Obligations Convertibles en Actions

Les obligations produiront, à compter du jour de leur libération, un intérêt de 5 %, payable prorata temporis à terme échu, annuellement et pour la première fois le 18/07/2004 ;

Toute somme non payée à l'échéance sera automatiquement majorée d'un intérêt de retard, calculé prorata temporis entre la date de l'échéance et la date de paiement effectif au taux de 8 %.

En cas de conversion, l'intérêt sera servi jusqu'à la date de conversion.

Il sera servi à chaque obligation, en cas de non conversion, une prime de non conversion, décomptée prorata temporis entre la date de souscription et la date de remboursement, d'un montant calculé en vue de porter le taux global de rendement actuariel brut de chaque obligation non convertie à 8 % l'an, soit :

- une prime de non conversion de 73.85 euros par obligation pour l'échéance du 18/07/2009.
- Une prime de non conversion de 89.60 euros par obligation pour l'échéance du 18/07/2010.

Les obligations non converties seront remboursées par la société. Toute somme non payée à l'échéance sera automatiquement majorée d'un intérêt de retard, calculé prorata temporis entre la date de l'échéance et la date de paiement effectif au taux de 11 %.

Les obligations converties en actions avant leur amortissement seront considérées comme amorties par anticipation et seront imputées sur l(les)amortissements(s) le(s) plus proche(s).

En cas de remboursement par anticipation, la mise en demeure contiendra un décompte de remboursement anticipé comprenant le nominal des obligations non amorties et non converties ainsi que les intérêts échus à la date de remboursement par anticipation et une indemnité de remboursement anticipé qui portera le taux actuariel des obligations convertibles à 11 % l'an.

En cas de cession par l'investisseur de la totalité de ses actions de la société, il aura la possibilité de demander concomitamment le remboursement anticipé de la totalité des obligations convertibles qu'il a souscrit.

Le décompte de remboursement anticipé comprendra le nominal des obligations non amorties et non converties ainsi que les intérêts échus à la date du remboursement par anticipation et une prime de non conversion qui portera le taux actuariel des obligations convertibles à 8 % l'an, calculé entre la date de souscription des obligations et la date de remboursement anticipé correspondant au jour de la cession des actions WBF par l'investisseur.

Détail des filiales et participations

Désignation	Capital	Autres capitaux propres	Quote-part de capital détenue	Résultat du dernier exercice
Participations détenues entre 10 et 50 % AB POSE	8 160	30 311	50,00	5 031
Total	8 160	30 311		5 031
Filiales détenues à plus de 50 % AB FENETRE	113 000	-303 689	99,80	151 276
BLG PRODUCTION	8 000	58 291	99,88	31 964
Total	121 000	-245 398		183 240

Renseignements globaux sur les filiales et participations

	Filiales		Participations	
	Françaises	étrangères	Françaises	étrangères
Valeur comptable des titres détenus				
. Brute	728 025		816	
. Nette	728 025		816	
Montant des prêts et avances accordés				
Montant des cautions et avals donnés				
Montant des dividendes encaissés				

Eléments concernant les entreprises liées et les participations

Désignation	Montant concernant les entreprises	
	Liées	avec lesquelles la société a un lien de participation
Avances et acomptes sur immobilisations		
Participations		
Créances rattachées à des participations		
Prêts		
Avances et acomptes versés sur commandes (actif circulant)		
Créances clients et comptes rattachés	427 812	
Autres créances		
Capital souscrit appelé non versé		
Total actif	427 812	
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits		
Emprunts et dettes financières divers		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
Total passif		
Produits de participation		
Autres produits financiers	10 386	
Total produits	10 386	
Charges financières	1 155	
Total charges	1 155	

Echéance des créances

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts (1) (2)			
Autres immobilisations financières	18 843	18 843	
Clients douteux ou litigieux	1 155	1 155	
Autres créances clients	427 812	427 812	
Créance représentative de titres prêtés (Provision pour dépréciation antérieurement constituée)			
Personnel et comptes rattachés	6 000	6 000	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée	15 314	15 314	
Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Divers			
Groupe et associés (2)	333 180	333 180	
Débiteurs divers (dont créances relatives à des opérations de pension de titres)	36 052	36 052	
Charges constatées d'avance			
Totaux	838 356	838 356	
(1) Montants des - Prêts accordés en cours d'exercice			
- Remboursements obtenus en cours d'exercice			
(2) Prêt et avances consentis aux associés (personnes physiques)			

Echéances des dettes

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (1)	252 731	252 731		
Autres emprunts obligataires (1)				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (1)	153 582	153 582		
à 1 an max. à l'origine				
à plus d'1 an à l'origine	101 022	35 067	65 955	
Emprunts et dettes financières divers (1) & (2)				
Fournisseurs et comptes rattachés	56 249	56 249		
Personnel et comptes rattachés	23 789	23 789		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	35 545	35 545		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée	70 682	70 682		
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	792	792		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés (2)	1 913	1 913		
Autres dettes	79 415	79 415		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
	775 720	709 765	65 955	
(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice	140 000	(2) Montant des divers emprunts et dettes contractés auprès des associés physiques		
Emprunts remboursés en cours d'exercice	28 651			

Etat des provisions

Nature des provisions		Montant au début	Augmentations : Dotations de	Diminutions : Reprises de l'ex.	Montant à la fin de l'exercice
PROVISIONS REGLEMENTEES					
Provisions pour reconstitution des gisements miniers et pétroliers					
Provisions pour investissement (art. 237 bis A-II)					
Provisions pour hausse des prix					
Amortissements dérogatoires					
Provisions fiscales pour implantations à l'étranger constituées avant le 1,1,1992					
Provisions fiscales pour implantations à l'étranger constituées après le 1,1,1992					
Provisions pour prêts d'installation (art. 39 quinquies H du CGI)					
Autres provisions réglementées					
Total (I)					
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES					
Provisions pour litiges					
Provisions pour garanties données aux clients					
Provisions pour pertes sur marchés à terme					
Provisions pour amendes et pénalités					
Provision pour pertes de change					
Provisions pour pensions et obligations similaires					
Provisions pour impôts					
Provisions pour renouvellement des immobilisations					
Provisions pour grosses réparations					
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges					
Total (II)					
PROVISIONS POUR DEPRECIATION					
sur immobilisations	- incorporelles				
	- corporelles				
	- titres mis en équivalence				
	- titres de participation				
	- autres immobilisations financières				
Sur stocks et en cours					
Sur comptes clients			966		966
Autres provisions pour dépréciation					
Total (IV)			966		966
Total (V)			966		966
dont dotations et reprises	- d'exploitation		966		
	- financières				
	- exceptionnelles				
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculé selon les règles prévues à l'article 39-1-5e du C.G.I					

22 INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

22.1 Capital social

22.1.1 Montant du capital social (article 8 des statuts)

« Article 8 - Capital

Le capital social était fixé avant l'augmentation de capital à la somme de 1.322.427 €.

Il était divisé en un million trois cent vingt deux mille quatre cent vingt sept actions de un (1) € chacune, de même catégorie, toutes souscrites et entièrement libérées en numéraire. »

22.1.2 Capital social autorisé non émis

Afin de conforter ses fonds propres et de financer son plan de développement et notamment l'ouverture des magasins en propre, le réseau de franchises et les différents outils industriels et marketing, un programme d'augmentation de capital a été conclu le 20 mai 2006 entre la société WILLY BERNARD FINANCES (« WBF ») (nouvellement AB Fenêtres Groupe), WRD et AMSTERDAM EFFECTENKANTOORS (« AEK »). Le département Corporate Finance de H et Associés a conseillé la société WILLY BERNARD FINANCES dans la mise en place de cette opération.

AEK est un important courtier aux Pays-Bas. Cette société est spécialisée dans divers domaines touchant à l'investissement, la gestion de patrimoine, la vente et l'achat de valeurs mobilières, la recherche de fonds pour des petites et moyennes entreprises, la gestion et la promotion de valeurs mobilières, etc...

Fonctionnement résumé de l'equity line :

- a) La Société fait part d'un besoin de financement à AEK.
- b) Elle émet au profit de AEK des BSA pour un montant compris théoriquement entre 1 M€ de 5 M€ (ce montant pouvant être revu à la hausse après accord entre les parties), chaque BSA donnant droit à la souscription d'une action. AEK exerce les bons et place les actions (n actions) ainsi créées auprès d'Investisseurs Qualifiés.
- c) Une option de sur-allocation de 15 % est accordée à AEK, selon le même schéma : émission de BSA au profit d'AEK qui les exerce et place les actions (au nombre maximum de 15 % x n) auprès d'investisseurs qualifiés
- d) En rémunération, AEK reçoit :
 - autant de BSA donnant droit à une action, qu'il a été créé d'actions précédemment, soit un nombre de BSA donnant droit à n actions, augmenté au maximum de 15% x n le cas échéant,
 - en numéraire, 5 % du montant de l'augmentation de capital effective.

Le programme prévoit une levée de fonds en plusieurs étapes auprès d'investisseurs qualifiés pour un montant maximal de 30 millions d'euros sur 3 ans en fonction des besoins de WBF. Le montant maximal de la levée de fonds a été modifié par avenant au programme d'augmentation de capital, et porté à 50 millions d'euros sur cinq ans le 14 septembre 2006.

L'assemblée générale extraordinaire du 10 juin 2006 a approuvé, dans sa dixième résolution, ce programme d'augmentation de capital et a autorisé M. Willy BERNARD à le mettre en œuvre dans son intégralité.

Le détail de ce programme d'augmentation de capital est le suivant :

- Réalisation d'une augmentation de capital initiale au profit de AEK pour un montant de 600.000€. 2.109 (84.360 actions après division du capital par 40) actions nouvelles ont été émises à un prix d'émission unitaire de 284,42€ (7,11€ après division du capital par 40). La souscription a eu lieu le 10 juin 2006. Parallèlement à cette augmentation de capital initiale, ont été émis le 10 juin 2006, 4.218 bons de souscription d'actions (« BSA ») (168.720 BSA après division du capital par 40) au profit de M. Willy BERNARD pour 2.109 BSA (84.360 BSA après division du capital) et de AEK pour les 2.109 autres BSA (84.360 BSA après division du capital). Ces BSA doivent être exercés au plus tard le 9 juin 2010, chaque BSA donnant la possibilité d'obtenir une action de WBF à un prix d'exercice unitaire de 284,42€ (7,11€ après division du capital par 40).
- Tranches ultérieures de l'augmentation de capital : dès la demande de son Conseil d'Administration, WBF s'engage à émettre et à attribuer à AEK une quantité de BSAs par tranche de 5 millions d'euros au maximum. Chaque tranche est définie ci après.

Tranches 1 à n : un nombre de BSAs (N_n), (les « BSAs de la Tranche n ») donnant le droit à des Actions, dites sous-jacentes, à un prix d'exercice égal à « P_n », étant égal à quatre-vingt pourcent (80%) du VWAP (Volume Weighted Average Price, soit le cours de l'action pondéré au volume de transactions du marché) par Action (incluant une réduction de 20%) calculé sur une période de quatre-vingt-dix (90) Jours Ouvrables précédant le premier jour de la Période de Validité des BSAs de la Tranche n, chacun pouvant être exercé dans les trois (3) mois de la date du Conseil d'administration appelant la tranche correspondante (la « Période de Validité des BSAs de la Tranche n »). Le nombre de BSAs de la Tranche n (« N_n ») sera déterminé de façon à ce que le nombre d'Actions sous-jacentes qui pourraient être émises en conséquence de l'exercice de tous les BSAs de la Tranche n multiplié par P_n sera au maximum égal à cinq millions euros (5 000 000,00€). Ce montant maximum de cinq millions d'euros pourra être relevé à un montant supérieur si les parties le désirent et qu'elles conviennent ensemble d'un nouveau montant.

Avant la cotation de la Société sur un marché boursier, le prix P_n sera le prix convenu d'un commun accord entre AEK et la Société. Une fois la Société cotée sur un marché boursier, le prix « P_n » représentera une moyenne des cours.

AEK sera libre d'exercer les BSAs de la Tranche n et de souscrire et d'acheter toutes ou une partie des Actions correspondantes. Les Actions qui ont effectivement été souscrites et achetées par AEK en conséquence d'un tel exercice à la fin de la Période de Validité des BSAs de la Tranche n sont dénommées aux présentes les « Actions de la Tranche n ».

Conjointement aux droits de la Tranche n, une « Option de Sur-Allocation » ou « Green Shoe Option » sera garantie par la Société à AEK. AEK aura le droit de souscrire et d'acheter un nombre additionnel d'Actions égal à quinze pourcent (15%)

du nombre d'Actions de la Tranche n à un prix égal à Pn (les « Actions de Sur-Allocation de la Tranche n»). A cet effet, la Société garantira à AEK simultanément aux BSAs de la Tranche n, un nombre de BSAs égal à quinze pourcent (15%) du nombre des BSAs de la Tranche n, étant sujets aux mêmes termes et conditions que ceux des BSAs de la Tranche n (les « BSAs de Sur-Allocation de la Tranche n»).

Le prix des BSAs est égal à 0,0001 de Pn.

Les BSAs Additionnels : à chaque augmentation de capital réalisée conformément au programme, WBF s'engage à émettre au bénéfice de AEK une quantité de BSAs égale à 100% du nombre d'actions émises. Les BSAs émis en faveur de AEK auront les caractéristiques suivantes :

- a) Prix de souscription de chaque BSAs : 0,0001 euro par BSA
- b) Durée d'exercice de chaque BSAs : 5 ans
- c) Prix d'exercice de chaque BSAs : Prix d'exercice des actions des augmentations de capital correspondantes (Pn)
- d) Restrictions : Néant.

Pour toute augmentation de capital, M. Willy BERNARD se verra attribuer :

- 15% de BSA sur la base du nombre d'actions émises, à une valeur unitaire équivalente à l'émission et d'une durée d'émission de 5 ans ;
- 5% d'actions gratuites sur la base du nombre d'actions émises.

En outre, lorsque la capitalisation de la société WBF atteindra 50 M€, M. Willy BERNARD se verra attribuer 8 000 actions gratuites, idem lorsque la capitalisation de la société atteindra 100 M€.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Administration à l'unanimité, et par application du programme d'augmentation de capital dûment approuvé par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 10 juin 2006, décide d'attribuer gratuitement à Monsieur Willy BERNARD 30.963 actions, à émettre, conformément aux dispositions de l'article L 225-197-1, I du Code de commerce.

Les actions attribuées le seront dans le cadre d'une augmentation de capital par incorporation de réserves, les actionnaires ont renoncé par la même à la fraction des réserves affectées à l'attribution gratuite des actions à Monsieur BERNARD.

L'Assemblée Générale du 8 novembre 2006 ratifiera cette attribution gratuite.

La société SPECTRA PARTICIPATIONS SA. a apporté un compte courant d'associé de 500.000€. L'Assemblée Générale du 08 novembre 2006, proposera l'incorporation de ce compte courant en capital au prix unitaire par action de 7,11225€.

22.1.3 Stocks options, BSPCE, BSA et obligations convertibles

22.1.3.1 Bons de souscription d'actions

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 10 juin 2006, conformément au programme d'augmentation de capital décrit au chapitre 22.1.2 du présent document, a procédé à l'émission et l'attribution suivante (après prise en compte de la division du nominal):

- Nombre total de BSA : 168.720
- Bénéficiaires : M. Willy BERNARD pour 84.360 et la société AMSTERDAM EFFECTENKANTOORS (AEK) pour 84.360.
- Droit attaché aux BSA : chaque BSA donne le droit de souscrire une action AB Fenêtres Groupe.

- Prix d'émission : les BSA ont été attribués gratuitement aux bénéficiaires.
- Forme : les BSA sont créés exclusivement sous forme nominative.
- Caducité : tous les BSA devront être exercés dans un délai de 5 ans à compter du 10 juin 2006, soit au plus tard le 9 juin 2011. Après cette date, ils deviendront caducs.
- Prix d'exercice des BSA : 7,11225.

Les modalités de ces BSA sont décrites au chapitre 22.1.2.

712.157 BSA ont été émis consécutivement à l'augmentation de capital préalable à l'introduction sur Alternext de la Société, 619.267 BSA ont été émis au profit de AEK et 92.890 BSA au profit de M. Willy BERNARD.

- Nombre total de BSA : 712.157
- Bénéficiaires : M. Willy BERNARD pour 92.890 et la société AMSTERDAM EFFECTENKANTOORS (AEK) pour 619.267.
- Droit attaché aux BSA : chaque BSA donne le droit de souscrire une action AB Fenêtres Groupe.
- Prix d'émission : 0,0001 €.
- Forme : les BSA sont créés exclusivement sous forme nominative.
- Caducité : tous les BSA devront être exercés dans un délai de 5 ans à compter du octobre 2006, soit au plus tard le octobre 2011. Après cette date, ils deviendront caducs.
- Prix d'exercice des BSA : 8,54€.

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 08 novembre 2006, conformément au programme d'augmentation de capital décrit au chapitre 22.1.2 du présent document, va proposer l'émission et l'attribution suivante :

- Nombre total de BSA : 80.846
- Bénéficiaires : M. Willy BERNARD pour 10.545 et la société SPECTRA PARTICIPATIONS pour 10.545.
- Droit attaché aux BSA : chaque BSA donne le droit de souscrire une action AB Fenêtres Groupe.
- Prix d'émission : les BSA ont été attribués gratuitement aux bénéficiaires.
- Forme : les BSA sont créés exclusivement sous forme nominative.
- Caducité : tous les BSA devront être exercés dans un délai de 5 ans à compter de la date d'émission. Après cette date, ils deviendront caducs.
- Prix d'exercice des BSA : 7,11225.

Les modalités de ces BSA sont décrites au chapitre 22.1.2.

22.1.3.2 Obligations convertibles

L'Assemblée Générale extraordinaire du 18 juillet 2003 a décidé de procéder à l'émission de 746 obligations (29.840 après division du capital par 40) de 335,29 euros (8,38 après division du capital par 40) chacune, convertibles en actions ordinaires de la Société, représentant un emprunt convertible de 250.126,34 euros. Ces obligations convertibles ont été émises au profit de SODERO PARTICIPATIONS.

Le 26 septembre 2006, la société AEK a procédé au rachat, à parts égales de ces 29.840 obligations convertibles appartenant à la SODERO PARTICIPATIONS.

- Nombre total d'obligations convertibles en actions (OC) : 29.840
- Droit attaché aux OC : chaque obligation convertible donne le droit de souscrire une action AB Fenêtres Groupe.
- Prix d'émission : les obligations convertibles ont été émises au prix de 8,38 euros (après division du capital par 40).
- Forme : les obligations convertibles ont été créées exclusivement sous forme nominative et ont donné lieu à une inscription en compte, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.
- Durée : l'emprunt obligataire a été souscrit pour une durée courant jusqu'au 18/07/2010, dont cinq ans de différé d'amortissement.
- Intérêt :
 - Les obligations produisent, un intérêt annuel de 5%, payable prorata temporis à terme échu, annuellement.
 - Toute somme non payée à l'échéance sera automatiquement majorée d'un intérêt de retard, calculé prorata temporis entre la date de l'échéance et la date de paiement effectif au taux de 8%.
 - En cas de conversion, l'intérêt sera servi jusqu'à la date de conversion.
- Prime de non conversion : Il sera servi à chaque obligation, en cas de non conversion, une prime de non conversion, décomptée prorata temporis entre la date de souscription et la date de remboursement, d'un montant calculé en vue de porter le taux global de rendement actuariel brut de chaque obligation convertie à huit pourcent l'an, soit :
 - Une prime de non conversion de 73,85 euros par obligation pour l'échéance du 18/07/2009
 - Une prime de non conversion de 89.60 euros par obligation pour l'échéance du 18/07/2010.
- Amortissement normal : les obligations non converties seront remboursées par la Société, ainsi qu'il suit :
 - Le 18/07/2009 pour 14.920 obligations convertibles
 - Le 18/07/2010 pour 14.920 obligations convertibles

Toute somme non payée à l'échéance sera automatiquement majorée d'un intérêt de retard, calculé prorata temporis entre la date de l'échéance et la date de paiement effectif au taux de 11%.

Les obligations converties en actions avant leur amortissement seront considérées comme amorties par anticipation et seront imputées sur l'(es) amortissement(s) le(s) plus proche(s).
- Exigibilité anticipée : La totalité de l'emprunt obligataire deviendra immédiatement remboursable ou convertible, au gré de l'obligataire, 15 jours après mise en demeure par lettre recommandée restée sans effet, dans les cas suivants :
 - Non paiement à bonne date et, malgré un rappel resté infructueux pendant quinze jours, de toute somme due au titre de l'emprunt obligataire, soit en intérêt, soit en capital.
 - Les comptes d'un exercice n'ont pas été approuvés par l'Assemblée générale ordinaire de la Société dans les six mois de la clôture de l'exercice, sauf prorogation accordée par le Président du Tribunal de Commerce statuant sur requête.
 - La Société n'a pas adressé aux obligataires, dans les quatre mois suivant l'Assemblée générale ordinaire annuelle, le bilan approuvé avec toutes ses annexes ainsi que le procès-verbal du Conseil d'Administration ayant arrêté les comptes.
 - Modification des statuts sans l'accord exprès des investisseurs.
 - Défaut de paiement à bonne date du coupon couru.
 - Dissolution de la Société ou modification de sa structure juridique sans l'accord des investisseurs.

- Plus généralement, manquement à l'encontre des investisseurs à toute obligations contractuelle.

En cas de remboursement par anticipation visé à ce même paragraphe, la mise en demeure contiendra un décompte de remboursement anticipé comprenant le nominal des obligations non amorties et non converties ainsi que les intérêts échus à la date de remboursement par anticipation et une indemnité de remboursement anticipé qui portera le taux actuariel des obligations convertibles à 11% l'an.

La Société ne pourra demander en aucun cas l'amortissement par anticipation des obligations.

- Délais et parité de conversion : Le propriétaire d'obligations aura la faculté d'en obtenir la conversion en actions nouvelles de la Société, qui seront libérées par voie de compensation de leur créance obligataire.

Cette option pourra s'exercer à raison de une action AB Fenêtres Groupe (anciennement Willy Bernard Finances) de 1 euro de nominal pour une obligation de 8,38 euros de nominal, sans versement d'aucune soulte en espèce de part ni d'autre. La conversion des obligations pourra être demandée à tout moment au gré des obligataires à partir de la date de souscription et jusqu'à l'expiration d'un délai de trois (3) mois après la date à laquelle les obligations auront été appelées au remboursement.

22.1.4 Titres non représentatifs du capital

Néant.

22.1.5 Autocontrôle

Néant.

22.1.6 Valeurs mobilières complexes

Néant.

22.1.7 Evolution du capital social depuis la création de la société

Date	Nature de l'opération	Nombre d'actions créées	Nominal en €	Prix d'émission en €	Augmentation de capital en €	Prime d'émission en €	Nombre d'actions après opération	Capital après opération en €
30/01/2003	Souscription en numéraire à la constitution	14 316	40	-	572 640	-	14316	572 640
18/07/2003	Création d'actions privilégiées	1 154	40	217	46 160	203 727	15 470	618 800
18/07/2003	Création de 746 obligations convertibles	-	-	335,29	-	-	15 470	618 800
10/06/2006	Emission d'actions	2 109	40	284,42	84 360	515 482	17 579	703 160
26/09/2006	Division du nominal	703 160	1	0	0	0	703 160	703 160
06/10/2006	Transformation des actions privilégiées en actions ordinaires	-	-	-	-	-	-	-
18/10/2006	Emission d'actions	619 267	1	8,54	619 267	4 669 273	1 322 427	1 322 427
18/10/2006	Attribution d'actions gratuites	30 963	-	-	-	-	-	-

22.1.8 Evolution du capital au cours des trois dernières années

Cf. 22.1.7

22.2 Actes constitutifs et statuts

22.2.1 Dénomination Sociale (article 3 des statuts)

La dénomination de la Société est : **AB FENETRES GROUPE**

Tous les actes et documents, émanant de la Société et destinés aux tiers doivent indiquer la dénomination sociale précédée ou suivie immédiatement et lisiblement des mots "société anonyme" ou des initiales "S.A." et de l'énonciation du montant du capital social.

22.2.2 Objet social (article 2 des statuts)

« Article 2 - Objet

La Société a pour objet, tant en France qu'à l'étranger :

La prise de participation dans toutes sociétés civiles ou commerciales et la gestion de ces participations ;

Toutes prestations administratives, informatiques et autres, auprès des sociétés dans lesquelles elle détient des participations et dans toutes autres sociétés ;

Toutes prestations de services à ces sociétés afin de permettre leur gestion et leur contrôle incluant notamment l'assistance dans les domaines technique, commercial, financier et juridique, l'organisation des structures financières, l'aide aux négociations destinées à faciliter l'obtention de tous contrats, marchés ou prêts en particulier par la fourniture de toute garantie auprès des établissements de crédits ou autres partenaires.

L'acquisition, l'administration et la gestion par location ou autrement de tous immeubles et biens immobiliers ;

Toutes opérations industrielles, commerciales et financières, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et à tous objets similaires ou connexes pouvant favoriser son extension ou son développement ;

La participation de la Société, par tous moyens, à toutes entreprises ou sociétés créées ou à créer, pouvant se rattacher à l'objet social, notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, commandite, souscription ou rachat de titres ou droits sociaux, fusion, alliance ou association en participation ou groupement d'intérêt économique ou de location gérance. »

22.2.3 Exercice social (article 6 des statuts)

« Article 6 - Exercice social

L'exercice social commence le 1^{er} avril et finit le 31 mars de l'année suivante.»

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 25 octobre 2006 a modifié les dates d'ouverture et de clôture de l'exercice social qui seront dorénavant du 1^{er} avril au 31 mars de chaque année.

En conséquence, l'exercice social en cours aura exceptionnellement une durée de 18 mois, soit du 1^{er} octobre 2005 au 31 mars 2007.

22.2.4 Dispositions relatives aux organes d'administration, de direction (articles 14 à 18 des statuts)

« Article 14 - Conseil d'administration »

14.1 La Société est administrée par un conseil d'administration de trois membres au moins et de dix huit membres au plus, sous réserve de dérogation prévue par le Code de commerce en cas de fusion.

Le nombre des administrateurs ayant dépassé l'âge de 70 ans ne peut être supérieur au tiers des administrateurs en fonction. Lorsque ce nombre est dépassé, l'administrateur le plus âgé est réputé démissionnaire à l'issue de l'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice au cours duquel le dépassement s'est produit.

14.2 Les administrateurs sont nommés pour une durée de 6 années. Leurs fonctions prennent fin à l'issue de la réunion de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires ayant statué sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire le mandat dudit administrateur.

Ils peuvent être révoqués à tout moment par l'assemblée générale ordinaire des actionnaires.

14.3 Chaque administrateur doit être propriétaire d'une action au moins, libérée des versements exigibles.

Si, au jour de sa nomination, un administrateur n'est pas propriétaire d'au moins une action, ou si, en cours de mandat, il cesse d'en être propriétaire, il est réputé démissionnaire d'office s'il n'a pas régularisé sa situation dans le délai de trois mois. »

« Article 15 - Délibérations du conseil »

Le conseil d'administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige, sur la convocation du Président ou celle du tiers de ses membres, soit au siège social, soit en tout autre endroit, en France ou à l'étranger. Il est convoqué par tous moyens, même verbalement. Le directeur général peut également demander au président de convoquer le conseil sur un ordre du jour déterminé.

Il est tenu un registre de présence qui est signé par les administrateurs participant à la séance.

Pour la validité des délibérations, la présence effective de la moitié au moins des administrateurs en fonction est nécessaire. Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés. En cas de partage, la voix du Président de séance est prépondérante.

Les procès-verbaux sont dressés et les copies ou extraits des délibérations sont délivrés et certifiés conformément aux dispositions du Code de commerce.

Dans le respect des dispositions légales et réglementaires, le règlement intérieur établi par le conseil d'administration peut prévoir, pour les décisions qu'il détermine, que sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité les administrateurs qui participent à la réunion du conseil par des moyens de visioconférence. »

« Article 16 – Pouvoirs et fonctionnement du conseil d'administration »

16.1 Le conseil d'administration détermine les orientations de l'activité de la Société et veille à leur mise en œuvre.

Sous réserve des pouvoirs expressément attribués aux assemblées d'actionnaires et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la Société et règle, par ses délibérations, les affaires qui la concernent.

Le conseil d'administration procède aux contrôles et vérifications qu'il juge opportun.

Chaque administrateur reçoit les informations nécessaires à l'accomplissement de sa mission et peut se faire communiquer tous les documents qu'il estime utiles.

16.2 Le conseil d'administration élit parmi ses membres un président qui, à peine de nullité de la nomination, doit être une personne physique et ne doit pas être âgé de plus de 65 ans. Lorsque le président atteint cette limite d'âge, il est réputé démissionnaire d'office et il doit être procédé à son remplacement dans les conditions prévues par les présents statuts.

Le conseil d'administration peut également nommer parmi ses membres, s'il le juge utile, un vice-président, chargé de présider, en cas d'empêchement du président, les séances du conseil d'administration et les assemblées générales.

Le président et le vice-président sont nommés pour une durée qui ne peut excéder celle de leur mandat d'administrateur. Ils sont rééligibles sous réserve des dispositions relatives à la limite d'âge pour l'exercice de leurs fonctions. Le conseil d'administration peut à tout moment leur retirer leurs fonctions.

En cas d'absence ou d'empêchement du président et du vice-président, le conseil désigne à chaque séance celui de ses membres présents qui doit présider la séance.

Le Président organise et dirige les travaux du conseil d'administration dont il rend compte à l'assemblée générale et exécute ses décisions. Il veille au bon fonctionnement des organes de la Société et s'assure que les administrateurs sont en mesure de remplir leurs fonctions. »

« Article 17 - Direction Générale »

17.1 Conformément aux dispositions de l'article L. 225-51-1 du Code de commerce, la direction générale de la Société est assurée, sous sa responsabilité, soit par le président du conseil d'administration, soit par une autre personne physique nommée par le conseil d'administration et portant le titre de directeur général.

Le choix entre ces deux modalités d'exercice de la direction générale est effectué par le conseil d'administration lors de la désignation de son président. Les actionnaires et les tiers en sont informés dans les conditions réglementaires en vigueur.

La délibération du conseil d'administration relative aux choix de la modalité d'exercice de la direction générale est prise à la majorité des administrateurs présents ou représentés.

L'option retenue par le conseil d'administration ne peut être remise en cause que lors du renouvellement ou du remplacement du président du conseil d'administration ou à l'expiration du mandat du directeur général.

Le changement de modalité d'exercice de la direction générale n'entraîne pas une modification des statuts.

17.2 Lorsque le conseil d'administration choisit la dissociation des fonctions de président et de directeur général, il procède à la nomination du directeur général, fixe la durée de son mandat qui ne peut excéder celle du mandat du Président, détermine les modalités de sa rémunération et, le cas échéant, les limitations de ses pouvoirs.

Pour l'exercice de ses fonctions, le directeur général ne doit pas être âgé de plus de 65 ans. Lorsque le directeur général atteint cette limite d'âge, il est réputé démissionnaire d'office et il doit être procédé à son remplacement dans les conditions prévues par les présents statuts.

Le directeur général est révocable à tout moment par le conseil d'administration. Lorsque le directeur général n'assume pas les fonctions de président du conseil d'administration, sa révocation peut donner lieu à dommages-intérêts, si elle est décidée sans justes motifs.

17.3 Le directeur général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société. Il exerce ces pouvoirs dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux que le Code de commerce attribue expressément aux assemblées d'actionnaires et au conseil d'administration.

Le directeur général représente la Société dans ses rapports avec les tiers. La Société est engagée même par les actes du directeur général qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Lorsque la direction générale de la Société est assumée par le Président du conseil d'administration, les dispositions du présent paragraphe III relatives au directeur général lui sont applicables.

17.4 Sur proposition du directeur général, le conseil d'administration peut nommer une ou plusieurs personnes physiques chargées d'assister le directeur général et portant le titre de directeur général délégué.

Le nombre maximum des directeurs généraux délégués est fixé à cinq.

Pour l'exercice de ses fonctions, un directeur général délégué ne doit pas être âgé de plus de 65 ans. Lorsqu'un directeur général délégué atteint cette limite d'âge, il est réputé démissionnaire d'office et il doit être procédé à son remplacement dans les conditions prévues par les présents statuts.

En accord avec le directeur général, le conseil d'administration détermine l'étendue et la durée des pouvoirs accordés aux directeurs généraux délégués et les modalités de leur rémunération.

A l'égard des tiers le ou les directeurs généraux délégués disposent des mêmes pouvoirs que le directeur général.

En cas de cessation des fonctions ou d'empêchement du directeur général, les directeurs généraux délégués conservent, sauf décision contraire du conseil d'administration, leurs fonctions et attributions jusqu'à la nomination d'un nouveau directeur général.

Lorsque la direction générale de la Société est assumée par le Président du conseil d'administration, les dispositions du présent paragraphe IV relatives au directeur général lui sont applicables. »

« Article 18 - Rémunérations »

18.1 L'assemblée générale ordinaire des actionnaires peut allouer aux administrateurs, en rémunération de leur activité, une somme globale, fixe et annuelle, à titre de jetons de présence et dont le montant est porté en frais généraux de la Société.

Le conseil répartit librement cette somme entre ses membres.

18.2 La rémunération du président du conseil d'administration, celle du directeur général et du ou des directeurs généraux délégués sont fixées par le conseil d'administration ainsi que, s'il y a lieu, celle de l'administrateur délégué dans les fonctions de président, en cas d'empêchement temporaire ou de décès du président.

18.3 Il peut être alloué par le conseil d'administration des rémunérations exceptionnelles pour les missions ou mandats confiés à des administrateurs; dans ce cas, ces rémunérations sont portées en charges d'exploitation et soumises à l'approbation de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires dans les conditions prévues aux articles L. 225-38 à L. 225-42 du Code de commerce.

18.4 Aucune autre rémunération, permanente ou non, ne peut être allouée aux administrateurs, sauf s'ils sont liés à la Société par un contrat de travail. »

22.2.5 Droits, privilèges et restrictions attachées aux actions (article 13 des statuts)

« Article 13 - Droits et obligations attachés aux actions »

13.1 Chaque action donne droit dans la propriété de l'actif social à une vocation proportionnelle à la fraction du capital qu'elle représente.

Elle donne droit, en outre, à une part proportionnellement égale dans les bénéfices sociaux.

13.2 Les actionnaires ne sont responsables que jusqu'à concurrence du montant nominal des actions qu'ils possèdent ; au delà, tout appel de fonds est interdit.

13.3 La propriété d'une action emporte, de plein droit, adhésion aux statuts de la Société et aux décisions des assemblées des actionnaires.

13.4 Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, notamment en cas d'échange, de regroupement ou d'attribution, en conséquence d'augmentation ou de réduction du capital, de fusion ou autre opération sociale, les propriétaires d'actions isolées, ou en nombre inférieur à celui requis pour l'attribution d'un nombre entier d'actions nouvelles ou pour l'exercice des droits dont il s'agit, ne peuvent exercer ces droits qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du regroupement, et éventuellement, de l'achat ou de la vente du nombre d'actions nécessaires. »

22.2.6 Rachat par la Société de ses propres actions

Néant.

22.2.7 Modification des droits des actionnaires (articles 9 à 11 des statuts)

« Article 9 - Modifications du capital

Le capital social peut être augmenté ou réduit dans les conditions prévues par le Code de commerce. »

« Article 10 - Libération des actions

Les actions souscrites en numéraire à l'occasion d'une augmentation de capital doivent être obligatoirement libérées du quart au moins de leur valeur nominale lors de leur souscription et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

La libération du surplus est effectuée en une ou plusieurs fois, sur décision du conseil d'administration, dans un délai maximum de cinq ans à compter du jour où l'augmentation de capital est devenue définitive.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance des souscripteurs par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, à eux envoyée par le conseil d'administration à l'adresse qu'ils auront indiquée lors de la souscription des actions, quinze jours au moins avant la date fixée pour chaque versement.

Tout retard dans le versement des sommes dues sur le montant non libéré des actions porte, de plein droit et sans qu'il soit besoin de procéder à une formalité quelconque, intérêt au taux légal, à partir de la date d'exigibilité, sans préjudice de l'action personnelle que la Société peut exercer contre l'actionnaire défaillant et des mesures d'exécution forcée prévues par le Code de commerce. »

« Article 11 - Forme des actions

Les actions entièrement libérées sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire. Elles donnent lieu à une inscription en compte dans les conditions et selon les modalités prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

La Société est autorisée à faire usage à tout moment des dispositions lui permettant de recourir à l'identification des détenteurs de titres conférant immédiatement ou à terme le droit de vote dans les assemblées d'actionnaires. »

22.2.8 Assemblées générales (article 20 à 28 des statuts)

« Article 20 - Assemblées des actionnaires

Les décisions collectives des actionnaires sont prises en assemblées générales, lesquelles sont qualifiées d'ordinaires, d'extraordinaires ou de spéciales selon la nature des décisions qu'elles sont appelées à prendre.

Les assemblées générales se composent de tous les actionnaires dont les titres sont libérés des versements exigibles et ont été inscrits en compte avant la date de la réunion, dans les conditions ci-après :

- les propriétaires d'actions inscrites au nominatif sur un compte non tenu par la Société ou au porteur doivent, pour avoir le droit d'assister, de voter par correspondance ou de se faire représenter aux assemblées générales, déposer un certificat établi par l'intermédiaire teneur de leur compte constatant l'indisponibilité des titres jusqu'à la date de la réunion de l'assemblée générale, aux lieux indiqués dans ladite convocation, au plus tard à 15 heures, heure de Paris, la veille de l'assemblée générale.
- Les propriétaires d'actions nominatives inscrites sur un compte tenu par la société doivent, pour avoir le droit d'assister, de voter par correspondance ou de se faire représenter aux assemblées générales, avoir leurs actions inscrites à leur compte tenu par la Société, au plus tard à 15 heures, heure de Paris, la veille de l'assemblée générale.

L'accès à l'assemblée générale est ouvert à ses membres sur simple justification de leurs qualités et identité. Le conseil d'administration peut, s'il le juge utile, faire remettre aux actionnaires des cartes d'admission nominatives et personnelles et exiger la production de ces cartes. »

« Article 21 - Convocation et lieu des assemblées générales »

Les assemblées générales sont convoquées conformément aux dispositions légales et réglementaires.

Conformément aux dispositions de l'article 130 du décret du 23 mars 1967, si la Société fait publiquement appel à l'épargne, elle est tenue avant la réunion de l'assemblée des actionnaires, de publier un avis au Bulletin des Annonces Légales Obligatoires.

L'assemblée ne pourra être tenue moins de 30 jours après la même publication.

Les assemblées sont réunies au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans la convocation. »

« Article 22 - Ordre du jour »

L'ordre du jour est arrêté par l'auteur de la convocation.

Un ou plusieurs actionnaires représentant au moins la quotité du capital prévue par la Loi, et agissant dans les conditions et délais légaux, ont la faculté de requérir l'inscription à l'ordre du jour de projets de résolutions. »

« Article 23 - Accès aux assemblées - Pouvoirs »

Tout actionnaire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, a le droit d'assister aux assemblées générales et de participer aux délibérations personnellement ou par mandataire ou de prendre part aux votes par correspondance ou à distance dans les conditions légales et réglementaires.

Tout actionnaire peut se faire représenter par son conjoint ou par un autre actionnaire.

Les actionnaires doivent, dans les conditions légales et réglementaires, adresser leur formule de vote par correspondance ou de procuration. La formule de vote par correspondance doit être reçue au plus tard à 15 heures, heure de Paris, la veille de l'assemblée générale.

Les modalités d'envoi sont précisées par le conseil d'administration dans l'avis de réunion et l'avis de convocation. »

« Article 24 - Tenue des assemblées »

24.1 Les assemblées sont présidées par le Président du conseil d'administration ou, en son absence, par le vice-président de ce conseil, s'il en a été désigné un. En leur absence ou à défaut par le conseil d'avoir habilité un autre de ses membres parmi les présents à l'effet de présider l'assemblée, celle-ci élit elle-même son président.

Les fonctions de scrutateurs sont remplies par les deux membres de l'assemblée, présents et acceptant ces fonctions, qui disposent par eux-mêmes ou comme mandataires, du plus grand nombre de voix.

Le bureau désigne le secrétaire qui peut être choisi en dehors des actionnaires.

Les membres du bureau ont pour mission de vérifier, certifier et signer la feuille de présence, de veiller à la bonne tenue des débats, de régler les incidents de séance, de contrôler les votes émis, d'en assurer la régularité et de veiller à l'établissement du procès-verbal.

24.2 A chaque assemblée est tenue une feuille de présence contenant les indications prescrites par les dispositions réglementaires applicables.

Cette feuille de présence, dûment émargée par les actionnaires ainsi que par les mandataires, et à laquelle sont annexés les pouvoirs donnés à chaque mandataire et, le cas échéant, les formulaires de vote par correspondance, est certifiée exacte par le bureau de l'assemblée.

24.3 Les procès-verbaux sont dressés et les copies ou extraits des délibérations sont délivrés et certifiés conformément aux dispositions du Code de commerce. »

« Article 25 - Quorum - Vote - Nombre de voix »

25.1 Dans les assemblées générales ordinaires et extraordinaires, le quorum est calculé sur l'ensemble des actions composant le capital social, déduction faite des actions privées du droit de vote en vertu des dispositions légales.

Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel au capital qu'elles représentent.

Chaque action de capital ou de jouissance donne droit à une voix.

25.2 Tout titulaire d'actions entièrement libérées, qui justifie d'une inscription nominative à son nom depuis 2 ans au moins, bénéficie d'un droit de vote double pour chacune de ses actions remplissant ces conditions. En outre, en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, le droit de vote double sera attribué, dès leur émission, aux actions nominatives attribuées gratuitement à un actionnaire en raison d'actions anciennes, pour lesquelles il bénéficie de ce droit.

Toute action convertie au porteur ou transférée en propriété perd le droit de vote double. Néanmoins, le transfert par suite de succession, de liquidation de communauté de

biens entre époux ou de donation entre vifs au profit d'un conjoint ou d'un parent au degré successible ne fait pas perdre le droit acquis et n'interrompt pas le délai de 2 ans prévu au présent article. »

« Article 26 - Assemblée générale ordinaire »

L'assemblée générale ordinaire est celle qui est appelée à prendre toutes décisions qui ne modifient pas les statuts.

Elle est réunie au moins une fois par an, dans les six mois de la clôture de chaque exercice social, pour statuer sur les comptes arrêtés, et le cas échéant les comptes consolidés de cet exercice.

Elle ne délibère valablement, sur première convocation, que si les actionnaires présents ou représentés, ou ayant voté par correspondance possèdent au moins le cinquième des actions ayant droit de vote. Sur deuxième convocation, aucun quorum n'est requis.

Elle statue à la majorité des voix dont disposent les actionnaires présents, représentés ou ayant voté par correspondance. »

« Article 27 - Assemblée générale extraordinaire »

L'assemblée générale extraordinaire est seule habilitée à modifier les statuts dans toutes leurs dispositions. Elle ne peut, sans recueillir l'unanimité des actionnaires, augmenter les engagements de ces derniers.

Sauf dispositions légales particulières, elle ne délibère valablement que si les actionnaires présents, représentés ou ayant voté par correspondance possèdent au moins, sur première convocation le quart et, sur deuxième convocation, le cinquième des actions ayant droit de vote. A défaut de ce dernier quorum, la deuxième assemblée peut être prorogée à une date postérieure de deux mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée.

Sauf dispositions légales particulières, elle statue à la majorité des deux tiers des voix des actionnaires présents, représentés ou ayant voté par correspondance.

Toutefois :

- les augmentations de capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission sont valablement décidées aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les assemblées ordinaires ;

- le changement de nationalité de la Société est décidé à l'unanimité des actionnaires si le pays d'accueil n'a pas conclu avec la France une convention spéciale permettant d'acquérir sa nationalité et de transférer le siège social sur son territoire, et conservant à la société sa personnalité juridique. »

« Article 28 - Droit de communication des actionnaires »

Tout actionnaire a le droit d'obtenir communication des documents nécessaires pour lui permettre de se prononcer en connaissance de cause et de prononcer un jugement informé sur la gestion et le contrôle de la Société. La nature de ces documents et les conditions de leur envoi ou mise à disposition sont déterminées par le Code de commerce. »

22.2.9 Dispositifs permettant de retarder, différer ou empêcher un changement de contrôle

Néant.

22.2.10 Transmission des actions, déclarations de franchissement de seuil (article 12 des statuts)

« Article 12 - Cession et transmission des actions

12.1 Les actions sont librement négociables sous réserve des dispositions légales et réglementaires. Elles font l'objet d'une inscription en compte et se transmettent par voie de virement de compte à compte.

12.2 En complément des seuils fixés par la réglementation applicable, toute personne physique ou morale agissant seule ou de concert qui viendrait à détenir, directement ou indirectement, au sens des articles L. 233-7 et suivants du Code de commerce, un nombre d'actions, de droits de vote ou de titres émis en représentation d'action correspondant à 5% du capital ou des droits de vote de la Société est tenue, dans les cinq (5) jours de bourse à compter du franchissement de seuil, de déclarer à la Société par lettre recommandée avec avis de réception, le nombre total d'actions, de droits de vote et de titres donnant accès au capital qu'elle possède.

Cette obligation d'information s'applique dans les mêmes conditions, en cas de franchissement de seuil à la baisse.

Cette déclaration doit être renouvelée dans les conditions ci-dessus, chaque fois qu'un nouveau seuil de 5% est atteint ou franchi, à la hausse comme à la baisse, quelle qu'en soit la raison, et ce y compris au-delà du seuil de 5%.

En cas d'inobservation des dispositions ci-dessus, le ou les actionnaires concernés seront immédiatement privés du droit de vote afférent aux titres dépassant les seuils soumis à déclaration, si le défaut de déclaration est constaté par le bureau de l'Assemblée Générale ou dans la mesure où un ou plusieurs actionnaires détenant au moins 5% du capital ou des droits de vote en font la demande lors de l'Assemblée Générale. La demande des actionnaires sera consignée dans le procès verbal de l'Assemblée Générale et entraînera de plein droit l'application de la sanction susvisée. »

22.2.11 Stipulations particulières régissant les modifications du capital social

Il n'existe pas de stipulation particulière régissant les modifications du capital social de la Société.

23 CONTRATS IMPORTANTS

La Société a conclu un programme d'augmentation de capital le 20 mai 2006 qui est décrit dans ce présent document au paragraphe 22.1.1.

24 INFORMATIONS PROVENANT DE TIERS, DECLARATIONS D'EXPERTS ET DECLARATIONS D'INTERÊTS

Néant.

25 DOCUMENTS ACCESSIBLES AU PUBLIC

Des exemplaires du présent document sont disponibles sans frais auprès d'AB Fenêtres Groupe, 33 avenue du Maine – 75755 PARIS Cedex 15 et de H et Associés, Centre d'Affaires Paris Trocadéro – 112, avenue Kléber – 75784 Paris Cedex 16, ainsi que sur le site Internet d'Alternext (www.alternext.fr).

Les documents suivants peuvent être, le cas échéant, consultés au siège social de la Société :

- l'acte constitutif et les statuts de la Société,
- tous rapports, courriers et autres documents, informations financières historiques, évaluations et déclarations établis par un expert à la demande de l'émetteur, dont une partie est incluse ou visée dans le présent document,
- les informations financières historiques de la Société et de ses filiales pour chacun des deux exercices précédant la publication du présent document.
-

26 INFORMATIONS SUR LES PARTICIPATIONS

Société et forme juridique	N° Siren	Siège social	Méthode consolidation 2006	Méthode consolidation 2005	% contrôle 2006	% contrôle 2005	% intérêt 2006	% intérêt 2005
W.B.F. SAS	440 743 425	Le Mans (72)	IG	IG	Mère	Mère	100%	100%
A.B. Fenêtres	430 365 536	Le Mans (72)	IG	IG	99.80%	99.80%	99.80%	99.80%
B.L.G.	440 005 791	Le Mans (72)	IG	IG	99.88%	99.88%	99.88%	99.88%
A.B. Pose	440 695 740	Le Mans (72)	IG	IG	50.00%	50.00%	50.00%	50.00%

Méthode de Consolidation

IG : Intégration globale

MEE : Mise en équivalence